
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MARS 1919.

Projet de loi

apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi apportant diverses modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription.

Ce projet, comme les autres projets de réforme fiscale dont je saisis la Chambre, tend à la fois à une augmentation du rendement des impôts, à une meilleure répartition de ceux-ci et à la répression de la fraude.

Voici, dans leurs grandes lignes, les réformes proposées.

Nous avons cru devoir, tout d'abord, étendre le droit des transmissions par décès en ligne directe à toutes les valeurs successorales, y compris les valeurs mobilières. C'est là une mesure qui s'impose avant tout.

Nous vous proposons ensuite de reviser le tarif des droits de succession : comme actuellement, le droit sera gradué suivant le degré de parenté et proportionnel aux sommes et valeurs; en outre, et c'est là le trait caractéristique de la réforme, il sera progressif par tranches.

Nous pensons, d'autre part, qu'il convient d'apporter certaines retouches à la législation existante.

Enfin, nous vous demandons des armes pour assurer la juste application des lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription.

La fraude dans la matière qui nous occupe se manifeste sous divers aspects.

Relativement aux droits d'enregistrement et de transcription, c'est la simulation des contrats, la dissimulation du prix dans les mutations à titre onéreux, la fausse déclaration quant à la parenté dans les actes portant donation entre vifs.

En matière de succession, que voyons-nous ?

Une personne, en prévision de sa mort, fait passer ses biens sur la tête de ses héritiers, soit par des dons manuels *in extremis*, soit par des contrats simulés ; ou bien elle élude les dispositions de la loi au moyen de certains dépôts en banque effectués en son nom et au nom d'un tiers ; — les héritiers cèdent au Trésor les valeurs au porteur dépendant de l'hérédité ; — ou bien ils font, dans la déclaration, une estimation du mobilier corporel successoral qui, souvent, peut être tenue pour dérisoire et qui, en tout cas, est de beaucoup inférieure à la valeur vénale ; — ou encore, ils amoindrissent la base imposable, en faisant état au passif de dettes fictives.

Les dispositions qui vous sont proposées et que nous allons examiner en détail tendent à réprimer ces divers abus qui enlèvent chaque année au Trésor des recettes considérables.

TITRE I.

Droit de succession.

(ARTICLES 1 A 34).

Sous l'empire de la législation actuelle, les immeubles situés dans le Royaume ainsi que les créances et les rentes hypothéquées sur des immeubles sis en Belgique sont seuls frappés de l'impôt de transmission par décès, lorsque la succession est dévolue en ligne directe ou entre époux ayant des enfants ou des descendants issus de leur commun mariage.

L'article 1^{er} du projet a pour but de soumettre au même régime fiscal toutes les successions, celles auxquelles sont appelés les parents de la ligne directe ou le conjoint survivant comme celles qui sont déférées à des parents collatéraux ou à des personnes non parentes. Il tend plus spécialement à frapper du droit de succession, lorsqu'elles sont recueillies par des héritiers en ligne directe ou par l'époux survivant, toutes les valeurs *mobilières* quelconques délaissées par le défunt.

Cette disposition se justifie d'elle-même.

L'assimilation, quant à la matière imposable, des successions dévolues en ligne directe et des autres successions entraîne la suppression du mode spécial d'évaluation des immeubles qui a été établi, pour les premières, par l'article 5 de la loi du 17 décembre 1851, à savoir la capitalisation du revenu cadastral par le Multiplicateur officiel.

Le 2^e alinéa de l'article 2 reproduit le texte de l'article 7, 1^{er} alinéa, de la loi du 17 décembre 1851, en substituant au mot « aléatoirement », employé dans ce dernier article, l'expression « sous condition de survie ». Ce changement a pour but de consacrer législativement une solution qui a été admise par la jurisprudence. La question s'est posée de savoir si pour que l'article 7, 1^{er} alinéa, de la loi de 1851 soit applicable, il faut que *chacun* des époux soit appelé, *en cas de survie*, à prendre plus que la moitié de la communauté, ou s'il suffit que *l'un* des époux soit appelé par le contrat de mariage à bénéficier, *s'il survit*, de la clause dérogeant au partage

égal. Deux arrêts, l'un de la Cour d'appel de Gand, du 29 mars 1874, l'autre de la Cour d'appel de Bruxelles, du 12 février 1887 (Recueil général de l'Enregistrement, numéros 7404 et 10850) se sont prononcés dans le second sens. C'est cette jurisprudence que consacre le texte proposé.

Le 3^e alinéa de l'article 2 rectifie une erreur qui s'est glissée dans le second alinéa de l'article 7 précité. Selon ses prévisions littérales, cette dernière disposition devrait être appliquée même dans le cas où le mari venant à décéder, la femme renonce à la communauté. Or, pareille application est impossible. Les héritiers du mari, dit le texte, sont réputés donataires; mais donataires de quoi? On ne peut les considérer comme donataires de la femme, puisque celle-ci vit encore. Si on les considère comme donataires du mari, ils sont passibles de l'impôt de succession, non pas en vertu de l'article 7, mais par application des principes généraux qui gouvernent la perception; en effet, ils trouvent les biens, à la propriété desquels la femme renonce, dans la succession du mari et ils doivent payer les droits de transmission par décès sur ces biens comme sur les autres valeurs de l'hérédité.

Pour la justification de la disposition contenue dans l'article 5, on ne peut mieux faire que de reproduire le texte de l'exposé des motifs de l'article 49 du projet qui a été déposé dans la séance de la Chambre des Représentants du 11 juin 1915.

« Cette mesure est la première qui s'impose, si l'on veut voir entrer dans les faits la perception du droit de succession sur les valeurs mobilières.

» Aux termes de l'article 895 du Code civil, on ne peut disposer de ses biens à titre gratuit que par donation entre vifs ou par testament.

» Les considérations qui légitiment l'établissement d'un impôt sur les donations testamentaires sont, de tous points, applicables aux donations entre vifs. Il y a, de part et d'autre, une transmission de propriété s'opérant sous la protection des lois civiles; de part et d'autre, pour le bénéficiaire, un enrichissement, un accroissement de fortune obtenu gratuitement sans travail.

» De fait, sous l'empire de notre législation actuelle, la donation testamentaire donne ouverture à un impôt : le droit de succession. Les donations entre vifs sont également frappées d'un droit : le droit d'enregistrement; mais celui-ci n'est exigible que si la donation est constatée par un acte soumis à la formalité.

» Ce droit d'enregistrement est perçu lorsque la donation a pour objet des immeubles ou des meubles incorporels, — des créances hypothécaires, par exemple, — parce qu'alors la loi civile subordonne la validité de l'opération à la rédaction d'un acte authentique et que les actes authentiques sont assujettis à l'enregistrement dans un délai de rigueur.

» Que si la donation a pour objet des meubles corporels, du numéraire, des titres au porteur, elle se fait généralement sans acte, ou bien, si un acte est dressé, c'est un acte sous seing privé que les parties s'abstiennent de présenter à l'enregistrement, formalité qui, en l'occurrence, n'est pas obligatoire.

» Il s'ensuit qu'en fait les dons manuels échappent à la perception de tout

» impôt. Un millionnaire peut donner son portefeuille à ses héritiers pré-
 » somptifs ou à des étrangers sans qu'aucun droit puisse être réclamé, la
 » donation eût-elle été faite *in extremis*, dans le dessein d'éviter la percep-
 » tion du droit de succession.

» Ce millionnaire répugne peut-être à se dépouiller absolument de son
 » vivant. Il fait alors inscrire ses actions, ses rentes sur l'État, son compte
 » en banque, à son nom pour l'usufruit, et, pour la nue propriété au nom
 » de ceux qu'il entend gratifier. Nul impôt exigible, ni de son vivant, ni à
 » son décès. En vain, l'Administration prouve-t-elle, par des actes et des
 » faits établissant de solides présomptions, que le défunt, dans les dernières
 » années, voire dans les dernières heures de sa vie, possédait en numéraire,
 » en titres au porteur, un capital plus ou moins considérable, dont aucune
 » circonstance ne peut normalement expliquer la disparition au jour du
 » décès; elle voit, le plus souvent, sa demande repoussée par le motif que
 » le défunt *a pu* disposer de ses biens de la main à la main et que cette
 » simple possibilité suffit à énerver les présomptions d'omission invoquées
 » par le fisc (Bruxelles, appel, 24 janvier 1907; Liège, appel, 18 juin 1912).

» L'article 49 du projet de loi tend à proscrire les collusions. Il dit aux
 » citoyens : Disposez de vos biens par donation entre vifs; dépouillez-vous
 » avant votre décès; c'est votre droit, je n'y mets nul obstacle; mais j'exige,
 » pour lors, que la donation soit constatée par acte et que cet acte soit sou-
 » mis à la formalité de l'enregistrement, sinon les valeurs données seront
 » censées exister dans votre patrimoine pour la perception des droits de
 » succession.

» Objectera-t-on que c'est là obliger indirectement les parties à payer les
 » droits d'enregistrement pour les dons manuels? Tel sera le résultat, en
 » effet; mais, comme nous venons de le dire, il n'y a point de raison pour
 » que les donations de valeurs mobilières échappent à l'impôt établi sur les
 » transmissions entre vifs.

» La disposition proposée se justifie donc à tous les points de vue; par
 » modération, l'application en est limitée aux libéralités faites dans les
 » trois années précédant le décès, à l'exemple de la loi anglaise du
 » 29 avril 1910. »

Il y a peu de chose à ajouter aux considérations qui précèdent.

Au fond, la disposition proposée se traduit en ce sens que si le défunt a fait
 une libéralité dans les trois années précédant son décès, les biens qui en
 sont l'objet seront censés avoir été donnés par le défunt à ses successeurs
 universels.

On objectera que la présomption peut tomber à faux, que la libéralité
 peut très bien avoir été faite par le défunt à d'autres qu'à ses successeurs
 universels et que, pour lors, la perception sera injuste.

Cette objection n'est nullement péremptoire.

Tout d'abord, il est certain que bien souvent la présomption sera en con-
 cordance avec la réalité; il est de fait que fréquemment des dons manuels
 sont consentis *in extremis* par le défunt à ses héritiers, dans le seul but de
 leur éviter le paiement des droits de succession. L'arrêt cité plus haut de la

Cour d'appel de Liège du 18 juin 1912 renferme à ce sujet une déclaration qui doit être soulignée : « Attendu, porte le dit arrêt, qu'il est vraisemblable » d'admettre que le défunt, ancien officier ministériel, voulant éviter à ses » successibles le paiement de droits de succession, se soit dessaisi de tout son » numéraire disponible ou des valeurs qu'il représentait. »

Il y a plus. Dire que la présomption établie par la disposition proposée peut tomber à faux, c'est perdre de vue que le propre de toute présomption, telle la présomption de vérité qui s'attache à la chose jugée, est de se trouver, à un moment donné, en discordance avec la réalité. La question, toute la question est de savoir si des considérations d'intérêt supérieur en commandent ou non l'établissement. Or, dans l'espèce, ces considérations existent au premier chef, s'il est vrai qu'il importe d'apporter plus d'égalité, plus de justice dans la perception de l'impôt de succession et, plus spécialement, d'enlever aux intéressés un moyen commode de faire lettre morte de la législation sur cet impôt, en tant qu'elle s'applique aux choses susceptibles de don manuel, c'est-à-dire à une portion de plus en plus considérable de la fortune publique.

Ce n'est pas tout. Nous contestons formellement qu'il y ait la moindre injustice dans le fait que les héritiers peuvent, à un moment donné, devoir supporter l'impôt pour des libéralités faites à des tiers ; car, si le fait arrive, c'est que le défunt — qui est réputé connaître les conséquences fiscales de sa donation pour le cas où le droit d'enregistrement ne serait pas acquitté — a trouvé bon de grever sa succession d'autant, voilà tout. Peut-être, en considération de cette charge, a-t-il donné *moins* au tiers gratifié. Quoi qu'il en soit, ses héritiers sont sans griefs contre l'État. Ils n'ont pas plus à se plaindre que si le *de cuius* avait acheté un bijou ou tout autre objet de valeur dont il avait ensuite fait cadeau à un tiers, et était mort en laissant le prix impayé. Ils n'ont pas plus à se plaindre que si leur auteur, au lieu de faire un don manuel à la personne qu'il entendait gratifier, lui avait fait un legs particulier libre de tout droit de succession. Dans le premier cas, ils devraient acquitter le prix d'un objet qui ne se trouve pas dans l'hérédité ; dans le second cas, ils devraient supporter un droit de succession pour des valeurs qu'ils ne recueillaient pas.

En résumé, dans l'état actuel de notre législation fiscale, l'Administration n'est pas à même de combattre la fraude qui consiste dans le fait, par le défunt, de se dépouiller de ses valeurs mobilières plus ou moins longtemps avant son décès. Il n'y a qu'un remède : c'est, par une présomption *juris et de jure*, de considérer les valeurs données comme faisant partie de l'hérédité, si elles n'ont pas été assujetties au droit d'enregistrement établi pour les donations.

Il va de soi que l'article 3 du projet entraîne la suppression de l'article 49 de la loi du 30 août 1913, qui, en fait, n'a donné et n'est appelé à donner aucun résultat.

Les 2^e et 3^e alinéas de l'article 4 sont la reproduction textuelle de l'article 50 de la loi du 30 août 1913.

L'application du dit article 50 a fait naître la question de savoir si, en cas d'assurance contractée par un époux au profit de son conjoint, mariés sous un régime de communauté, l'impôt de succession est dû sur l'entièreté du capital assuré ou seulement sur la moitié.

La solution de la question dépend du point de savoir si, en droit civil, l'assurance est réputée avoir été constituée par le défunt, qui a contracté avec l'assureur, ou par la communauté. Or, suivant la dernière jurisprudence, le bénéfice d'une assurance contractée par un époux au profit de son conjoint appartient à ce dernier en vertu d'un droit qui prend directement naissance dans son patrimoine sans passer par le patrimoine de l'assuré, d'où il suit que ce bénéfice ne constitue pas une valeur dépendant de la communauté.

Le 4^e alinéa de l'article 4 a pour but de consacrer cette jurisprudence.

Une autre question s'est posée. C'est celle de savoir quel est le caractère de la disposition par laquelle deux époux, communs en biens, qui contractent une assurance, stipulent que le capital assuré appartiendra au survivant d'eux. Cette disposition a-t-elle le caractère d'un contrat commutatif, ou bien doit-elle être envisagée comme un contrat de bienfaisance rentrant dans les prévisions de l'article 50 de la loi du 30 août 1913?

« Entre époux », écrit M. Planiol, « l'assurance au profit d'autrui se présente sous une forme spéciale : elle est souvent *réciproque* ; tous deux stipulent dans l'acte et l'assurance est contractée au profit du *survivant*. Je ne crois pas que cette circonstance modifie la nature des rapports qui s'établissent entre eux : il y a une *double libéralité* dont une seule est destinée à produire effet ». (*Traité élémentaire du droit civil*, tome II, n° 2201.)

Bien que cette thèse soit enseignée par divers auteurs et qu'elle ait été consacrée par la Cour de cassation de France, elle a néanmoins rencontré certaine opposition.

Le cinquième alinéa de l'article 4 tranche formellement la question et la résout dans le sens généralement admis en doctrine et en jurisprudence.

Les articles 5 à 9, qui sont inspirés de la législation hollandaise, constituent des dispositions préventives de la fraude. Elles tendent à empêcher que, de son vivant, le défunt ne dispose de ses biens au profit des personnes auxquelles il entend laisser sa succession, et ce à l'abri de tout impôt ou en payant un droit d'enregistrement inférieur au droit de succession qui aurait été normalement exigible.

Les fraudes qui se commettent le plus fréquemment dans cet ordre d'idées sont les suivantes :

Un père effectue des placements d'argent en son nom pour l'usufruit et au nom de son enfant pour la nue propriété, soit en inscriptions nominatives, soit en créances hypothécaires ou autres, soit en acquisitions d'immeubles. Les fonds sont fournis par le père ; et à la mort de celui-ci, l'enfant devient plein propriétaire sans payer un centime d'impôt.

Deux personnes Primus et Secundus — deux frères, par exemple — possèdent des biens dans l'indivision. Ils cherchent à faire passer ces biens au

décès du prémourant sur la tête du survivant, sans acquitter l'impôt de succession. Comment s'y prennent-ils? Ils simulent une cession à titre onéreux de leurs droits indivis. Ils passent deux actes sous seing privé : par le premier acte, Primus cède à Secundus sa part dans les biens communs moyennant une rente viagère; par l'autre acte, Secundus cède à Primus la quotité lui appartenant, également moyennant une rente viagère. Ces actes ne sont pas soumis à l'enregistrement du vivant des parties. Primus vient-il à décéder? Secundus présente à la formalité de l'enregistrement l'écrit sous seing privé par lequel Primus lui a cédé sa part dans les biens indivis, et il acquitte le droit de 0.25 p. c. sur la valeur des biens (L. 15 mai 1903, art. 1^{er}). Si c'est Secundus qui meurt le premier, on fait enregistrer l'acte portant cession par le défunt à Primus. De toute manière, le survivant des deux devient propriétaire de la part de son communiste sans payer le droit de succession.

Enfin, on voit fréquemment des personnes, en prévision de leur décès, céder à leurs héritiers légaux ou testamentaires tout ou partie de leurs biens, moyennant une rente viagère. L'acte est enregistré au droit établi pour les ventes et le Trésor est frustré de la différence entre ce droit et le droit de succession.

Les textes proposés rendront ces diverses fraudes dorénavant impossibles.

La disposition du 3^e alinéa de l'article 7 est fondée sur le principe qu'une même transmission ne peut donner lieu à la perception de deux droits de mutation, *non bis in idem*.

Si donc les droits de mutation entre vifs ont été perçus, ils seront imputés sur les droits de succession.

Toutefois, dans le cas prévu au 2^e alinéa du dit article 7, les droits à imputer ne seront pas ceux qui ont été perçus pour toute la convention, mais seulement les droits afférents à la transmission consentie par le défunt, en tant qu'elle a pour contre-valeur un droit viager. Telle est la portée de la partie finale du 3^e alinéa de l'article 7.

Il est généralement admis que l'État possède la qualité de « tiers » vis-à-vis des moyens de preuve qui lui sont opposés dans le but d'annihiler les effets des actes dont les articles 18 et 22 de la loi du 17 décembre 1851 l'admettent à se prévaloir pour constater l'existence des valeurs sujettes au droit de succession et que, notamment, il ne doit pas tenir compte des intentions secrètes des parties ni des conventions verbales ou des contre-lettres par lesquelles elles auraient modifié leur situation juridique telle qu'elle résulte des actes susvisés.

Cette doctrine ayant été contestée, il importe de la mettre à l'abri de toute discussion. Tel est le but de l'article 10.

L'article 11 reproduit, en l'étendant aux biens de toute nature, tant meubles qu'immeubles, la présomption légale établie au profit du Trésor par l'article 18, premier alinéa, de la loi du 17 décembre 1851.

Cette dernière disposition légale est ainsi conçue :

« La demande du droit de succession, du droit de mutation et des amendes » pour défaut de déclaration ou pour omission de biens sera, jusqu'à preuve

» contraire, suffisamment établie par des actes passés par le défunt, à son profit ou à sa requête et constatant sa propriété... »

Voici, par hypothèse, une personne qui meurt après avoir, par un acte passé peu de temps avant son décès, vendu des immeubles pour le prix de 100,000 francs, prix qui, d'après l'acte, a été payé comptant.

Les héritiers ne font état à l'actif de la déclaration de succession ni de numéraire, ni de titres au porteur, ni d'autres valeurs mobilières ou immobilières qui auraient été acquises avec l'argent provenant du dit prix de vente.

Sur interpellation de l'Administration, les héritiers se bornent à affirmer qu'ils n'ont trouvé nulle trace dans la succession du défunt de la dite somme de 100,000 francs.

L'État est-il armé, sous l'empire de la législation actuelle, pour contraindre les héritiers à réparer l'omission qui, selon toute vraisemblance, existe dans la déclaration de succession ?

L'article 22 de la loi du 17 décembre 1851 autorise incontestablement l'Administration à prouver, notamment par présomptions graves, précises et concordantes, que la somme dont il s'agit se trouvait encore dans le patrimoine du défunt au jour de sa mort. Elle invoquera à cette fin une série de circonstances qui tendent à démontrer que le *de cujus* n'a pas dissipé les valeurs en question : son âge, son genre de vie, l'absence de vol, etc.; elle ajoutera que l'homme n'aimant pas à se dépouiller de son vivant, une donation consentie par le défunt ne doit pas être présumée; et elle conclura qu'elle a fait la preuve qui lui incombe, sauf aux héritiers à faire la *preuve contraire*.

Pareilles circonstances ont pu suffire, parfois, pour former dans l'esprit des juges une conviction favorable à l'Administration. Mais le plus souvent celle-ci a vu repousser sa demande par les tribunaux sur la seule invocation par les héritiers de la simple *possibilité* d'un don manuel consenti par le défunt. Deux arrêts récents, l'un de la Cour d'appel de Bruxelles, du 24 janvier 1907, l'autre de la Cour d'appel de Liège, du 18 juin 1912, sont particulièrement suggestifs à cet égard.

L'Administration aurait incontestablement une position meilleure si, au lieu de se placer sur le terrain mouvant des présomptions humaines, elle pouvait s'armer d'une présomption légale qui devrait être admise *jusqu'à preuve contraire*. Dispensée de tout autre devoir, elle rejetterait sur le contribuable le fardeau consistant à établir que la réalité dément la présomption légale. Il ne suffirait pas à l'héritier d'affirmer la *possibilité* d'un don manuel consenti par le défunt : il faudrait justifier de ce fait conformément au droit commun des preuves.

L'article 18 de la loi du 17 décembre 1851 n'édicte-t-il pas cette présomption légale ?

L'Administration l'a prétendu, et à juste titre croyons-nous.

Elle a soutenu que le mot « biens » employé dans cet article comprend, d'après sa signification usuelle et juridique, toutes espèces de valeurs : immeubles, objets mobiliers corporels, créances, titres au porteur, argent comptant, etc. ; qu'en conséquence doit, jusqu'à preuve contraire, être répu-

tée avoir été délaissée par un défunt, notamment, toute somme d'argent dont la propriété dans son chef a été constatée, à un moment quelconque de son existence, par un acte passé à son profit ou à sa requête.

Mais la jurisprudence n'a pas uniformément accueilli cette prétention. Si certains jugements et arrêts ont reconnu l'applicabilité de l'article 18 à toutes espèces de biens meubles et, notamment, aux biens auxquels s'applique la maxime « en fait de meubles possession vaut titre », d'autres décisions jurisprudentielles ont repoussé cette thèse.

L'article 11 du projet a pour but de mettre fin à la controverse et de consacrer législativement, par un texte formel, l'interprétation qui a été donnée par l'Administration à l'article 18 précité, au lendemain du vote de la loi du 17 décembre 1851.

La disposition du 1^{er} alinéa de l'article 12 se justifie d'elle-même. Quant au deuxième alinéa, il a pour but de permettre à l'Administration de s'assurer si le passif réel déclaré n'a pas pour contre-partie des éléments non déclarés de l'actif.

L'article 11, n° 5, de la loi du 17 décembre 1851 dispose ainsi :

« Ne sont pas admis au passif :

.
 » 5° Les dettes reconnues par le défunt au profit de ses héritiers, donataires ou légataires si elles ne sont constatées par actes enregistrés, trois mois au moins avant son décès. »

L'Administration a soutenu, en se basant sur le but poursuivi par le législateur, tel que le révèlent les travaux préparatoires, que la disposition susvisée a établi une présomption légale de l'inexistence de la dette, du moment que celle-ci n'est pas constatée par un acte enregistré trois mois, au moins, avant le décès.

La jurisprudence, au contraire, a décidé que le texte dont il s'agit n'a pas entendu écarter, en principe, tous les modes ordinaires de preuve, *mais seulement la preuve littérale* quand l'écrit produit n'est pas à l'abri de toute suspicion de fraude ; que l'article 11, n° 5, signifie simplement que les actes portant reconnaissance de dettes par le défunt au profit de ses héritiers, etc., ne forment preuve contre le fisc que s'ils ont été enregistrés trois mois, au moins, avant le décès.

Dans cette dernière interprétation, la dette serait ou ne serait pas admissible selon que les héritiers adoptent tel ou tel mode de preuve. Invoquent-ils la preuve prévue par les articles 1517 ou 1522 du Code civil ? La dette sera rejetée. Prouve-t-on autrement que par un acte, par exemple par des papiers domestiques ou des mentions faites sur un registre (C. c. 1551) ? La dette sera admissible.

Nous n'insisterons pas sur cette jurisprudence, dont le grave défaut est de laisser la porte largement ouverte à la fraude.

L'article 15 du projet entend consacrer cette thèse que les dettes contractées par le défunt au profit de ses héritiers, donataires ou légataires ne peuvent être prouvées qu'au moyen d'écrits probatoires enregistrés.

Le terme de trois mois fixé par la loi de 1851 est manifestement insuffisant. Pour rester dans les limites d'une juste modération, le texte proposé le porte à trois ans.

Pour prévenir toutes fraudes, le texte nouveau vise spécialement le cas où le défunt a exclu de sa succession l'héritier au profit duquel il a contracté une dette, ainsi que l'hypothèse où l'héritier, donataire ou légataire a renoncé à la succession ou à l'institution faite en sa faveur.

D'autre part, l'article 11, n° 5, de la loi de 1851 renferme une lacune en ce qu'il n'établit aucune présomption d'interposition de personnes.

Cette lacune est comblée par le projet.

Enfin, une présomption de fraude ne saurait s'appliquer là où il est matériellement impossible de concevoir la fraude que la loi a voulu prévenir. Aussi l'administration a-t-elle apporté un tempérament à l'article 11, n° 5, de la loi de 1851, en admettant au passif la dette souscrite par le défunt au profit d'un de ses héritiers etc., lorsque la contre-valeur de cette dette se retrouve à l'actif. Le dernier alinéa de l'article 15 du projet consacre ce tempérament par un texte formel.

L'article 14 tend à prévenir la déclaration de dettes fictives; une disposition analogue se trouve dans la loi française du 25 février 1901.

L'article 15 réalise deux réformes.

Il modifie le barème établi pour l'évaluation des rentes viagères par l'article 11, littéra E, de la loi du 27 décembre 1817, barème qui, depuis longtemps, avait été jugé insuffisant. Le barème proposé a été fixé d'après les données de la science des actuaires.

Le projet établit, ensuite, un nouveau mode d'évaluation de l'usufruit et de la nue propriété.

Sous l'empire de la législation actuelle, l'usufruit paie le droit sur la valeur de la pleine propriété, mais ce droit n'est que de moitié de celui dû sur la pleine propriété. Quant au taux et à la base du droit dû pour la nue propriété, ils sont les mêmes que pour la pleine propriété; mais le droit liquidé sur une nue propriété peut rester en surséance, moyennant caution, jusqu'au décès de l'usufruitier ou jusqu'à l'expiration du temps pour lequel l'usufruit a été constitué.

D'après le projet, il n'en sera plus ainsi désormais.

La valeur imposable d'une nue propriété transmise par décès ne sera jamais, comme d'ailleurs la valeur imposable de l'usufruit, qu'une fraction de la valeur de la pleine propriété. Cette valeur imposable variera avec la durée probable de l'usufruit, de telle manière que la valeur de l'usufruit réunie à celle de la nue propriété représentera, en règle, la valeur du plein domaine.

D'autre part, le taux du droit à payer pour l'usufruit sera le même que pour la nue propriété et la pleine propriété; quant au droit liquidé du chef de la nue propriété, il ne pourra plus être tenu en suspens, tous les droits devant, dorénavant, être acquittés dans un délai préfix à compter du décès.

C'est, somme toute, l'application à notre pays du système actuellement en vigueur en France et en Hollande.

En vue, notamment, d'assurer la perception de l'impôt sur les valeurs mobilières, l'article 16 du projet exige que l'héritier affirme « en âme et conscience » la sincérité de sa déclaration.

Pour le surplus, le dit article reproduit, en y apportant quelques modifications, l'article 4 de la loi du 27 décembre 1817, qui règle la forme de la déclaration de succession.

A part quelques points de détail, les changements apportés à la loi de 1817 tendent à mettre l'administration à même de contrôler les données de la déclaration. Actuellement, ce contrôle est, en fait, quasi impossible en ce qui concerne certaines catégories de biens. En effet, un arrêt de notre Cour de Cassation du 18 mars 1886 a interprété les articles 4 et 11 combinés de la loi du 27 décembre 1817 en ce sens que la déclaration et l'estimation article par article des biens dépendant d'une succession ne sont obligatoires que pour les objets désignés sub litt. A, B, C, D et F de l'article 11; que l'on peut déclarer et estimer globalement les objets désignés sous les lettres G et H du dit article, c'est-à-dire, d'une part, toutes les créances quelles qu'elles soient, autres que les créances hypothécaires inscrites, et, d'autre part, tous les biens meubles généralement quelconques, autres que ceux désignés aux lettres qui précèdent, et les rentes perpétuelles non hypothéquées. Ainsi, d'après cette jurisprudence, les héritiers peuvent confondre dans une même évaluation toutes les créances chirographaires que possédait le défunt; ils peuvent réunir dans une estimation globale les objets mobiliers les plus divers, meubles meublants, argent comptant, marchandises dépendant d'un fonds de commerce, collections de tableaux, bijoux, objets de toute nature servant à une exploitation agricole, etc.

Il faut reconnaître que ce système enlève à l'administration ou tout au moins rend presque impossible le contrôle de la sincérité des déclarations et des estimations des parties et que, de ce fait, il prête admirablement à la fraude.

C'est pourquoi le projet impose la désignation et l'estimation, article par article, de tous les biens composant l'actif héréditaire. Il en revient ainsi au régime de la loi du 22 frimaire an VII, qui est d'ailleurs toujours en vigueur chez nos voisins du midi, et d'après lequel les héritiers, donataires ou légataires doivent « rapporter à l'appui de leurs déclarations de biens meubles » un inventaire ou état estimatif, article par article, par eux certifié » (v. art. 27 de la dite loi). Toutefois, le système instauré par le projet est beaucoup moins rigoureux que celui de la loi de frimaire, en ce qu'il admet une déclaration et une estimation globales pour diverses catégories de biens.

Quant aux indications que doit contenir la déclaration relativement au nombre d'enfants de l'héritier ou du légataire, elles se justifient par les changements qui sont proposés pour le tarif et dont il est question ci-après.

Les objets mobiliers corporels constituent une catégorie de biens dont la valeur est parfois considérable et qui, dans l'état actuel de la législation, ne sont atteints par l'impôt de succession que sur une somme bien inférieure à leur véritable valeur.

Le texte de l'article 17 donne à l'Administration un moyen de contrôle dont on peut attendre les meilleurs résultats.

Les délais fixés par la législation actuelle pour le dépôt de la déclaration de succession et pour le paiement des droits sont incontestablement trop longs. Le projet réduit ces délais dans la limite de ce qui est raisonnable (v. quant au paiement des droits, *infra*, art. 28).

Il est à remarquer qu'en France, la déclaration et le paiement se font, en principe, dans les six mois du décès. En Hollande, la déclaration se fait, en principe, dans les six mois; et le paiement doit être effectué dans le mois qui suit le dépôt de la déclaration.

D'autre part, il a paru excessif de faire intervenir la personne Royale pour accorder une prolongation du délai fixé pour le dépôt de la déclaration. Le projet laisse ce soin au Ministre des finances.

Aux termes de l'article 17 de la loi du 17 décembre 1881, les héritiers ont la faculté, pendant six semaines à partir du dépôt de la déclaration, de rectifier celle-ci, en plus ou en moins, par une déclaration supplémentaire. Cette disposition ne se justifie nullement : on n'aperçoit aucune raison pour que les héritiers ne fassent pas d'emblée une déclaration définitive. C'est pourquoi l'article 18 du projet de loi supprime le délai de rectification, tout en permettant néanmoins aux héritiers de modifier leur déclaration aussi longtemps que le délai imparti pour le dépôt n'est pas expiré.

L'article 19 détermine à nouveau la fixation des tarifs.

Suivant en cela l'exemple de la plupart des pays d'Europe et, notamment, l'exemple de nos voisins du nord et du midi, le projet établit un impôt qui s'élève, par tranches, avec l'importance de la part recueillie par chaque héritier ou légataire.

S'il est un impôt dont le taux peut être gradué d'après les facultés du contribuable, c'est incontestablement le droit de succession, parce que cet impôt, selon la formule de M. Raymond Poincaré, « atteint le redevable au moment où il s'enrichit, sans effort, sans travail, souvent d'une manière inespérée ».

Le principe de la progressivité étant admis, il est indispensable d'en faire l'application avec discernement, avec justice et avec modération. A cet égard, le tarif qui vous est proposé donne toute satisfaction.

On remarquera que le taux initial en ligne directe et entre époux ayant des enfants communs n'est que de 1 p. c. (actuellement 1.40 p. c.), et entre personnes non parentes de 10 p. c. (actuellement 15 p. c.). Ce taux modéré aura l'avantage de ne pas surcharger les héritages de médiocre importance qui, c'est un fait, représentent la masse successorale la plus considérable. Le tarif le plus élevé sera, en ligne directe, de 2.60 p. c., et entre personnes non parentes de 26 p. c. ; mais il convient d'observer que ces taux ne frapperont la part recueillie par un héritier *que dans la mesure où cette part excédera 1 million*.

Les trois derniers alinéas de l'article 19 consacrent une règle nouvelle qui, le Gouvernement se plaît à le croire, sera favorablement accueillie. Elle tend, comme le principe de la progressivité lui-même, à proportionner le droit

de succession aux ressources du contribuable et, à cette fin, elle décharge l'héritier à proportion du nombre de ses enfants. C'est là en matière d'impôt une idée neuve, une idée de justice dont l'introduction dans la loi diminuera, dans une certaine mesure, pour les familles nombreuses les inconvénients que pourrait présenter l'augmentation des tarifs.

L'article 20 a pour objet de soustraire au tarif progressif, en leur maintenant le droit proportionnel réduit qui est actuellement en vigueur, les libéralités faites aux corps moraux publics désignés à l'article 46 de la loi du 50 août 1915.

La disposition nouvelle ajoute à la nomenclature des corps moraux appelés à bénéficier du tarif de faveur les congrégations hospitalières de femmes jouissant de la personnalité civile (v. décret du 18 février 1809), et dispose, consacrant ainsi la jurisprudence administrative actuelle, que le dit tarif n'est applicable qu'aux collectivités *belges*.

L'article 21 soustrait au tarif établi pour les transmissions qui s'opèrent entre époux ce qui est recueilli par un époux divorcé dans la succession de son ex-conjoint. Le droit à appliquer sera celui fixé pour ce qui est recueilli ou acquis entre étrangers, sauf le cas où les époux étaient unis entre eux par des liens de parenté.

Le texte assimile à l'époux divorcé l'époux séparé de corps (Comp. loi du 20 novembre 1896, art. 1^{er}, I et II, § 1^{er}).

L'article 22 vise l'hypothèse où l'époux survivant étant parent de son conjoint, vient à la succession de celui-ci en la double qualité de parent et d'époux. Exemple : un mari meurt *intestat*, laissant comme seule parente au degré successible une cousine qui est sa femme. Celle-ci recueillera : l'usufruit de la succession en qualité d'épouse, conformément à l'article 1^{er}, II, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 20 novembre 1896 ; et la nue propriété comme héritière légale, en vertu des articles 755 et 755 du Code civil. Le droit sera liquidé au taux fixé pour ce qui est recueilli entre époux. Il en serait de même si l'usufruit avait fait l'objet au profit de l'épouse d'un don ou d'un legs.

Le 1^{er} alinéa de l'article 24 reproduit l'article 15 de la loi du 17 décembre 1851, sauf l'intercalation dans le texte des mots « institution contractuelle » ; ce changement n'a d'autre portée que de mettre à l'abri de toute discussion un point qui a été admis par deux jugements, l'un du tribunal de Bruxelles, du 17 janvier 1866 (Recueil général de l'Enregistrement, n° 6575), l'autre du tribunal de Charleroi, du 17 mars 1877 (Ibid., n° 8810).

Le nouveau texte diffère en outre de l'article 15 de la loi de 1851 en ce qu'il n'assimile plus l'accroissement résultant de la renonciation, « à charge » de celui qui en profite, à ce qu'il aurait recueilli en vertu de dispositions testamentaires au delà de sa part héréditaire ». Le changement est motivé par le fait que le nouveau tarif des droits de succession ne distingue plus

entre ce qui est recueilli par un héritier dans la limite de sa part légale et ce qu'il obtient au delà.

Le 2^e alinéa de l'article 24 tend à prévenir une fraude que l'on constate assez fréquemment, notamment lorsque parmi les héritiers appelés à une succession l'un d'eux vient à mourir peu de temps après le *de cuius*. Les exemples ci-après montreront l'intérêt en jeu pour le Trésor.

I. — Primus meurt, laissant deux enfants, Secundus et Tertius, et une fortune de 100,000 francs.

Secundus meurt ensuite, laissant comme seul héritier Tertius. Celui-ci renonce à la succession de Primus du chef de Secundus.

A défaut de renonciation, le Trésor aurait perçu, à raison du décès de Primus, le droit des transmissions en ligne directe sur la base de 100,000 fr. et, à raison du décès de Secundus, le droit des transmissions entre frères, sur 50,000 francs.

Par suite de la renonciation, la totalité de la succession de Primus est réputée recueillie par Tertius directement qui, dès lors, est considéré comme ne recueillant rien dans la succession de son frère Secundus.

La disposition proposée a pour but d'empêcher que la renonciation de Tertius ne puisse préjudicier au Trésor.

II. — Primus meurt, laissant un enfant, Secundus, lequel a un enfant, Tertius.

Secundus meurt ensuite. Tertius renonce à la succession de Primus, du chef de Secundus.

III. — Primus meurt, laissant deux enfants, Secundus et Tertius. Secundus qui a un enfant, Quartus, vient à mourir. Quartus renonce à la succession de Primus du chef de Secundus.

IV. — Primus meurt, laissant un frère, Secundus, lequel a un enfant, Tertius.

Secundus meurt. Tertius renonce à la succession de Primus, du chef de Secundus.

V. — Primus meurt *intestat*, laissant comme parents son fils, Secundus, et son frère, Tertius.

Secundus décède après son père, après avoir institué Quartus légataire universel. Celui-ci renonce à la succession de Primus, du chef de Secundus : la renonciation profite à Tertius.

On sait que la législation actuelle affranchit du droit de succession les hérédités dévolues en ligne collatérale ou entre personnes non parentes, dont le restant net ne dépasse pas fr. 654.92, et qu'elle exempte du droit de mutation en ligne directe la part de chaque héritier et de l'époux survivant qui ne s'élève pas, après déduction des dettes, à la somme de 1,000 francs.

L'article 26 du projet consacre à ce sujet deux innovations importantes.

Il exempte, d'une part, tout ce qui est recueilli dans une succession dévolue en ligne directe ou entre époux ayant des enfants ou descendants communs, si la part nette de l'héritier ou de l'époux ne dépasse pas

2,000 francs et, d'autre part, toutes les successions dévolues en ligne collatérale ou entre étrangers, dont le restant net ne dépasse pas 2,000 francs.

En outre, aux termes de la disposition nouvelle, les héritages peu importants, mais dont l'actif net dépasse le minimum imposable, seront, dans tous les cas, exemptés de l'impôt à concurrence d'une certaine somme. Le Gouvernement a pensé qu'il y a une sorte de minimum de patrimoine qu'il est d'une politique démocratique de favoriser et par conséquent d'exonérer du droit de succession. Un exemple fera immédiatement saisir la portée de la réforme proposée.

Soit une succession comprenant un actif net de 8,000 francs, dévolue à deux enfants qui recueillent ainsi chacun 4,000 francs. Cette succession n'est pas affranchie de tout droit, attendu que la part nette recueillie par chaque enfant excède le minimum imposable fixé par le n° 1, 1^{er} alinéa. de l'article 26. Mais la première tranche de 2,000 francs recueillie par chacun des héritiers ne subira pas l'impôt, de telle sorte que le droit ne sera liquidé à charge de chacun d'eux que sur 2,000 francs.

Que l'on suppose une succession comprenant un actif net de 18,000 francs, dévolue à deux enfants qui recueillent ainsi chacun 9,000 francs. La part nette de chaque enfant dépassant 5,000 francs sans excéder 10,000 francs, on déduira, pour la liquidation de l'impôt à charge de chacun d'eux, une somme de 4,000 francs qui jouira de l'immunité; le surplus seulement, soit 8,000 francs, sera frappé du droit.

Si dans la même hypothèse, l'actif net de la succession s'élevait à 22,000 francs, par exemple, l'impôt serait liquidé sur le tout sans aucune déduction.

En droit strict, toutes les fois qu'un usufruit s'ouvre par l'un des modes d'acquisition que la loi fiscale frappe de l'impôt de succession, le droit exigible de ce chef est et reste acquis au Trésor quelque courte qu'ait été, en fait, la durée de cet usufruit et sans égard à la circonstance que la personne qui en était investie a exercé ou n'a pas exercé son droit.

Toutefois, l'Administration, mue par un sentiment d'équité, a apporté un tempérament à la rigueur de ce principe : elle admet la caducité de l'usufruit, lorsque le bénéficiaire vient à mourir peu de temps après l'ouverture de la succession, s'il n'y a eu de sa part ni demande en délivrance, ni prise de possession effective.

Ce tempérament doit évidemment être maintenu. Il semble même qu'il faut aller plus loin et décider qu'il n'y a lieu, *en aucun cas*, de tenir compte, pour la perception de l'impôt, de ce qui est recueilli en usufruit si le bénéficiaire vient à mourir dans les six mois du décès du *de cujus*.

L'article 27 est conçu dans cet ordre d'idées. Il étend le bénéfice de la disposition aux rentes viagères et périodiques : *ubi eadem est ratio, idem jus*.

Si c'est un devoir pour les héritiers d'acquitter les droits de succession dans le délai imparti par la loi, il reste qu'il peut se présenter des cas, notamment dans des périodes de crise industrielle ou agricole, où il serait impossible aux redevables de réaliser les biens héréditaires pour se procurer

des fonds, sans éprouver un grave préjudice. Il importe que dans ces cas exceptionnels les héritiers jouissent de larges délais pour se libérer envers le Trésor. Tel est le but du dernier alinéa de l'article 28.

Il va de soi que dans tous les cas où les droits ne sont pas payés dans le délai fixé au premier alinéa du dit article 28, l'intérêt légal est exigible de plein droit, conformément au troisième alinéa de l'article 53 de la loi du 30 août 1913.

L'article 29 complète l'article 57 de la loi du 30 août 1913 par l'addition de dispositions qui ont pour but de prévenir les fraudes qui seraient commises, notamment par l'emploi de comptes indivis ou collectifs avec solidarité, connus plus généralement sous le nom de comptes conjoints.

Les dispositions de l'article 30 se justifient d'elles-mêmes. Elles tendent à assurer la perception des droits de succession sur les titres au porteur qui, généralement, sont déposés dans des coffres-forts en banque et ne sont presque jamais déclarés. Dès la mort du défunt, ses familiers s'emparent des titres qui se trouvent dans le coffre-fort ; ils les mettent en lieu sûr, puis les gardent ou les partagent clandestinement. Il importe que l'Administration soit armée pour déjouer une fraude si dommageable pour le Trésor.

L'article 31 reproduit la présomption de propriété inscrite dans l'article 57, deuxième alinéa, de la loi du 30 août 1913 et étend cette présomption aux valeurs déposées dans le coffre-fort tenu en location par le défunt.

Comme l'article 57 précité, le texte proposé réserve expressément aux intéressés la faculté d'établir que le défunt ne possédait dans les valeurs dont il s'agit qu'une part inférieure à celle que le projet présume lui appartenir, ou même qu'il n'avait aucun droit à ces valeurs. Mais afin de prévenir les fraudes toujours possibles en cette matière, l'article nouveau dispose que la preuve à fournir ne peut résulter que d'écrits ayant acquis date certaine plus de trois ans avant la mort du *de cuius*.

La disposition qui fait l'objet de l'article 34 permettra à l'Administration notamment de se faire communiquer par les assureurs belges et par les représentants en Belgique des assureurs étrangers les polices et autres documents dont la production lui paraîtrait nécessaire soit pour contrôler l'exécution de l'article 17, soit pour la recherche des capitaux assurés sur la vie (voyez article 4), soit pour tout autre motif.

TITRE II.

Droits d'enregistrement et de transcription.

(ARTICLES 35 A 42.)

Dans l'état de notre législation fiscale une partie considérable de la matière imposable échappe à l'impôt établi sur les transmissions à titre onéreux de biens meubles et immeubles.

On sait que toute vente de meubles ou d'immeubles est passible d'un droit

proportionnel de mutation qui se liquide sur le prix convenu en y ajoutant les charges. Afin de diminuer le montant du droit, les contractants, au lieu d'exprimer dans l'acte le prix réel, n'y mentionnent qu'une partie de ce prix. Cette partie seule subit l'impôt. Le surplus fait l'objet d'une contre-lettre ou se règle par un paiement immédiat soit en argent, soit en billets simples ou à ordre souscrits par l'acquéreur ; mais de toute manière, ce surplus échappe à l'impôt.

Ces dissimulations de prix sont des plus fréquentes et, de ce fait, sont fort préjudiciables aux finances publiques.

Par quels moyens l'État peut-il actuellement combattre cette fraude?

La législation qui nous régit impose à l'Administration la charge d'établir qu'il existe une contre-lettre, c'est-à-dire un écrit par lequel les parties contractantes ont augmenté le prix stipulé dans l'acte enregistré. L'Administration peut, en outre, s'il s'agit d'une transmission immobilière faire apprécier par des experts, dans les formes judiciaires, la valeur du bien vendu par comparaison avec les fonds voisins de même nature (loi du 22 frimaire an VII, art. 17).

Ces moyens sont absolument insuffisants.

D'abord, l'expertise, pour être efficace, doit être faite peu de temps après l'aliénation, car l'immeuble peut subir des transformations qui mettent les experts dans l'impossibilité de déterminer d'une façon certaine la valeur qu'il avait au moment de la vente. En outre, l'Administration, avec l'expertise, est toujours exposée aux hasards d'une appréciation souvent délicate.

Quant aux contre-lettres, il est bien rare qu'elles parviennent à la connaissance de l'Administration.

On peut donc dire qu'actuellement, dans la matière qui nous occupe, les droits du Trésor ne sont nullement sauvegardés.

Il importe d'autoriser l'Administration à prouver les dissimulations de prix ou de soultes d'échange par tous les genres de preuves admises par le droit commun, à l'exception toutefois du serment, et d'établir des sanctions très sévères. Tel est le but de l'article 33.

Une fraude fréquemment pratiquée est celle qui consiste à déguiser un contrat frappé d'un droit proportionnel sous l'apparence d'un contrat tarifié à un droit moins élevé. Les exemples de pareille fraude abondent. En voici quelques-uns : donation déguisée sous la forme d'une cession à titre onéreux ; vente à une société par actions, déguisée sous le voile d'un apport en société rétribué en actions ; obligation de somme causée pour prêt, alors que la cause réelle est une vente de marchandises ou une pure libéralité.

Dans l'état actuel de notre législation fiscale, l'Administration peut incontestablement prouver la simulation en matière de conventions translatives de propriété ou d'usufruit de biens immeubles. Mais la législation renferme une lacune : lorsque l'Administration a prouvé une simulation commise à son préjudice, lorsqu'elle a établi que les parties ont, de propos délibéré, de mauvaise foi frustré le Trésor, elle peut poursuivre le recouvrement des

droits éludés, mais, chose inouïe, aucun texte de loi ne l'autorise à appliquer une pénalité. Pareille situation, qui laisse la porte largement ouverte à la fraude, ne doit pas être maintenue plus longtemps.

D'autre part, la jurisprudence belge, contrairement à la doctrine et à la jurisprudence françaises, n'a pas jusqu'ici reconnu à l'Etat le droit de prouver la simulation en matière de mutation mobilière. Sans examiner si la jurisprudence de nos cours et tribunaux est fondée ou non, il est de fait qu'elle est de nature à léser gravement les intérêts du Trésor. La fraude fait exception à toutes les règles; dès lors le fisc doit être admis à prouver par tous moyens de droit commun, le serment excepté, la simulation qui a été employée pour éluder l'impôt.

C'est en nous inspirant de ces considérations que nous avons rédigé le texte de l'article 36.

Les fraudeurs ont trouvé un moyen ingénieux d'éluder le droit établi sur les ventes de biens immeubles. Ce moyen consiste à déguiser une double vente sous l'apparence d'une vente et d'un échange.

Soit l'espèce suivante : C a acquis un immeuble appartenant à B pour 100,000 francs; d'autre part, D a acquis un immeuble appartenant à C, pour le même prix.

Au lieu de constater dans les actes les opérations juridiques telles qu'elles se sont réalisées, que fait-on ? On passe un acte par lequel B vend à D l'immeuble que le premier, dans les réalités, a vendu à C; par un autre acte D cède à C l'immeuble qu'il a prétendument acquis de B, et, *en échange*, C abandonne à D l'immeuble qu'en réalité le premier a vendu au second.

Il y a là une simulation bien caractérisée. Quel est le résultat au point de vue fiscal ? Si les parties avaient constaté dans les actes les conventions réellement intervenues entre elles, il eût été perçu sur le prix de vente de chaque immeuble, soit sur 200,000 francs, 5.50 p. c. pour droit d'enregistrement et 1.25 p. c. pour droit de transcription, au total 6.75 p. c. Les conventions étant présentées sous l'apparence d'une vente et d'un échange, la cession par B à D subira le droit de 6.75 p. c. sur 100,000 francs et l'échange entre D et C le droit de 1 p. c. (0.65 p. c. à titre de droit d'enregistrement et 0.35 p. c. à titre de droit de transcription) sur la même base; d'où un préjudice pour le Trésor de 5 p. c. sur la somme de 100,000 francs.

L'Administration est complètement désarmée contre cette fraude. Pour réussir dans une action en simulation, elle devrait — pour reprendre l'hypothèse ci-dessus visée — établir qu'en réalité D n'aurait pas traité avec B ou n'aurait négocié avec lui que pour le compte de C. C'est là une preuve quasi impossible à faire.

L'article 38 du projet coupe le mal dans sa racine en soumettant les échanges d'immeubles au même tarif que les ventes immobilières. Il n'apparaîtra certainement pas comme excessif de frapper l'échange d'immeubles du même droit que la vente, puisque l'échange opère *deux* transmissions immobilières. Il est à remarquer, au surplus, que sous l'empire de la législation actuelle, l'échange d'immeubles contre des *meubles* revêt, en droit fiscal, le caractère d'une *vente immobilière* et est tarifé en conséquence.

Ainsi qu'il convient, le projet maintient le tarif de faveur établi par la loi du 17 juin 1887, en ce qui concerne les échanges de biens ruraux non bâtis.

Sous l'empire de la législation actuelle, lorsque l'Administration poursuit l'expertise d'immeubles transmis à titre onéreux, les frais de la procédure sont à la charge de l'acquéreur lorsque l'estimation des experts excède d'un huitième au moins le prix énoncé au contrat ; et, dans ce cas, le nouveau propriétaire est tenu d'acquitter, outre le droit d'enregistrement et de transcription sur le supplément d'estimation, une amende égale au droit supplémentaire *d'enregistrement* seulement.

Il y a là une lacune : on n'aperçoit aucune bonne raison pour ne pas doubler également le droit de *transcription*, à titre d'amende.

L'article 39 a pour but de combler cette lacune.

Les fraudeurs saisissent toutes les occasions d'éluder les lois d'impôt.

Depuis le vote de la loi du 30 août 1913, qui a élevé les droits des transmissions à titre gratuit en les proportionnant au degré de parenté existant entre le donateur et le donataire, il a été constaté fréquemment que les actes portant donation n'indiquaient pas le véritable degré de parenté : tel donataire, qui est le neveu du donateur, est désigné comme étant son frère ; tel autre, qui n'est pas parent du donateur, est indiqué comme étant son neveu ; le tout au détriment du Trésor.

Le mal provient de ce que la législation actuelle n'édicte pas de pénalité pour l'hypothèse envisagée.

L'article 40 comble cette lacune. Il fixe une amende égale au droit supplémentaire exigible, comme lorsque le degré de parenté est inexactement indiqué dans une déclaration de succession.

Le 3^e alinéa de l'article 3 de la loi du 15 mai 1905, que remplace l'article 41 du projet, est ainsi conçu : « Le tout, sauf application en ce qui » concerne les biens immeubles des dispositions existantes relatives à l'expertise, *dans le cas où la base imposable, déterminée comme il est dit ci-dessus, n'atteindrait pas la valeur calculée conformément à l'article 3 de la loi du 17 décembre 1851.* »

La disparition dans le texte proposé des mots reproduits ci-avant en caractères italiques est la conséquence de la suppression du mode spécial d'évaluation des immeubles transmis en ligne directe qu'avait établi l'article 3 de la loi du 17 décembre 1851, à savoir la capitalisation du revenu cadastral par le Multiplicateur officiel.

Le 4^e alinéa de l'article 6 de la loi du 30 août 1913, que l'article 42 du projet est destiné à remplacer, dispose ainsi : « Sont rendues applicables à » la matière, pour la constatation de la valeur des biens immeubles, les dispositions existantes relatives à l'expertise, *dans le cas où la base imposable, déterminée comme il est dit ci-dessus, n'atteindrait pas la valeur calculée sur le revenu cadastral au moyen du Multiplicateur officiel, conformément à l'article 3 de la loi du 17 décembre 1851.* »

La disparition dans le texte proposé des mots reproduits ci-avant en caractères italiques est la conséquence de la suppression du mode spécial d'évaluation des immeubles transmis en ligne directe qu'avait établi l'article 3 de la loi du 17 décembre 1851.

TITRE III.

Manœuvres destinées à éluder l'impôt. — Sanctions contre les officiers et fonctionnaires publics.

ART. 43.

Il est constant que nombre de personnes, que le Gouvernement a honorées de sa confiance en les investissant d'un office public, trahissent cette confiance en mettant tout en œuvre pour faire échec aux lois d'impôt.

Pareils agissements, qui dénotent chez leurs auteurs une méconnaissance absolue de leurs devoirs les plus élémentaires, et qui sont de nature à compromettre gravement les finances publiques, ne peuvent être tolérés plus longtemps. Le législateur se doit à lui-même de les réprimer sévèrement.

Tel est le but de l'article 43 qui est inspiré de l'article 243 du code pénal.

Il va de soi que, comme de règle, il incombera à l'administration de faire la preuve de l'existence de l'infraction.

Dispositions transitoires.

ART. 45.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 43 vise l'hypothèse de droits dus à raison d'une nue propriété recueillie dans une succession actuellement ouverte ou qui s'ouvrira avant la date où la loi projetée sera obligatoire. On ne concevrait pas que ces droits, s'ils n'ont pas été cautionnés à la date susdite, conformément à l'art. 20 de la loi du 27 décembre 1817, le soient ultérieurement, étant donné que le projet de loi tend précisément à ne plus permettre la surséance des droits moyennant caution. Ces droits devront donc être payés immédiatement. Mais comme les intéressés seront privés du bénéfice du terme que leur accordait la loi en vigueur au jour où la succession s'est ouverte, les droits dus seront réduits de la moitié. Cette réduction n'a rien d'excessif. Elle est en harmonie avec le système que nos lois sur le droit de succession ont adopté pour régler la quotité, l'assiette et le terme d'exigibilité de l'impôt pour ce qui est recueilli en usufruit ou en nue propriété. Dans ce système, l'usufruit et la nue propriété représentent chacun la moitié de la pleine propriété. Le demi-droit dont la loi frappe l'usufruit en lui donnant pour assiette la valeur de la pleine propriété équivaut au droit entier sur la moitié de cette valeur ; et le droit entier sur la même valeur, lorsque le nu-propriétaire ne l'acquitte, comme il en a la faculté, qu'après l'extinction de l'usufruit, équivaut pour lui et pour le Trésor au demi-droit dont l'usufruit

est frappé, comme aussi à la moitié du droit entier supposée acquittée au début de l'usufruit.

Quant aux droits de succession au paiement desquels il aura été sursis avant la mise en vigueur de la loi projetée, ils ne deviendront exigibles, comme sous l'empire de la législation actuelle, que par la mort de l'usufruitier ou par l'expiration du temps pour lequel l'usufruit a été institué (v. loi de finances, du 24 décembre 1906, art. 15).

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.



PROJET DE LOI

apportant des modifications aux lois
sur les droits de succession, d'enre-
gistrement et de transcription.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Mi-
nistre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

TITRE I.

Droits de succession.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions des lois du 27 dé-
cembre 1817, du 17 décembre 1851
et du 30 août 1913 relatives à la per-
ception du *droit de succession* sont
applicables aux successions d'habi-
tants du royaume dévolues en ligne
directe ou entre époux.

ART. 2.

L'article 7 de la loi du 17 décem-
bre 1851 est modifié ainsi qu'il suit :

L'époux survivant, auquel une
convention de mariage non sujette
aux règles relatives aux donations
attribue sous condition de survie

ONTWERP VAN WET

brengende wijzigingen in de wetten op
de successie-, registratie- en over-
schrijvingsrechten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op de voordracht van Onzen Mi-
nister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :

TITEL I.

Successierechten.

ARTIKEL EÉN.

De bepalingen der wetten van
27 December 1817, van 17 Decem-
ber 1851 en van 30 Augustus 1913
betreffende de heffing van het *suc-
cessierecht* zijn van toepassing op de
nalatenschappen van inwoners des
Rijks, in de rechte linie of tusschen
echtgenooten vervallen.

ART. 2.

Artikel 7 der wet van 17 Decem-
ber 1851 wordt gewijzigd als volgt :

De overlevende echtgenoot aan
wien eene huwelijksvereenkomst,
die niet aan de regels betreffende de
schenkingen onderworpen is, op

plus que la moitié de la communauté, est assimilé, pour la perception du droit de succession et du droit de mutation par décès, à l'époux survivant qui, en l'absence d'une dérogation au partage égal de la communauté, recueille, en tout ou en partie, la portion de l'autre époux en vertu d'une donation ou d'une disposition testamentaire.

De même, le mari survivant est réputé donataire de la portion des biens existant à la dissolution de la communauté, dont il profite par la renonciation des héritiers de sa femme.

ART. 3.

Les biens dont le défunt a disposé à titre gratuit dans les trois années précédant le décès sont considérés comme faisant partie de sa succession, si la libéralité n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

ART. 4.

L'article 50 de la loi du 30 août 1913 est remplacé par la disposition suivante :

Dans le cas d'un contrat renfermant une stipulation au profit d'un tiers nommément désigné, les sommes ou valeurs que le tiers est appelé à recevoir à titre gratuit au décès du stipulant sont considérées comme recueillies à titre de legs par le bénéficiaire dans la succession du sti-

voorwaarde van overleving meer dan de helft van de gemeenschap toekent, wordt, voor de heffing van het successierecht en van het recht van overgang bij overlijden, gelijkgesteld met den overlevenden echtgenoot die, bij ontstentenis eener afwijking ten aanzien der gelijke verdeling van de gemeenschap, geheel of ten deele het aandeel van den anderen echtgenoot krachtens eene schenking, of eene uiterste wilsbeschikking verkrijgt.

Eveneens wordt de overlevende man geacht begiftigd te zijn met het gedeelte der goederen, bestaande bij de ontbinding der gemeenschap, dat hem ten goede komt ten gevolge van verwerping door de erfgenamen zijner vrouw.

ART. 3.

De goederen waarover de afgestorvene ten kosteloozen titel heeft beschikt gedurende de drie jaren welke aan het overlijden voorafgaan, worden beschouwd als deel uitmakende van zijne nalatenschap indien de milddadigheid aan het voor de schenkingen gevestigde registratierecht werd onderworpen.

ART. 4.

Artikel 50 der wet van 30 Augustus 1913 wordt vervangen door de volgende bepaling :

Ingeval van overeenkomst houdende een beding ten voordeele van een met name aangeduiden derde, worden de sommen of waarden, welke de derde geroepen is bij het overlijden van dengene die bedingt te kosteloozen titel te ontvangen, beschouwd als door den verkrijger

pulant, si la stipulation n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

Le tiers est présumé recevoir à titre gratuit, sauf preuve contraire.

Si la stipulation est faite par un époux au profit de son conjoint dans les conditions prévues au deuxième alinéa ci-dessus, les sommes ou valeurs qui adviennent au bénéficiaire sont considérées comme recueillies à titre de legs à concurrence de leur montant intégral.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa précédent, la circonstance que la stipulation est réciproque n'enlève pas à celle-ci le caractère de libéralité.

ART. 5.

Les biens meubles ou immeubles qui ont été acquis à titre onéreux par le défunt pour l'usufruit et par un tiers pour la nue propriété, ainsi que les titres au porteur ou nominatifs qui ont été immatriculés au nom du défunt pour l'usufruit et au nom d'un tiers pour la nue propriété sont considérés, pour la perception du droit de succession ou du droit de mutation par décès exigible du chef de l'hérédité du défunt, comme se trouvant en pleine propriété dans la succession de celui-ci et comme recueillis à titre de legs par le tiers, à moins qu'il ne soit établi que l'acquisition ou l'immatriculation a eu lieu plus de trois ans avant la mort du *de cujus*.

ten titel van legaat geërfd in de nalatenschap van dengene die bedingt, indien het beding niet aan het voor de schenkingen gevestigde registratierecht werd onderworpen.

De derde wordt verondersteld te kosteloozen titel te ontvangen, behoudens bewijs van het tegendeel.

Wordt het beding gedaan door een echtgenoot ten voordeele van zijn medeëchtgenoot in de voorwaarden voorzien in het 2° lid hierboven, dan worden de sommen of waarden die den verkrijger toevallen beschouwd als geërfd ten titel van legaat tot beloop van hun algeheel bedrag.

In de bij het vorig lid beoogde vooronderstelling wordt door de omstandigheid dat het beding wederkeerig is daaraan de aard van milddadigheid niet ontnomen.

ART. 5.

De roerende of onroerende goederen die ten bezwarenden titel werden verkregen voor 't vruchtgebruik door den overledene en voor den blooten eigendom door eenen derde, alsmede de titels aan toonder of op naam, die werden ingeschreven voor 't vruchtgebruik op naam van den overledene, en voor den blooten eigendom op naam van eenen derde, worden beschouwd, voor de heffing van het erfenisrecht of van het recht van overgang bij overlijden op vorderbaar uit hoofde van de nalatenschap van den overledene, als zich in vollen eigendom in dezes nalatenschap te bevinden, en als ten titel van legaat door den derde verkregen te zijn, ten ware bewezen zij dat de verkrijging of de

La disposition n'est pas applicable s'il est établi que l'acquisition ou l'immatriculation a eu lieu à titre de placement ou en emploi de sommes ou valeurs qui ont été recueillies dans une succession, pour l'usufruit par le défunt et pour la nue propriété par le tiers.

ART. 6.

La part du défunt dans une indivision qui a pris fin par un partage ou par un acte équipollent à partage, dans lequel il n'a été attribué au *de cujus* qu'un usufruit, une rente ou tout autre autre droit devant cesser à sa mort, est considérée pour la perception du droit de succession ou du droit de mutation par décès exigible du chef de l'hérédité du défunt, comme se trouvant dans sa succession et comme recueillie à titre de legs par celui à qui les biens ont été attribués en nue propriété ou sous la charge du droit viager, à moins qu'il ne soit établi que le partage ou la cession équipollente à partage a eu lieu plus de trois ans avant la mort du *de cujus*.

Si aux termes du partage ou de l'acte équipollent, il a été attribué au défunt, indépendamment d'un usufruit ou d'un droit viager, des biens en propriété, la valeur de ces biens au jour du partage ou de la cession est déduite de la valeur de

inschrijving meer dan drie jaar voor den dood van den overledene heeft plaats gehad.

De bepaling is niet toepasselijk indien bewezen wordt, dat de verkrijging of de inschrijving geschied is als belegging of wederbelegging van sommen of waarden die in eene nalatenschap geërfd werden voor het vruchtgebruik door den overledene en voor den blooten eigendom door den derde.

ART. 6.

Het aandeel van den overledene in eene onverdeeldheid die opgehouden heeft te bestaan door eene verdeeling of door eene aan verdeling gelijkwaardige akte, waarin den overledene slechts een vruchtgebruik, eene rente of elk ander recht moettende met zijnen dood ophouden, werd toebedeeld, wordt beschouwd, voor de heffing van het erfenisrecht of het recht van overgang bij overlijden opvorderbaar uit hoofde van de erfenis van den overledene, als zich in zijne nalatenschap te bevinden en als verkregen ten titel van legaat door den gene aan wien de goederen werden toebedeeld in blooten eigendom of op last van een levenslangrecht, tenzij bewezen werd dat de verdeling of de aan verdeling gelijkwaardige afstand meer dan drie jaar voor den dood van den overledene heeft plaats gehad.

Indien, naar luid van de verdeling of van de gelijkwaardige akte, aan den overledene, onafgezien van een vruchtgebruik of een levenslangrecht, goederen in eigendom werden toebedeeld, wordt de waarde van deze goederen, ten dage van

de la part indivise à porter à l'actif de la succession du défunt en exécution de l'alinéa précédent.

ART. 7.

Les biens meubles ou immeubles qui ont été vendus ou cédés à titre onéreux par le défunt à l'un de ses parents au degré successible ou à une personne interposée sont considérés, pour la perception du droit de succession ou du droit de mutation par décès exigible du chef de l'hérédité du défunt, comme faisant partie de sa succession et recueillis à titre de legs par l'acquéreur ou par le cessionnaire, si le *de cuius*, aux termes de la convention, s'est réservé un usufruit ou a stipulé l'abandon à son profit de l'usufruit d'un autre bien ou de tout autre droit viager, à moins qu'il ne soit établi que la vente ou la cession a eu lieu plus de trois ans avant la mort du *de cuius*.

Si, aux termes de la convention, le défunt a stipulé, en outre, l'abandon à son profit d'un bien en propriété, la valeur, au jour de la vente ou de la cession, de ce qui est compris dans cet abandon est déduite des sommes ou valeurs à porter à l'actif de la succession du défunt en exécution de l'alinéa précédent.

de verdeling of van den afstand, afgetrokken van de waarde van het onverdeeld aandeel dat in uitvoering van het voorgaande lid bij de baten van de nalatenschap van den overledene moet gevoegd worden.

ART. 7.

De roerende of onroerende goederen welke door den overledene aan een zijner verwanten in den erfelijken graad of aan een tusschenpersoon ten bezwarenden titel verkocht of afgestaan zijn geworden, worden, voor de heffing van het erfenisrecht of van het recht van overgang bij overlijden opvorderbaar hoofdens de nalatenschap van den overledene, beschouwd als deel van zijne nalatenschap uit te maken en als door den aankoper of den afstandhouder ten titel van legaat verkregen, indien de overledene, naar luid van de overeenkomst, zich een vruchtgebruik heeft voorbehouden of de overlating te zijnen voordeele van het vruchtgebruik van een ander goed of van elk ander levenslang recht heeft bedongen tenzij bewezen werd, dat de verkoop of de afstand meer dan driejaar vóór den dood van den overledene heeft plaats gehad.

Indien, naar luid van de overeenkomst, de overledene daarenboven de overlating van een goed in eigendom te zijnen voordeele heeft bedongen, wordt de waarde, ten dage van den verkoop of van den afstand van hetgeen in deze overlating begrepen is, afgetrokken van de sommen of waarden die in uitvoering van het voorgaande lid bij de baten van de nalatenschap van den overledene moeten gevoegd worden.

Le droit de mutation qui a été perçu lors de l'enregistrement de l'acte de vente ou de cession et, le cas échéant, le droit de transcription sont déduits du droit de succession ou du droit de mutation par décès, dans la mesure où ces derniers droits sont exigibles en vertu du présent article.

Les dispositions du présent article sont également applicables si, à défaut de parenté au degré successible entre le *de cuius* et le cessionnaire ou l'acquéreur, ceux-ci ou une personne interposée viennent à la succession du défunt à quelque titre que ce soit.

Sont réputées personnes interposées, les personnes désignées dans les articles 911, 2^e alinéa, et 1100 du Code civil.

ART. 8.

La preuve à administrer en vertu du 1^{er} alinéa des articles 5, 6 et 7 ne peut être fournie qu'au moyen d'écrits ayant acquis date certaine plus de trois ans avant le décès du *de cuius*.

ART. 9.

Les dispositions des articles 5 à 8 restent sans application si le *de cuius* a survécu : au tiers, dans le cas de l'article 5 ; au coïndivisaire attributaire de la nue propriété ou chargé du droit viager, dans le cas de l'article 6 ; à l'acquéreur ou au cessionnaire, dans le cas prévu par l'article 7.

Het recht van overgang, hetwelk werd geheven ter gelegenheid van de registrering van de akte van verkoop of van afstand, en, in 't voorkomend geval, het overschrijvingsrecht worden afgetrokken van het erfenisrecht of van het recht van overgang bij overlijden, in de mate waarin laatstgemelde rechten, krachtens dit artikel opvorderbaar zijn.

De bepalingen van dit artikel zijn insgelijks toepasselijk indien bij gebreke van verwantschap in den erfelijken graad tusschen den overledene en den overnemer of den kooper, laatstgemelden of een tusschenpersoon te eenigerlei titel tot de erfenis van den overledene geïeueen zijn.

Worden geacht tusschenpersonen te zijn, de personen aangeduid in artikelen 911, tweede lid, en 1100 van het Burgerlijk wetboek.

ART. 8.

Het bewijs dat krachtens het eerste lid van artikelen 5, 6 en 7 te verstrekken valt, mag slechts worden geleverd door middel van geschriften die meer dan drie jaar vóór den dood van den overledene bepaalde dagteekening hebben verkregen.

ART. 9.

De bepalingen van artikelen 5 tot 8 blijven buiten toepassing als de overledene heeft overleefd : aan den derde, in het geval van artikel 5 ; aan den mede in onverdeeldheid verblijvenden persoon, wien den blooten eigendom is toebedeeld of die met het levenslange recht belast is, in het geval van artikel 6 ; aan

ART. 10.

Les contre-lettres ne sont pas opposables à l'État, en tant qu'elles auraient pour effet de diminuer l'actif imposable.

ART. 11.

L'article 18, 1^{er} alinéa, de la loi du 17 décembre 1851 est modifié ainsi qu'il suit :

La demande du droit de succession, du droit de mutation et des amendes pour défaut de déclaration ou pour omission de biens quelconques, meubles et immeubles, est, jusqu'à preuve contraire, suffisamment établie par les actes passés par le défunt à son profit ou à sa requête, et constatant sa propriété, et en outre :

.

ART. 12.

Si les dettes portées au passif d'une déclaration de succession sont commerciales, l'Administration peut exiger pour leur admission, et ce sous peine de rejet, la production, sans déplacement, des livres de commerce du défunt.

Elle a le droit de puiser dans les livres ainsi communiqués tous renseignements utiles au point de vue de la détermination de l'actif imposable, et en cas d'instance la production en justice des dits livres ne peut être refusée.

den kooper of aan den overnemer in het geval voorzien bij artikel 7.

ART. 10.

Renversalen kunnen den Staat niet tegengeworpen worden voor zoover zij vermindering van het belastbaar actief ten gevolge mochten hebben.

ART. 11.

Artikel 18, 1^o lid, van de wet van 17 December 1851 wordt gewijzigd als volgt :

De eisch tot betaling van het erfenisrecht, van het recht van overgang en van de boeten wegens gebrek aan aangifte of wegens verzuim van eenigerhande roerend of onroerend goed, is, tot tegenbewijs, voldoende vastgesteld bij de akten door den afgestorvene te zijnen bate of op zijn verzoek verleden, en waaruit zijn eigendom blijkt, en daarenboven :

.

ART. 12.

Indien de schulden gebracht op het passief eener aangifte van nalatenschap handelsschulden zijn, kan het Beheer tot aanneming daarvan, en zulks op straf van verwerping, vorderen dat, zonder verplaatsing, de handelsboeken van den afgestorvene vertoond worden.

Het is gerechtigd in de aldus medegedeelde boeken alle inlichtingen te putten die nuttig zijn op het standpunt der vaststelling van het belastbaar actief, en in geval van rechtsgeding kan de overlegging in rechte van gemelde boeken niet worden geweigerd.

ART. 13.

Pour la liquidation du droit de succession ne sont pas admises en déduction de l'actif imposable, les dettes contractées par le défunt au profit d'un de ses héritiers, légataires ou donataires, ou de personnes interposées.

Cette disposition est également applicable aux dettes contractées par le défunt : a) au profit d'héritiers qu'il a exclus de sa succession par une disposition testamentaire ou contractuelle; b) au profit d'héritiers, donataires ou légataires qui ont renoncé à la succession ou à la disposition testamentaire ou contractuelle faite en leur faveur.

Sont réputées personnes interposées, les personnes désignées dans les articles 911, dernier alinéa, et 1100 du Code civil.

Toutefois, les dettes susvisées sont admises au passif :

1^o Si elles sont constatées par des écrits probatoires enregistrés plus de trois ans avant le décès ;

2^o Si elles ont pour cause immédiate et directe l'acquisition, l'amélioration, la conservation ou le recouvrement d'un bien qui se trouvait dans le patrimoine du *de cujus* au jour de son décès.

ART. 14.

L'Administration a, dans tous les cas, la faculté d'exiger des déclarants la production d'une attestation du créancier certifiant qu'une dette

ART. 13.

Tot het verrekenen van het successierecht worden niet in mindering van het belastbaar actief aangenomen, de schulden door den overledene aangegaan ten voordeele van één zijner erfgenamen, legatarissen of begiftigden, of van tussenpersonen.

Deze bepaling is insgelijks van toepassing op de schulden door den overledene aangegaan : a) ten voordeele van erfgenamen die hij bij eene uiterste wilsbeschikking, of bij eene schikking uit overeenkomst, van zijne erfenis heeft uitgesloten ; b) ten voordeele van erfgenamen, begiftigden, of legatarissen, die de erfenis, of de schikking bij uitersten wil, of bij overeenkomst, te hunnen voordeele gemaakt, verwerpen.

Worden als tussenpersonen beschouwd, de personen aangeduid in de artikelen 911, laatste lid, en 1100 van het burgerlijk wetboek.

Evenwel, worden hoogerbedoelde schulden in het passief aangenomen :

1^o Indien zij blijken uit bewijskrachtige geschriften, meer dan drie jaar vóór het overlijden geregistreerd ;

2^o Indien zij tot onmiddellijk en rechtstreeksche oorzaak hebben aankoop, waardevermeerdering, behoud of terugbekoming van een goed dat zich in den erfboedel van den overledene bevond op den dag van zijn overlijden.

ART. 14.

Het Beheer is in al de gevallen bevoegd om van de aangevers het overleggen te vorderen eener verklaring van den schuldeischer be-

portée au passif de la déclaration de succession existait à la charge du *de cujus* au jour de son décès. L'attestation doit être signée par le créancier personnellement, par son représentant légal ou par un mandataire spécialement constitué à cet effet.

L'Administration peut également exiger, dans tous les cas, que la signature du créancier et, le cas échéant, de celui qui agit en son nom, soit légalisée par le bourgmestre de la commune où réside le signataire.

L'attestation reste annexée à la déclaration de succession; elle est exempte du droit de timbre et elle ne peut être refusée par le créancier, sous peine de dommages-intérêts, lorsqu'elle est légitimement réclamée.

Toute personne qui a faussement attesté l'existence d'une dette ou qui a affirmé l'existence d'une dette supérieure à celle qui était réellement due par le défunt encourt, individuellement et sans recours, une amende de 500 à 5,000 francs; elle est en outre solidairement tenue avec les héritiers ou légataires au paiement des droits qui auraient été éludés par le fait de la contravention, des intérêts et des amendes.

Les dispositions de l'alinéa qui précède sont, le cas échéant, applicables tant au créancier qu'au mandataire qui a signé l'attestation.

L'Administration est autorisée à établir les contraventions visées au 4° alinéa du présent article par tous

vestigende dat eene op het passief der aangifte van nalatenschap gebrachte schuld ten laste van den *de cujus* op den dag van zijn overlijden bestond. De verklaring moet worden ondertekend door den schuldeischer in persoon, door zijn wettigen vertegenwoordiger of door een te dien einde bijzonder aangestelden gemachtigde.

Het Beheer kan ook, in al de gevallen, vorderen dat de handteekening van den schuldeischer en, desvoorkomend, van dengene die in zijnen naam handelt, worde gewaarmerkt door den burgemeester der gemeente waar de ondertekenaar verblijft.

De verklaring blijft aan de aangifte van nalatenschap gehecht; zij is vrij van zegelrecht en zij mag door den schuldeischer niet worden geweigerd, op straf van schadevergoeding, wanneer daarom wettig wordt gevraagd.

Hij, die valschelijk het bestaan eener schuld heeft betuigd, of die het bestaan heeft bevestigd eener hoogere schuld dan de werkelijk door den afgestorvene verschuldigde, beloopt persoonlijk en zonder verhaal, een boete van 500 tot 5,000 frank; bovendien is hij solidaire met de erfgenamen, of legatarissen, gehouden tot betaling der rechten die door het feit der overtreding mochten ontdoken zijn, der interesten en der boeten.

De bepalingen van het voorgaande lid zijn des voorkomend van toepassing zoowel op den schuldeischer, als op den gemachtigde die de verklaring heeft ondertekend.

Het Beheer wordt gemachtigd de in het 4° lid van dit artikel bedoelde overtredingen vast te stellen door

moyens de droit commun, à l'exception du serment.

ART. 15.

Sont évalués pour la perception du droit de succession, savoir :

1^o Les rentes et autres prestations viagères — à un capital formé en multipliant le montant de la prestation annuelle par les nombres indiqués ci-après, savoir :

18, si celui sur la tête de qui la rente est créée

		a 20 ans ou moins.
17,	—	a plus de 20 ans jusque 30 ans.
16,	—	a plus de 30 ans jusque 40 ans.
14,	—	a plus de 40 ans jusque 50 ans.
13,	—	a plus de 50 ans jusque 55 ans.
11,	—	a plus de 55 ans jusque 60 ans.
9.5,	—	a plus de 60 ans jusque 65 ans.
8,	—	a plus de 65 ans jusque 70 ans.
6,	—	a plus de 70 ans jusque 75 ans.
4,	—	a plus de 75 ans jusque 80 ans.
2,	—	a plus de 80 ans.

La prestation constituée pour un temps indéterminé en faveur de corps moraux, est évaluée à un capital formé de vingt fois le montant de la rétribution annuelle.

Si la prestation est constituée pour un temps limité, le montant annuel est multiplié par le nombre d'années pendant lequel elle doit être payée. Toutefois, le capital ne peut, en aucun cas, si la prestation est constituée en faveur de personnes physiques, être supérieur à celui qui serait obtenu si elle était créée à vie, et au cas où elle est payable à des corps moraux, excéder vingt fois le montant annuel.

Le montant annuel des rentes et autres prestations viagères ou pé-

alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed.

ART. 15.

Voor de heffing van het successierecht worden geraamd, te weten :

1^o De renten en andere lijfprestatien — op een kapitaal gevormd door vermenigvuldiging van het bedrag der jaarlijksche prestatie door de hierna aangeduide getallen, te weten :

18, indien degene op wiens hoofd de rente is gevestigd

		20 jaar of minder heeft.
17,	—	meer dan 20 jaar tot 30 jaar heeft.
16,	—	meer dan 30 jaar tot 40 jaar heeft.
14,	—	meer dan 40 jaar tot 50 jaar heeft.
13,	—	meer dan 50 jaar tot 55 jaar heeft.
11,	—	meer dan 55 jaar tot 60 jaar heeft.
9.5	—	meer dan 60 jaar tot 65 jaar heeft.
8,	—	meer dan 65 jaar tot 70 jaar heeft.
6,	—	meer dan 70 jaar tot 75 jaar heeft.
4,	—	meer dan 75 jaar tot 80 jaar heeft.
2,	—	meer dan 80 jaar heeft.

De voor onbepaalden tijd ten gunste van zedelijke lichamen gevestigde prestatie wordt geraamd op een kapitaal gevormd uit 20 maal het bedrag van de jaarlijksche bijdrage.

Is de prestatie voor bepaalden tijd gevestigd, dan wordt het jaarlijksch bedrag vermenigvuldigd door het getal jaren gedurende hetwelk zij moet betaald worden. Nochtans mag het kapitaal, in geen geval, indien de prestatie gevestigd is ten gunste van natuurlijke personen, datgene overtreffen hetwelk bekomen zou worden indien zij levenslang gevestigd ware, noch ingeval zij betaalbaar is aan zedelijke lichamen, 20 maal het jaarlijksch bedrag te boven gaan.

Het jaarlijksch bedrag der renten en andere lijf- of periodieke presta-

riodiques payables en nature est déterminé de la manière indiquée à l'article 11, litt. C, 2^e alinéa, de la loi du 27 décembre 1817;

2^o L'usufruit des biens meubles et immeubles — au montant capitalisé, conformément à ce qui est dit ci-avant sous le n° 1, du revenu annuel des biens compté à raison de 4 p. c. de la valeur de la pleine propriété.

L'usufruit établi pour un temps indéterminé au profit de corps moraux est évalué à un capital formé de vingt fois le montant du dit revenu.

Si l'usufruit est constitué pour un temps limité, le montant annuel du revenu des biens, compté comme il est dit ci-avant, est multiplié par le nombre d'années pour lequel l'usufruit est établi. Toutefois, le capital ne peut, au cas où l'usufruit est créé au profit d'une personne physique, être supérieur à celui qui serait obtenu si l'usufruit n'était pas établi à terme, et au cas où il est créé au profit de corps moraux, excéder vingt fois le revenu annuel.

Sont assimilés à l'usufruit les droits d'usage et d'habitation et le droit aux fruits, revenus ou produits d'un bien;

3^o La nue propriété des biens meubles et immeubles — à la valeur de la pleine propriété sous déduction de la valeur de l'usufruit cal-

tiën betaalbaar in natuur wordt vastgesteld op de wijze aangeduid onder artikel 11, litt. C, 2^o lid, der wet van 27 December 1817;

2^o Het vruchtgebruik der roerende en onroerende goederen op het, overeenkomstig hetgeen hierboven onder n° 1 wordt gezegd, gekapitaliseerd bedrag, van de jaarlijksche opbrengst der goederen berekend op voet van 4 t. h. der waarde van den vollen eigendom.

Het voor onbepaalden tijd ten voordeele van zedelijke lichamen gevestigde vruchtgebruik wordt geraamd op een kapitaal gevormd uit twintig maal het bedrag van gemelde opbrengst.

Is het vruchtgebruik voor bepaalden tijd gevestigd, dan zal het jaarlijksch bedrag van de opbrengst der goederen, gerekend zooals hierboven uiteengezet, worden vermenigvuldigd met het getal jaren waarvoor het vruchtgebruik is gevestigd. Nochtans mag het kapitaal, in geval het vruchtgebruik ten voordeele van een natuurlijken persoon is gevestigd, datgene niet overtreffen hetwelk zou bekomen worden, indien het vruchtgebruik niet op termijn gevestigd ware, noch in geval het ten voordeele van zedelijke lichamen is gevestigd, twintig maal de jaarlijksche opbrengst te boven gaan.

Worden met het vruchtgebruik gelijkgesteld de rechten van gebruik en bewoning en het recht op de vruchten, inkomsten of opbrengsten van een goed;

3^o De naakte eigendom der roerende en onroerende goederen, op de waarde van den vollen eigendom, onder aftrek der waarde van het

culée conformément au numéro précédent.

Si l'usufruit est établi conjointement au profit de plusieurs personnes avec réversion ou au profit de plusieurs personnes successivement, la valeur à déduire est fixée eu égard à l'âge de la personne la plus jeune.

Aucune déduction n'est opérée si l'usufruit est exempt du droit de succession par application de l'article 27 ci-après.

Les biens grevés d'un droit d'usage ou d'habitation et ceux dont un tiers a le droit de percevoir les fruits, revenus ou produits, sont assimilés à des biens en nue propriété.

Les dispositions des n^{os} 2 et 3 ci-avant, en tant qu'elles concernent les immeubles situés en Belgique, sont applicables au droit de mutation par décès.

ART. 16.

L'article 4 de la loi du 27 décembre 1817 est remplacé par la disposition suivante :

A. Les héritiers et les légataires universels dans la succession d'un habitant du royaume sont tenus d'en faire la déclaration, par écrit, au bureau du droit de succession dans le ressort duquel le défunt a eu son dernier domicile.

Cette déclaration porte :

I. — Les nom, prénoms, profession et domicile du déclarant; le lieu et la date de sa naissance;

vruchtgebruik berekend overeenkomstig het vorig nummer.

Is het vruchtgebruik gevestigd gezamenlijk ten voordeele van verscheidene personen met reversie, of ten voordeele van verscheidene personen in opvolgende orde, dan wordt de af te trekken waarde bepaald met inachtneming van den ouderdom van den jongsten persoon.

Geene aftrekking wordt gedaan indien, bij toepassing van navolgend artikel 27, het vruchtgebruik vrij is van het successierecht.

De goederen bezwaard met een recht van gebruik of bewoning en die waarvan een derde gerechtigd is de vruchten, inkomsten of opbrengsten te ontvangen, worden gelijkgesteld met goederen in naakten eigendom.

De bepalingen der naastvoorgaande n^{os} 2 en 3, zijn voor zooveel zij in België gelegen onroerende goederen betreffen, van toepassing op het recht van overgang bij overlijden.

ART. 16.

Artikel 4 der wet van 27 December 1817 wordt vervangen door de volgende bepaling :

A. De erfgenamen en de algemeene legatarissen in de nalatenschap van een inwoner des Rijks zijn gehouden daarvan schriftelijk aangifte te doen ten kantore van het erfenisrecht in welks amtskring de overledene voor 't laatst metterwoon gevestigd was.

Deze aangifte vermeldt :

I. Naam, voornamen, beroep en woonplaats van den aangever; plaats en datum zijne geboorte.

II. — Les nom, prénoms, profession et le dernier domicile de la personne décédée; le lieu et la date de sa naissance et de son décès;

III. — Les nom, prénoms, profession et domicile des héritiers, légataires et donataires, le lieu et la date de leur naissance; le degré de parenté entre eux et le défunt; ce qui est recueilli ou acquis par chacun d'eux; le titre en vertu duquel ils viennent à la succession; le nombre d'enfants légitimes qu'ils avaient au jour de l'ouverture de la succession, ainsi que le nombre d'enfants légitimes qui étaient prédécédés en laissant eux-mêmes des enfants légitimes en vie au jour du décès du *de cuius*;

IV. — Le cas échéant, l'indication des héritiers exclus en vertu de dispositions testamentaires ou contractuelles;

V. — La désignation précise et l'estimation article par article de tous les biens composant l'actif imposable, avec indication quant aux immeubles, notamment de la section et du numéro du cadastre.

Peuvent toutefois faire l'objet d'une déclaration et d'une estimation globales, chacune des catégories de biens mentionnées ci-après, savoir :

1° Les immeubles — autres que les immeubles par destination désignés ci-dessous — qui forment une exploitation unique ou un seul corps de domaine;

2° Parmi les objets servant à une exploitation agricole : a) chaque

II. Naam, voornamen, beroep en laatste woonplaats van den overleden persoon; plaats en datum van zijne geboorte, en van zijn overlijden.

III. Naam, voornamen, beroep en woonplaats van de erfgenamen, legatarissen en begiftigden, plaats en datum hunner geboorte; graad van verwantschap tusschen hen en den overledene; wat door elk van hen wordt geërfd of verkregen; krachtens welken titel zij tot de nalatenschap komen; getal wettige kinderen die zij hadden op den dag van het openvallen der erfenis, alsmede getal wettige kinderen die vooroverleden waren en op den dag van het overlijden van den *de cuius* zelf wettige kinderen in leven achterlieten.

IV. — Desgevallende, aanduiding der erfgenamen uitgesloten krachtens uiterste wilsbeschikkingen of schikkingen uit overeenkomst;

V. — Nauwkeurige aanduiding, en raming artikel per artikel van al de goederen, die het belastbaar actief uitmaken, met aanwijzing, wat de onroerende goederen betreft, namelijk van de sectie en het nummer van het kadaster.

Mogen evenwel het voorwerp uitmaken van globale aangifte en globale raming, elk der categoriën van goederen hierachter vermeld, te weten :

1° De onroerende goederen — andere dan de onroerende goederen door bestemming hieronder aangeduid — die een eenige exploitatie, of een enkel domeingeheel uitmaken;

2° Onder de voorwerpen die tot eene landbouwexploitatie dienen :

espèce d'animaux; *b*) les ustensiles aratoires; *c*) les emblaves et autres récoltes sur pied; *d*) les semences, denrées, pailles et engrais;

3° Quant aux objets servant à une exploitation industrielle: *a*) l'outillage; *b*) les marchandises fabriquées ou préparées et les matières premières;

4° Quant aux objets servant à une exploitation commerciale: *a*) le matériel et les ustensiles d'exploitation; *b*) les marchandises;

5° Les effets d'habillement, les bijoux, les livres et tous autres objets à l'usage personnel du défunt;

6° Les meubles meublants, la vaisselle, la batterie de cuisine et autres objets de même nature;

7° Les collections de tableaux, de porcelaines, d'armes et d'autres objets;

8° Les vins et autres denrées;

VI. — La désignation de chacune des dettes admissibles en déduction de l'actif imposable, avec indication des nom, prénoms et domicile du créancier, de la cause de la dette et de la date de l'acte, s'il en existe un.

La déclaration énonce, en outre, si le défunt a eu l'usufruit de quelques biens et, dans l'affirmative, en quoi ils consistent, avec indication des personnes qui sont parvenues à la jouissance de la pleine propriété.

B) S'il s'agit de la succession d'une personne qui n'a pas la qualité d'habitant du royaume, la déclaration, rédigée dans la forme indiquée ci-avant pour la déclaration de

a) elke soort van dieren; *b*) de landbouwgereedschappen; *c*) de bezaaiingen en andere vruchten te velde; *d*) de zaden, de waren, het stroo en de meststoffen;

3° Wat betreft de voorwerpen dienende tot eene nijverheidsexploitation: *a*) de werktuigen; *b*) de vervaardigde of voorbereide koopwaren, en de grondstoffen;

4° Wat betreft de voorwerpen dienende tot eene handelsexploitation: *a*) het materieel en het exploitatiegereedschap; *b*) de koopwaren;

5° De kleedingstukken, de juwelen, de boeken en alle andere voorwerpen tot persoonlijk gebruik van den overledene;

6° De stoffeering, het vaatwerk, het keukengereedschap en andere voorwerpen van zelfden aard;

7° De verzamelingen van schilderijen, porcelein, wapens en andere voorwerpen;

8° De wijn en andere waren.

VI. — Aanduiding van elk der schulden die in mindering van het belastbaar actief kunnen toegelaten worden, met opgave van naam, voornamen en woonplaats van den schuldeischer, van de oorzaak der schuld en van den datum der akte zoo er eene bestaat.

De aangifte vermeldt, bovendien, of de overledene het vruchtgebruik van eenige goederen gehad heeft en, zoo ja, waarin zij bestaan, met aanduiding van de personen die tot het genot van den vollen eigendom zijn gekomen.

B. Geldt het de nalatenschap van eenen persoon die niet de hoedanigheid van inwoner van het Rijk heeft, dan wordt de aangifte, opgesteld in den hiervoren voor de aan-

la succession d'un habitant du royaume, est faite par les héritiers, donataires ou légataires des immeubles situés en Belgique, au bureau du droit de succession dans le ressort duquel ces biens sont situés.

C) La déclaration de succession ou de mutation par décès doit être appuyée d'un certificat de l'autorité communale du domicile de l'héritier, donataire ou légataire, attestant le nombre d'enfants légitimes qu'il avait au jour de l'ouverture de la succession ainsi que le nombre d'enfants légitimes qui étaient prédécédés en laissant eux-mêmes des enfants légitimes en vie au jour du décès du *de cuius*. Ce certificat est exempt du timbre et de l'enregistrement.

Il est encouru une amende égale à deux fois le droit éludé, par l'héritier donataire ou légataire qui a fait, relativement au nombre d'enfants légitimes des successeurs du défunt, une déclaration reconnue inexacte. La pénalité est portée au double, sans qu'il puisse en être accordé remise, si la contravention a été commise de mauvaise foi. Dans tous les cas, la contravention peut être prouvée par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

D) Lorsqu'il s'agit de la succession d'un habitant du royaume, la déclaration est terminée par une mention ainsi conçue, qui précède la signature et qui est écrite en entier de la main du déclarant : « J'affirme en âme et conscience que la

gite der nalatenschap van een inwoner des Rijks aangeduiden vorm, gedaan door de erfgenamen, begiftigden of legatarissen der in België gelegen onroerende goederen, ten kantore van het erfenisrecht in welks ambtskring deze goederen gelegen zijn.

C. De aangifte van nalatenschap of van overgang bij overlijden, moet worden gestaafd door een getuigschrift van de gemeenteoverheid der woonplaats van den erfgenaam, begiftigde of legataris, bevestigende het getal wettige kinderen die hij had op den dag van het openvallen der erfenis, alsmede het getal wettige kinderen die vooroverleden waren, en op den dag van het overlijden van den *de cuius* zelf wettige kinderen in leven achterlieten. Dit getuigschrift is vrij van zegel en registratie.

Eene boete gelijk aan tweemaal het ontdoken recht wordt verbeurd door den erfgenaam, begiftigde of legataris die betreffende het getal wettige kinderen van de opvolgers des overledenen, eene onjuist bevonden aangifte heeft gedaan. De straf wordt op het dubbel gebracht, zonder dat kwijtschelding daarvan kan worden verleend, indien de overtreding te kwader trouw begaan werd. In al de gevallen kan de overtreding worden bewezen door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed.

D. Geldt het de nalatenschap van eenen inwoner des Rijks, dan sluit de aangifte bij eene de handteekening voorafgaande, en door den aangever voluit eigenhandig geschreven vermelding, luidende als volgt : « Ik bevestig in gemoede en

déclaration qui précède est sincère. »

Si le déclarant ne sait ou ne peut écrire, l'affirmation, dans les termes indiqués ci-avant, est faite par lui, verbalement, devant le receveur au bureau du droit de succession où la déclaration doit être déposée. Le receveur constate l'affirmation ainsi faite, par une mention qu'il écrit et qu'il signe au pied de la déclaration.

Si la déclaration de succession est faite par un mandataire, celui-ci termine la déclaration par l'affirmation indiquée ci-avant. En outre, le mandant est tenu, dans les deux mois du dépôt de la déclaration, de se présenter, en personne, au bureau où celle-ci a été déposée et d'y affirmer verbalement, en âme et conscience, que la déclaration qui a été souscrite en son nom est sincère. Le receveur dresse acte de l'affirmation et la fait signer par l'intéressé. Si celui-ci ne sait ou ne peut signer, le receveur constate dans l'acte ses dires à cet égard par une mention qu'il signe.

L'acte est exempt du timbre et de l'enregistrement.

Le Directeur général de l'Enregistrement et des Domaines peut, dans des circonstances exceptionnelles, proroger le délai fixé pour l'affirmation verbale ou permettre de faire cette affirmation devant un fonctionnaire ou officier public spécialement désigné à cette fin.

» geweten dat de bovenstaande aangifte oprecht is ».

Indien de aangever niet kan of niet bij machte is te schrijven, dan wordt de bevestiging, in de hierboven aangeduide bewoordingen door hem mondeling gedaan, ten overstaan van den Ontvanger ten kantore van het successierecht, waar de aangifte moet overgelegd worden, van de aldus gedane bevestiging doet de Ontvanger blijken bij eene door hem onderteekende vermelding, die hij onderaan de aangifte schrijft.

Wordt de aangifte van nalatenschap door eenen lasthebber gedaan, dan sluit deze de aangifte met de hiervoren aangeduide bevestiging. Bovendien is de lastgever gehouden, binnen de twee maanden na het overleggen der aangifte, zich ten kantore waar deze werd overgelegd in persoon aan te bieden en er mondeling, in gemoed en geweten te bevestigen, dat de in zijnen naam onderschreven aangifte oprecht is. De Ontvanger maakt akte op van de bevestiging en doet ze door den belanghebbende onderteekenen. Indien deze niet kan of niet bij machte is te teekenen, dan stelt de Ontvanger in de akte zijne gezegden daaromtrent vast door eene vermelding die hij onderteekent.

De akte is vrij van zegel en registratie.

De Algemeene Bestuurder der Registratie en Domeinen kan, in buitengewone omstandigheden, het ter mondelinge bevestiging gestelde tijdsbestek verlengen, of toelaten deze bevestiging te doen ten overstaan van een bijzonder te dien einde aangewezen openbaar ambtenaar of beambte.

Si l'affirmation verbale n'est pas faite dans le délai fixé par la loi ou prorogé par le Directeur général, la déclaration de succession peut être tenue pour non avenue.

ART. 17.

Si les biens meubles corporels délaissés par le défunt étaient l'objet d'un contrat d'assurance contre l'incendie ou contre le vol, en cours au jour du décès, les déclarants sont tenus de joindre à la déclaration une copie de la police certifiée exacte par l'assureur ou, le cas échéant, par son représentant en Belgique, agréé conformément à l'article 54 de la loi du 30 août 1913.

Si les dits biens meubles n'étaient pas assurés, les déclarants doivent l'affirmer expressément dans la déclaration.

Est réputée non avenue en ce qui concerne les objets mobiliers corporels, la déclaration à laquelle n'est pas jointe la copie désignée à l'alinéa 1^{er} du présent article ou qui, le cas échéant, ne contient pas l'affirmation prescrite par l'alinéa 2.

Il est encouru individuellement et sans recours une amende de 500 à 5,000 francs : 1^o par chacun des déclarants qui ont joint à la déclaration une copie inexacte ou incomplète de la police d'assurance ou qui ont faussement affirmé l'inexistence d'un contrat d'assurance en cours au jour du décès du *de cujus*; 2^o par l'assureur ou, le cas échéant, par son représentant agréé en Belgique, qui

Wordt de mondelingen bevestiging niet gedaan binnen het tijdsbestek bij de wet bepaald, of door den Algemeenen Bestuurder verlengd, dan kan de aangifte als ongedaan beschouwd worden.

ART. 17.

Indien de lichamelijke roerende goederen, door den overledene achtergelaten, het voorwerp waren van eene overeenkomst van verzekering tegen brand of tegen diefstal, loopende op den dag van het overlijden, dat zijn de aangevers gehouden bij de aangifte een door den verzekeraar, of, desvoorkomend, door zijnen in België aangenomen vertegenwoordiger gewaarmerkt afschrift van de polis te voegen overeenkomstig artikel 54 der wet van 30 Augustus 1913.

Waren gemelde roerende goederen niet verzekerd, dan moeten de aangevers zulks uitdrukkelijk in de aangifte bevestigen.

Wordt als ongedaan beschouwd wat betreft de lichamelijke mobiele voorwerpen, de aangifte waarbij het in 't eerste lid van dit artikel vermeld afschrift niet is gevoegd, of, die, desvoorkomend, de bij het 2^o lid voorgeschreven bevestiging niet behelst.

Eene boete van 500 tot 5,000 frank wordt persoonlijk en zonder verhaal verbeurd :

1^o) door ieder der aangevers die bij de aangifte een onecht of onvolledig afschrift van de verzekeringspolis hebben gevoegd of die valsche-lijk het niet-bestaan van eene verzekeringsovereenkomst loopende op den dag van het overlijden van den *de cujus* hebben bevestigd;

a délivré une copie inexacte ou incomplète de la police d'assurance.

L'assureur ou, le cas échéant, son représentant agréé en Belgique, qui refuse de délivrer aux déclarants la copie visée à l'alinéa 1^{er} du présent article ou qui délivre une copie inexacte ou incomplète peut, sur la poursuite des déclarants, être condamné à des dommages-intérêts.

Les copies visées au présent article sont exemptes du timbre. Elles portent, en tête du texte, l'énonciation de leur destination; elles ne peuvent servir à d'autres fins.

L'Administration est autorisée à établir les contraventions visées au 4^e alinéa du présent article par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

ART. 18.

La déclaration de succession ou de mutation par décès est déposée dans les cinq mois à compter du jour du décès, si celui-ci est survenu dans le royaume. Le délai est de six mois si le décès est survenu dans un autre pays d'Europe; il est de sept mois si le décès est survenu hors d'Europe.

Ces délais peuvent être prolongés par le Ministre des Finances suivant qu'il est jugé nécessaire.

La déclaration déposée au cours du délai fixé par la loi ou prolongé

2°) door den verzekeraar, of, desvoorkomend, door zijnen in België aangenomen vertegenwoordiger, die een onecht of onvolledig afschrift van de verzekeringspolis heeft verstrekt.

De verzekeraar of, desvoorkomend, zijn in België aangenomen vertegenwoordiger, die weigert aan de aangevers het afschrift te verstrekken bedoeld in het 1^e lid van dit artikel of die een onecht of onvolledig afschrift verstrekt, kan, op vervolging der aangevers, tot schadevergoeding worden veroordeeld.

De in dit artikel bedoelde afschriften zijn vrij van zegel, zij dragen in hoofde van den tekst, de vermelding van hunne bestemming; zij mogen tot geen ander doeleinde worden aangewend.

Het Beheer wordt gemachtigd de overtredingen bedoeld in het 4^e lid van dit artikel te doen blijken door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed.

ART. 18.

De aangifte van nalatenschap of van overgang bij overlijden wordt overgelegd binnen de vijf maanden te rekenen van den dag van het overlijden, indien dit in het Rijk is overkomen. Het tijdsbestek bedraagt zes maanden wanneer het overlijden is overkomen in een ander land van Europa; het bedraagt zeven maanden indien het overlijden buiten Europa is overkomen.

Deze tijdsbestekken kunnen door den Minister van Financiën verlengd worden naar gelang zulks noodig wordt geoordeeld.

De aangifte overgelegd in den loop van het tijdsbestek bij de wet

par le Ministre des Finances peut être rectifiée aussi longtemps que ce délai n'est pas expiré.

ART. 19.

Le droit de succession et le droit de mutation par décès sont fixés ainsi qu'il suit, savoir :

1° En ligne directe et entre époux ayant des enfants ou descendants communs fr. 4 p. c.;

2° Entre époux sans enfants ni descendants communs fr. 2 p. c.;

3° Entre frères ou sœurs fr. 5 p. c.;

4° Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces et entre l'adoptant et l'adopté fr. 6 p. c.;

5° Entre grands oncles ou grand'tantes et petits neveux ou petites nièces, et entre l'adoptant et les descendants de l'adopté fr. 7 p. c.;

6° Entre tous autres parents ou personnes non parentes fr. 10 p. c.

Ces droits sont augmentés savoir :

D'un cinquième, pour ce qui est recueilli par l'héritier, le légataire ou le donataire au delà de 5,000 fr. jusque 10,000 francs;

De deux cinquièmes, pour ce qui est recueilli au delà de 10,000 francs jusque 20,000 francs;

De trois cinquièmes, pour ce qui est recueilli au delà de 20,000 francs jusque 50,000 francs;

De quatre cinquièmes, pour ce

bepaald, of door den Minister van Financiën verlengt, kan worden verbeterd zoolang dit tijdsbestek niet verstreken is.

ART. 19.

Het erfenisrecht en het recht van overgang bij overlijden worden bepaald als volgt, te weten :

1° In de rechte linie en tusschen echtgenooten welke gemeene kinderen of afstammelingen hebben fr. 4 t. h.;

2° Tusschen echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen fr. 2 t. h.;

3° Tusschen broeders en zusters fr. 5 t. h.;

4° Tusschen ooms of moeien en neven of nichten en tusschen den aannemende en het aangenomen kind fr. 6 t. h.;

5° Tusschen oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten en tusschen den aannemende en de afstammelingen van het aangenomen kind fr. 7 t. h.;

6° Tusschen alle andere verwanten of niet verwante personen fr. 10 t. h.

Deze rechten worden vermeerderd te weten : met één vijfde, voor hetgeen wordt verkregen door den erfgenaam, legataris of begiftigde boven 5,000 frank tot 10,000 frank;

Met twee vijfden, voor hetgeen wordt verkregen boven 10,000 fr. tot 20,000 frank;

Met drie vijfden, voor hetgeen wordt verkregen boven 20,000 fr. tot 50,000 frank;

Met vier vijfden, voor hetgeen

qui est recueilli au delà de 50,000 fr. jusque 100,000 francs ;

De cinq cinquièmes, pour ce qui est recueilli au delà de 100,000 fr. jusque 200,000 francs ;

De six cinquièmes, pour ce qui est recueilli au delà de 200,000 francs jusque 400,000 francs ;

De sept cinquièmes, pour ce qui est recueilli au delà de 400,000 fr. jusque 1,000,000 ;

De huit cinquièmes, pour ce qui est recueilli au delà de 1,000,000.

Le montant du droit liquidé d'après le tarif qui précède à charge de l'héritier, donataire ou légataire, est réduit de 2 p. c. par chaque enfant légitime que l'héritier, donataire ou légataire a au moment de l'ouverture de la succession.

Lorsque la succession est dévolue en tout ou en partie au conjoint survivant, en vertu de la loi, d'un testament ou d'une institution contractuelle, le montant du droit liquidé à sa charge est réduit, savoir : de 4 p. c., si au jour de l'ouverture de la succession il existe un enfant issu du mariage ; de 8 p. c., s'il existe deux enfants et, ainsi de suite, à raison de 4 p. c. par enfant.

Pour l'application des deux alinéas qui précèdent, l'enfant qui est conçu est assimilé à l'enfant qui est né ; — les petits enfants ne sont comptés que pour l'enfant dont ils sont issus ; — il n'est pas tenu compte des enfants adoptifs.

wordt verkregen boven 50,000 fr. tot 100,000 frank ;

Met vijf vijfden, voor hetgeen wordt verkregen boven 100,000 fr. tot 200,000 frank ;

Met zes vijfden, voor hetgeen wordt verkregen boven 200,000 fr. tot 400,000 frank ;

Met zeven vijfden, voor hetgeen wordt verkregen boven 400,000 fr. tot 1,000,000 frank ;

Met acht vijfden voor hetgeen wordt verkregen boven 1,000,000 frank.

Het bedrag van het recht volgens het bovenstaande tarief ten laste van den erfgenaam, begiftigde of legataris verrekend, wordt verminderd met 2 t. h. voor elk wettig kind, dat de erfgenaam, begiftigde of legataris heeft op het oogenblik van het openvallen der erfenis.

Wanneer de nalatenschap geheel of voor een gedeelte is vervallen aan den overlevenden echtgenoot, krachtens de wet, een uiterste wilsbeschikking of eene bij overeenkomst bedongen erfstelling, dan wordt het bedrag van het te zijnen laste verrekend recht verminderd, te weten : met fr. 4 t. h. indien, op den dag van het openvallen der nalatenschap, een uit het huwelijk verwekt kind bestaat ; met 8 t. h. indien twee kinderen bestaan, en zoo voort, op voet van fr. 4 t. h. per kind.

Voor de toepassing van de twee voorgaande leden wordt het ontvangen kind gelijkgesteld met het geboren kind ; — de kleinkinderen worden enkel geteld voor het kind waaruit zij gesproten zijn ; — van de aangenomen kinderen wordt geen rekening gehouden.

ART. 20.

Le droit est fixé à 5 francs par 100 francs pour ce qui est recueilli ou acquis par les provinces et les communes avec affectation expresse à l'enseignement ou à des œuvres d'assistance et pour ce qui est recueilli ou acquis par les hospices, les congrégations hospitalières de femmes jouissant de la personnification civile, les bureaux de bienfaisance, les monts de piété, les commissions de bourses d'études, les universités jouissant de la personnification civile, les séminaires, les fabriques d'église, les consistoires et les synagogues.

La disposition qui précède est applicable exclusivement aux administrations, établissements et institutions belges.

ART. 21.

Le droit au taux fixé pour ce qui est recueilli entre époux n'est pas applicable, lorsque le conjoint divorcé ou séparé de corps vient à la succession de l'autre époux à quelque titre que ce soit.

ART. 22.

Lorsque l'époux survivant vient à la succession de son conjoint en qualité d'héritier légal et, en outre, à tout autre titre, le droit est liquidé sur l'intégralité de ce qui lui est dévolu au taux fixé pour ce qui est recueilli entre époux.

ART. 23.

Lorsqu'une personne parente du

ART. 20.

Het recht wordt gesteld op 5 frank per 100 frank voor hetgeen verkregen of geërfd wordt door de provinciën en gemeenten met uitdrukkelijke bestemming tot het onderwijs of tot werken van onderstand en voor hetgeen wordt verkregen of geërfd door de godshuizen, de barmhartige vereenigingen van vrouwen die rechtspersoonlijkheid genieten, de weldadigheidsbureeuen, de bergen van barmhartigheid, de commissiën voor studiebeurzen, de hoogeschoolen die rechtspersoonlijkheid genieten, de seminariën, de kerkfabrieken, de consistoriën en de synagogen.

Bovenstaande bepaling is uitsluitend van toepassing op de Belgische besturen, inrichtingen en instellingen.

ART. 21.

Het recht tegen het percent bepaald voor wat tusschen echtgenooten wordt verworven, is niet van toepassing wanneer de uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot te eenigerlei titel tot de erfenis van den anderen echtgenoot komt.

ART. 22.

Wanneer de overlevende echtgenoot tot de erfenis van zijnen mede-echtgenoot komt in hoedanigheid van wettigen erfgenaam en, daarenboven, te eenig anderen titel, dan wordt het recht verrekend op de algeheelheid van hetgeen hem opkomt, tegen het percent bepaald voor hetgeen tusschen echtgenooten wordt verworven.

ART. 23.

Wanneer een persoon, die den

défunt à des degrés différents dans les lignes paternelle et maternelle, vient à la succession comme donataire ou légataire, le droit est liquidé sur l'intégralité de ce qu'elle recueille au taux le plus favorable au Trésor.

ART. 24.

En cas de répudiation d'une part *ab intestat*, d'une institution contractuelle ou d'une disposition testamentaire, le droit dû par les personnes qui en profitent ne peut être inférieur à celui qu'aurait dû acquitter le renonçant.

Si la répudiation est faite par les représentants et du chef de celui au profit duquel s'est effectuée la transmission par décès, l'émolument dévolu à celui-ci est considéré comme recueilli par lui et comme acquis, ensuite, dans sa succession par les personnes à qui le dit émolument est échu par suite de la répudiation, sans que le droit puisse être inférieur à celui qu'auraient dû acquitter les renonçants.

ART. 25.

Dans le cas de renonciation à la communauté par les héritiers de la femme, le droit dû par l'époux survivant ne peut être inférieur à celui que les héritiers auraient dû acquitter.

ART. 26.

Sans préjudice de l'exemption établie par l'article 48 de la loi du 30 août

overledene in verschillende graden, in de vaderlijke en moederlijke lijnen, in verwantschap bestaat, tot de erfenis komt als begiftigde of legataris, dan wordt het recht, op de algeheelheid van hetgeen hem opkomt, tegen het voor de Schatkist gunstigste percent verrekend.

ART. 24.

Ingeval van verwerping van een aandeel *ab intestat*, van eene bij overeenkomst bedongen erfstelling of van eene uiterste wilsbeschikking, mag het recht verschuldigd door de personen die daarvan het voordeel genieten niet beneden datgene zijn hetwelk de verwerpende had moeten betalen. .

Wordt de verwerping gedaan door de vertegenwoordigers en uit hoofde van dengene te wiens voordeel de overdracht bij overlijden plaats greep, dan wordt het door dezen te genieten aandeel beschouwd als door hem verkregen en als geërfd, vervolgens, in zijne nalatenschap, door de personen aan wie gemeld aandeel vervallen is ten gevolge der verwerping, zonder dat het recht beneden datgene mag zijn hetwelk de verwerpenden hadden moeten betalen.

ART. 25.

Ingeval van verwerping der gemeenschap door de erfgenamen der vrouw mag het door den overlevenden echtgenoot verschuldigde recht niet beneden datgene zijn hetwelk de erfgenamen hadden moeten betalen.

ART. 26.

Onverminderd de vrijstelling bepaald bij artikel 48 der wet van 30 Augustus

1913, est affranchi du droit de succession :

1° Ce qui est recueilli ou acquis par un héritier en ligne directe ou entre époux ayant des enfants ou descendants communs, si la part nette de l'héritier ou de l'époux n'excède pas 2,000 francs.

Si la part nette de l'héritier ou de l'époux survivant excède 2,000 francs sans dépasser 5,000 francs, il est déduit de cette part, pour la liquidation du droit, une somme de 2,000 francs qui demeure, dans tous les cas, exempte de l'impôt; si la dite part nette excède 5,000 francs sans dépasser 10,000 francs, il est déduit de cette part une somme de 1,000 francs.

2° Ce qui est recueilli ou acquis par tous autres héritiers, donataires ou légataires dans les successions dont le montant net ne dépasse pas 2,000 francs.

Si le montant net de la succession dépasse 2,000 francs sans excéder 5,000 francs, il est déduit de ce montant net, pour la liquidation de l'impôt, une somme de 2,000 francs qui demeure, dans tous les cas, affranchie du droit; si le montant net dépasse 5,000 francs sans excéder 10,000 francs, il est déduit de ce montant une somme de 1,000 francs.

ART. 27.

Il n'est pas tenu compte pour la liquidation du droit de succession de ce qui est recueilli ou acquis en usu-

1913, wordt van het successierecht ontheven :

1° Hetgeen wordt verkregen of geërfd door eenen erfgenaam in de rechte lijn, of tussehen echtgenooten hebbende gemeene kinderen of afstammelingen, indien het zuiver aandeel van den erfgenaam, of van den echtgenoot, 2,000 frank niet te boven gaat.

Bijaldien het zuiver aandeel van den erfgenaam, of van den echtgenoot 2,000 frank te boven gaat, zonder 5,000 frank te overtreffen, dan wordt, voor de verrekening van het recht, van dat aandeel eene som afgetrokken van 2,000 frank, dewelke, in alle gevallen, van de belasting vrijgesteld blijft; indien gemeld zuiver aandeel 5,000 frank te boven gaat, zonder 10,000 frank te overtreffen, wordt van dat aandeel eene som van 1,000 frank afgetrokken.

2° Hetgeen wordt verkregen of geërfd door alle andere erfgenamen, begiftigden of legatarissen in de nalatenschappen waarvan het zuiver bedrag 2,000 frank niet te boven gaat.

Bijaldien het zuiver bedrag der nalatenschap 2,000 frank te boven gaat zonder 5,000 frank te overtreffen, dan wordt, voor de verrekening van het recht, van dat zuiver bedrag eene som afgetrokken van 2,000 frank, dewelke, in alle gevallen, van de belasting vrijgesteld blijft; indien het zuiver bedrag 5,000 frank te boven gaat, zonder 10,000 frank te overtreffen, wordt van dat bedrag eene som van 1,000 frank afgetrokken.

ART. 27.

Voor het verrekenen van het successierecht blijft buiten aanmerking hetgeen wordt verkregen of geërfd in

fruit ou à titre de rente ou pension viagère ou périodique, si le bénéficiaire meurt dans les six mois du décès du *de cuius*.

La disposition qui précède, en tant qu'elle concerne les immeubles situés en Belgique, est applicable au droit de mutation par décès.

ART. 28.

Les droits de succession ou de mutation par décès ainsi que les amendes éventuellement dues sont payés dans les deux mois à compter du jour de l'expiration du délai fixé par le premier alinéa de l'article 18 pour le dépôt de la déclaration de succession ou de mutation par décès.

Le Directeur général de l'Enregistrement et des Domaines peut, en cas de nécessité, prolonger le délai de paiement.

Il peut, notamment, si les biens successoraux ne peuvent être réalisés immédiatement sans un préjudice sensible pour les débiteurs de l'impôt, autoriser ceux-ci, moyennant caution, à se libérer par paiements partiels dans un délai qui ne peut dépasser trois ans à partir du décès.

ART. 29.

L'article 57 de la loi du 30 août 1913 est remplacé par ce qui suit :

I. — Les administrations et les établissements publics, toutes associations, compagnies ou sociétés ayant en Belgique leur principal établisse-

vruchtgebruik of ten titel van lijf- of periodieke rente of pensioen, indien de verkrijger binnen de zes maanden na het afsterven van den *de cuius* overlijdt.

De voorgaande bepaling is, voor zooveel zij in België gelegen onroerende goederen betreft, van toepassing op het recht van overgang bij overlijden.

ART. 28.

De rechten van successie of van overgang bij overlijden, alsmede de desgevallende verschuldigde boeten, worden betaald binnen de twee maanden, te rekenen van den dag van het verstrijken van den termijn bepaald bij het eerste lid van artikel 18 tot het overleggen der aangifte van successie of van overgang bij overlijden.

De Algemeene Bestuurder der Registratie en Domeinen kan, zoo noodig, den termijn van betaling verlengen.

Hij kan, namelijk, indien de erfgoederen niet onmiddellijk kunnen worden te gelde gemaakt zonder aan de belastingschuldigen een gevoelig nadeel te berokkenen, dezen, mits borgstelling, toelaten hunne schuld bij gedeeltelijke betalingen te voldoen, binnen een tijdsbestek dat drie jaar, te rekenen van het overlijden, niet mag overtreffen.

ART. 29.

Artikel 57 der wet van 30 Augustus 1913 wordt vervangen door hetgeen volgt :

I. — De openbare beheeren en inrichtingen, alle vereenigingen, maatschappijen of vennootschappen, welke in België hunne hoofdinrichting, een

ment, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, les banquiers, les agents de change, les agents d'affaires et les officiers publics ou ministériels qui sont détenteurs ou débiteurs, de quelque chef que ce soit, de titres, sommes ou valeurs revenant à un héritier, légataire ou autre ayant droit par suite du décès d'un habitant du royaume, ne peuvent en opérer la restitution, le paiement ou le transfert qu'après avoir remis au fonctionnaire de l'Administration de l'Enregistrement, désigné à cette fin, la liste certifiée sincère et véritable des titres, sommes ou valeurs.

Si le déposant ou le créancier demande, après le décès de son conjoint, la restitution ou le paiement des titres, sommes ou valeurs, il doit, au préalable, porter le décès à la connaissance du détenteur ou du débiteur; et celui-ci ne peut satisfaire à la demande qu'après avoir remis au fonctionnaire compétent la liste des titres, sommes ou valeurs dont il était détenteur ou débiteur au jour du décès du conjoint.

Si le détenteur ou le débiteur a effectué une restitution ou un paiement en mains du déposant ou du créancier après la mort et dans l'ignorance de la mort du conjoint de celui-ci, il est tenu, dès qu'il a connaissance du décès, de remettre au fonctionnaire compétent la liste des titres, sommes ou valeurs dont il était détenteur ou débiteur au jour du décès du conjoint.

Cette disposition est également applicable, si une restitution ou un paie-

hulphuis of eenigerlei zetel van verriichtingen hebben, de bankiers, de wisselaars, de zaakwaarnemers en de openbare of ministerieele ambtenaars, welke houders of schuldenaars zijn, uit welken hoofde ook, van titels, sommen of waarden toekomende aan een erfgenaam, legataris of anderen rechthebbende ten gevolge van het overlijden van eenen inwoner van het Rijk, mogen daarvan de teruggave, de betaling of de overdracht niet doen dan na aan den daartoe aangewezen ambtenaar van het Beheer der Registratie de echt en waar verklaarde lijst van de titels, sommen of waarden te hebben afgegeven.

Indien de bewaargever of de schuldenaar, na het overlijden van zijn medeëchtgenoot, de teruggave of de betaling vraagt van de titels, sommen of waarden, moet hij te voren aan den houder of aan den schuldenaar kennis geven van het overlijden; en laatsigemelde mag de vraag slechts inwilligen na aan den bevoegden ambtenaar de lijst te hebben afgegeven van de titels, sommen of waarden waarvan hij, op den dag des overlijdens van den medeëchtgenoot, de houder of schuldenaar was.

Heeft de houder of de schuldenaar eene teruggave of eene betaling gedaan in handen van den bewaargever of van den schuldeischer, na den dood en in de onwetendheid van den dood van dezen medeëchtgenoots, dan is hij gehouden, zoodra het overlijden hem bekend is, aan den bevoegden ambtenaar de lijst af te geven der titels, sommen of waarden waarvan hij, op den dag des overlijdens van den medeëchtgenoot, de houder of schuldenaar was.

Deze bepaling is insgelijks van toepassing indien eene teruggave of eene

ment a été effectué par le détenteur ou le débiteur et reçu par le mandataire ou par le représentant légal du déposant ou créancier, après la mort et dans l'ignorance de la mort du mandant ou de l'incapable. Dans ces hypothèses, le mandataire ou le représentant légal de l'incapable est tenu, dès qu'il a connaissance du décès du mandant ou de l'incapable, d'en informer le détenteur ou le débiteur, qui est tenu, dès lors, de remettre au fonctionnaire compétent la liste visée à l'alinéa précédent.

II. — S'il s'agit de choses confiées au détenteur dans un coffre fermé ou sous un pli cacheté, le coffre ou le pli ne peuvent être restitués aux ayants droit après le décès du déposant ou de son conjoint qu'après avoir été ouverts en présence du détenteur, afin de permettre à celui-ci de dresser la liste prescrite par les dispositions qui précèdent.

Est applicable à l'hypothèse la disposition qui fait l'objet du 2^e alinéa du § 1 ci-devant.

Si le mandataire du déposant ou le représentant légal d'un incapable a retiré, après la mort et dans l'ignorance de la mort du mandant ou de l'incapable, des choses qui avaient été confiées au détenteur dans un coffre fermé ou sous un pli cacheté, le mandataire ou le représentant légal est tenu, dès qu'il a connaissance du décès du mandant ou de l'incapable, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au

betaling door den houder of den schuldenaar gedaan en door den lasthebber of door den wettigen vertegenwoordiger van den bewaargever of schuld-eischer werd ontvangen, na den dood en in de onwetendheid van den dood des lastgevers of des onbekwamen. In deze onderstellingen is de lasthebber of de wettige vertegenwoordiger van den onbekwame gehouden, zoodra het overlijden van den lastgever of van den onbekwame hem bekend is, daarvan kondschap te doen aan den houder of aan den schuldenaar, die van dat oogenblik af verplicht is de in het vorig lid bedoelde lijst aan den bevoegden ambtenaar te verstrekken.

II. Betreft het voorwerpen aan den houder toevertrouwd in een gesloten koffer of onder een verzegelden omslag, dan mogen na het overlijden van den bewaargever of van dezen medeëchtgenoots het koffer of de omslag aan de rechthebbenden niet worden wedergegeven dan na in tegenwoordigheid van den houder te zijn geopend ten einde hem toe te laten de bij de voorgaande bepalingen voorgescreven lijst op te stellen.

Is op de onderstelling van toepassing, de bepaling die het voorwerp van het 2^e lid van naastvoorgaande § 1 uitmaakt.

Indien de lasthebber van den bewaargever of de wettige vertegenwoordiger van eenen onbekwame na den dood en in de onwetendheid van den dood van den lastgever of van den onbekwame, voorwerpen heeft teruggenomen, die aan den houder in een gesloten koffer of onder een verzegelden omslag werden toevertrouwd, dan is de lasthebber of de wettige vertegenwoordiger gehouden, zoodra het over-

1^{er} alinéa du § 4, des choses contenues dans le coffre ou sous le pli.

III. — Si les choses détenues ou les sommes dues peuvent, d'après la convention, être restituées ou payées à un coïntéressé, à quelque titre que ce soit, le détenteur ou le débiteur est tenu :

1^o Dans le mois de la formation de cette convention, d'en donner connaissance au fonctionnaire compétent, et si elle est constatée par écrit de lui transmettre une copie certifiée exacte de cet écrit ;

2^o De retenir une preuve écrite des restitutions ou paiements opérés en mains de l'un des coïntéressés et, le cas échéant, de la date de chaque restitution ou paiement ;

3^o Dès qu'il a connaissance du décès de l'un des coïntéressés ou du conjoint de l'un d'eux : a) de remettre au fonctionnaire compétent la liste des sommes, titres ou valeurs dus ou détenus au jour du décès ; b) de se refuser à la restitution des coffres fermés ou des plis cachetés qu'il délient, avant d'avoir remis au fonctionnaire compétent la liste des choses qu'ils renferment.

Tout coïntéressé qui, après le décès de son conjoint, après le décès de l'un de ses coïntéressés ou du conjoint de celui-ci, demande la restitution des choses détenues ou le paiement des

lijden van den lastgever of van den onbekwame hem bekend is, aan den bevoegden ambtenaar eene lijst af te geven, opgemaakt overeenkomstig het 1^{ste} lid van § 4, van de voorwerpen vervat in het koffer of onder den omslag.

III. — Mogen, volgens de overeenkomst, de bewaarde voorwerpen of de verschuldige sommen, te welken titel het ook zij, aan eenen medebelanghebbende worden teruggegeven of betaald, dan is de houder of de schuldenaar verplicht :

1^o Binnen de maand van het opmaken dezer overeenkomst daarvan aan den bevoegden ambtenaar kennis te geven, en, indien zij schriftelijk werd vastgesteld, hem een echt verklaarde kopie van dat geschrift over te maken ;

2^o Een schriftelijk bewijs te bewaren van de teruggaven of betalingen gedaan in handen van een der medebelanghebbenden en, desgevallende, van den datum van elke teruggave of betaling ;

3^o Zoodra het overlijden van een der medebelanghebbenden of van den medeëchtgenoot van een hunner hem bekend is : a) aan den bevoegden ambtenaar de lijst af te geven van de sommen, titels of waarden verschuldigd of bewaard op den dag van het overlijden ; b) de teruggave der gesloten koffers of der verzegelde omslagen, die hij onder zich heeft te weigeren vooraleer aan den bevoegden ambtenaar de lijst van de daarin vervatte voorwerpen te hebben afgegeven.

Alle medebelanghebbende die, na het overlijden van zijnen medeëchtgenoot, na het overlijden van een zijner medebelanghebbenden of van dezen medeëchtgenoot, teruggave van de be-

sommes dues doit, au préalable, porter le décès à la connaissance du détenteur ou du débiteur

Si l'un des coïntéressés a opéré un retrait ou reçu un paiement postérieurement au décès de l'un des coïntéressés ou de son conjoint dans l'ignorance de ce décès, il doit, dès qu'il a connaissance du décès : a) en informer le détenteur ou le débiteur qui est tenu, dès lors, de se conformer aux dispositions du 1^{er} alinéa, litt. a, du n° 5 du présent paragraphe; b) remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au 1^{er} alinéa du § 1, des choses contenues dans le coffre fermé ou sous le pli cacheté qui étaient détenus.

ART. 50.

I. — Aucun coffre-fort tenu en location chez une personne ou dans une association, collectivité ou société se livrant habituellement à la location de coffres-forts, ne peut être ouvert après le décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des colocataires ou de son conjoint, qu'en présence du loueur, qui est tenu de dresser et de remettre au fonctionnaire de l'enregistrement désigné à cette fin, avant la prise de possession par les ayants droit, la liste certifiée sincère et véritable de tous les titres, sommes, valeurs et objets quelconques contenus dans le coffre. Cette liste doit comprendre, dans tous les cas, les titres, sommes, valeurs et objets quelconques qui seraient renfermés sous des plis cachetés ou dans des boîtes et cof-

waarde voorwerpen of betaling van de verschuldigde sommen vraagt, moet, te voren, het overlijden ter kennis van den bewaarder of van den schuldenaar brengen.

Indien, na het overlijden van een der medebelaaghebbenden of van dezes medeëchtgenoot, een der medebelaaghebbenden eene terugneming heeft gedaan of eene betaling heeft ontvangen in de onwetendheid van dat overlijden, moet hij zoodra hij kennis heeft van het afsterven : a) daarvan bericht geven aan den houder of aan den schuldenaar die van dat oogenblik af verplicht is de bepalingen van het 1^e lid, littera a, van n° 3 dezer paragraaf op te volgen; b) aan den bevoegden ambtenaar eene lijst af te geven, opgemaakt overeenkomstig het 1^e lid van § 1, van de voorwerpen vervat in het gesloten koffer of onder den verzegelden omslag die bewaard werden.

ART. 50.

I. — Geene brandkast in huur gehouden ter woonplaats van eenen persoon of in eene vereeniging, gemeenschap of vennootschap die gewoonlijk brandkasten verhuren, mag worden geopend na het overlijden van den huurder of van zijn medeëchtgenoot, van een der medehuurders of van zijn medeëchtgenoot, dan in tegenwoordigheid van den verhuurder, die gehouden is te verstrekken, vóór de inbezitneming door de rechthebbenden, de echt en waar verklaarde lijst van alle in de kast berustende sommen, waarden en voorwerpen, hoe ook genaamd op te maken en af te geven aan den daartoe aangewezen ambtenaar der registratie. Deze lijst moet in al de gevallen de titels, sommen, waarden en voorwerpen hoe ook genaamd ver-

frets fermés se trouvant dans le coffre-fort.

La liste à dresser par le loueur, conformément au premier alinéa, peut être remplacée par un inventaire si l'élé et exact fait par un notaire dans les formes réglées par les articles 941 et suivans du Code de procédure civile ; dans ce cas, le loueur ne doit pas assister aux opérations de l'inventaire.

II. — Toute personne, quelle qu'elle soit, qui veut procéder ou faire procéder à l'ouverture du coffre-fort après le décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des colocataires ou de son conjoint doit, au préalable, porter le décès à la connaissance du loueur.

Toute personne, quelle qu'elle soit, qui a retiré postérieurement au décès, dans l'ignorance de celui-ci, des choses contenues dans le coffre-fort, est tenue, dès qu'elle a connaissance du décès, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au 1^{er} alinéa du présent article, des choses contenues dans le coffre au jour du retrait.

III. — Toute personne, association, collectivité ou société qui se livre habituellement à la location de coffres-forts est tenue :

1° Avant de commencer ses opérations, de déposer une déclaration de profession au bureau des successions désigné à cette fin ;

2° De tenir un registre sur lequel sont portés les nom, prénoms, profession et domicile de chacun des loca-

melden, die zouden geborgen zijn onder verzegelde omslagen of in gesloten doozen en koffertjes, welke zich in de kast bevinden.

De lijst door den verhuurder op te stellen overeenkomstig het eerste lid, mag worden vervangen door een trouwen en juist inventaris opgemaakt door eenen notaris in de vormen geregeld bij artikelen 941 en volgende van het wetboek van burgerlijke rechtspleging; in dit geval moet de verhuurder de inventarisverrichtingen niet bijwonen.

II. — Elke persoon, wie het ook weze, die na het overlijden van den huurder of van zijnen medeëchtgenoot, van een der medehuursders of van zijnen medeëchtgenoot, tot het openen van de brandkast wil doen overgaan, moet, te voren, het overlijden ter kennis van den huurder brengen.

Elke persoon, wie het ook weze, die na het overlijden, in de onwetendheid daarvan, voorwerpen heeft teruggenomen die in de brandkast berustteden, is gehouden, zoodra het overlijden hem bekend is, aan den bevoegden ambtenaar eene overeenkomstig het 1^e lid van dit artikel opgestelde lijst af te geven van de op den dag der terugneming in de kast berustende voorwerpen.

III. — Elke persoon, vereeniging, gemeenschap of vennootschap die gewoonlijk brandkasten verhuurt, is gehouden :

1° Alvorens zijne verrichtingen te beginnen, eene beroepsaangifte over te leggen ten daartoe aangewezen kantore der eisenissen ;

2° Een register aan te houden waarin worden vermeld namen, voornamen, beroep en woonplaats van elk

taires et, le cas échéant, de leur conjoint :

3° D'exiger que toute personne, quelle qu'elle soit, qui demande à ouvrir le coffre-fort loué, établisé, au préalable, son identité et appose sa signature sur un registre à ce destiné, avec l'indication du jour et de l'heure de l'apposition de la signature ;

4° De communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'enregistrement les registres désignés sous les n°s 2 et 3 du présent paragraphe, ainsi que tous les contrats de location en cours ou expirés depuis moins de cinq ans ;

5° De se refuser, dès qu'elle a connaissance du décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des colocataires ou de son conjoint, à l'enlèvement des choses y contenues avant qu'elle ait dressé et remis au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au 1^{er} alinéa du présent article, de tous les titres, sommes, valeurs et objets quelconques contenus dans le coffre, ou, le cas échéant, avant qu'il ait été dressé inventaire conformément au 2^e alinéa du § 1 ci-avant.

IV. — Un fonctionnaire de l'Enregistrement et des Domaines peut, en tous cas, assister soit à la confection de la liste à dresser par le loueur, soit à l'inventaire notarié. A cet effet, le loueur qui doit confectionner la liste ou, selon le cas, le notaire chargé de faire l'inventaire est tenu d'informer le fonctionnaire désigné à cette fin des lieu, jour et heure où l'opération sera effectuée. L'information doit être donnée par lettre recommandée à la poste ;

der huurders en, desgevallende, van hun medeëchtgenoot ;

3° Te eischen dat hoegenaamd welke persoon, die vraagt om de verhuurde brandkast te openen, te voren zijne eenzelvigheid bewijze en zijne handteekening stelle op een daartoe bestemd register met aanduiding van dag en uur van het stellen der handteekening ;

4° Zonder verplaatsing aan de ambtenaars der registratie inzage te geven van de onder n°s 2 en 3 dezer paragraaf aangeduide boeken, alsmede van alle loopende, of sedert minder dan vijf jaren vervallen verhuurcontracten ;

5° Zoodra hij kennis heeft van het overlijden van den huurder of van zijn medeëchtgenoot, van een der medehuurlers of van dezes medeëchtgenoot, het wegnemen te weigeren der daarin geborgen voorwerpen vooraleer doór hem opgesteld en aanden bevoegden ambtenaar overhandigd zij, eene overeenkomstig het 1^o lid van dit artikel opgemaakte lijst, van alle titels, sommen, waarden en voorwerpen hoe ook genaamd, in de kast geborgen, of, desvoorkomend, vooraleer, overeenkomstig het 2^o lid van voorgaande § 1, een inventaris opgemaakt geworden zij.

IV. — Een ambtenaar der registratie en domeinen mag, in alle geval, hetzij het opmaken der door den verhuurder op te stellen lijst, hetzij de notarieele inventarisatie bijwonen. Te dien einde is de verhuurder die de lijst moet opstellen, of, naar het geval, de notaris belast met het opmaken van den inventaris, gehouden den daartoe aangewezen ambtenaar kennis te geven van plaats, dag en uur der verrichting. De kennisgeving moet ge-

et les opérations de confection de la liste ou de l'inventaire ne peuvent être commencées avant le quatrième jour qui suit celui où la lettre d'information a été remise à la poste.

ART. 51.

Sont considérés, pour la perception du droit de succession, comme appartenant au défunt pour une part virile, sauf preuve contraire réservée tant à l'Administration qu'aux redevables, les titres, sommes, valeurs ou objets quelconques déposés dans un coffre-fort tenu en location conjointement ou solidairement par le défunt et par une ou plusieurs autres personnes, ainsi que les choses détenues et les sommes dues visées sous le § III de l'article 29.

La preuve fournie par les redevables contre cette présomption de propriété ne peut être admise que si elle résulte d'écrits ayant acquis date certaine plus de trois ans avant la mort du *défunctus*. Il en est de même de la preuve contre la présomption de propriété qui s'attache au fait qu'un coffre-fort était tenu en location par le défunt seul ou au fait que celui-ci avait confié à un détenteur dans un coffre fermé ou sous un pli cacheté des titres, sommes, valeurs ou objets quelconques.

ART. 52.

Toute contravention aux dispositions des articles 29 et 50, est punie

schieden bij ter post aangeteekenden brief; en de verrichtingen van opmaking van de lijst of van den inventaris mogen geenen aanvang nemen vóór den vierden dag volgende aan dengene waarop de brief voor kennisgeving ter post werd afgegeven.

ART. 51.

Worden, voor de heffing van het successierecht beschouwd, als aan den afgestorvene voor een hoofdelijk aandeel toe te behooren, behoudens tegenbewijs voorbehouden aan 't Beheer, zoowel als aan de schatplichtigen, de titels, sommen, waarden of voorwerpen hoe ook genaamd, nedergelegd in eene door den afgestorvene en door één of meer andere personen gezamenlijk of solidairlijk in huur gehouden brandkast, alsmede de in bewaring gehouden voorwerpen en de verschuldigde sommen, bedoeld onder § 5 van artikel 29.

Het door de schatplichtigen tegen dit vermoeden van eigendom geleverde bewijs kan niet worden aangenomen tenzij het voortvloeië uit geschriften die, meer dan drie jaar vóór den dood van den *défunctus*, bepaalde dagteekening verwierven. Dit geldt eveneens ten aanzien van het bewijs tegen het vermoeden van eigendom in verband met het feit, dat eene brandkast door den afgestorvene alleen in huur werd gehouden, of met het feit, dat laatstgemelde sommen, waarden of voorwerpen hoe ook genaamd in een gesloten koffer of onder een verzegelden omslag, aan eenen bewaarnemer had toevertrouwd.

ART. 52.

Alle overtreding der bepalingen van de artikelen 29 en 50, wordt gestraft

d'une amende de 500 à 5,000 francs.

L'administration est autorisée à établir la contravention par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

Les contrevenants sont solidairement tenus avec les héritiers ou légataires au paiement des droits qui auraient été éludés par le fait de la contravention, ainsi que des intérêts et des amendes.

ART. 53.

Les déclarations, listes et copies visées dans les articles 29 et 30 sont exemptes du timbre et de l'enregistrement.

ART. 54.

Les personnes physiques et morales désignées à l'article 29 sont tenues de fournir aux fonctionnaires de l'Enregistrement et des Domaines tous les renseignements jugés par eux nécessaires à l'effet d'assurer la juste perception des droits de succession.

Les renseignements ne peuvent être demandés qu'en vertu d'une autorisation spéciale du Directeur général de l'Enregistrement et des Domaines. Cette autorisation doit, en toute hypothèse, contenir la désignation précise de la personne décédée.

Quiconque contrevient au 1^{er} alinéa du présent article soit en refusant de fournir les renseignements demandés, soit en délivrant des renseignements inexacts ou incomplets est passible d'une amende de 500 à 5,000 francs. Le contrevenant est, en outre, solidairement tenu avec les héritiers ou légataires, au paiement des droits qui auraient été éludés par le fait de la con-

met eene boete van 500 tot 5,000 frank.

Het Beheer wordt gemachtigd de overtreding te bewijzen bij alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed.

De overtreders zijn met de erfgenamen of legatarissen solidairlijk gehouden tot betaling der rechten die, uit hoofde van de overtreding, ontdoken mochten zijn, alsmede der interesten en der boeten.

ART. 55.

De aangiften, lijsten en afschriften bedoeld in artikelen 29 en 30, zijn vrij van zegel en registratie.

ART. 54.

De in artikel 29 aangeduide natuurlijke en zedelijke personen zijn gehouden aan de ambtenaars der registratie en domeinen al de inlichtingen te verstrekken door hen noodig geoordeeld ten einde de rechtmatige heffing van het successierecht te verzekeren.

De inlichtingen kunnen slechts worden gevraagd krachtens bijzondere toelating van den Algemeenen Bestuurder der Registratie en Domeinen. Deze toelating moet, in alle onderstelling, de juiste aanduiding van den afgestorven persoon behelzen.

Alwie het eerste lid van dit artikel overtreedt, hetzij door de gevraagde inlichtingen weigeren te verstrekken, hetzij door onnauwkeurige of onvolledige inlichtingen te verstrekken, is strafbaar met eene boete van 500 tot 5,000 frank. De overtreder is, bovendien, met de erfgenamen of legatarissen solidairlijk gehouden tot betaling der rechten die uit hoofde

travention, ainsi que des intérêts et des amendes.

L'Administration est autorisée à établir les contraventions visées à l'alinéa précédent ainsi qu'il est dit à l'article 52 ci-avant.

TITRE II.

Droits d'enregistrement et de transcription.

ART. 55.

Toute dissimulation dans le prix d'une vente de meubles ou d'immeubles ou dans la soulte d'un échange est passible dans le chef du vendeur, de l'acquéreur et de chacun des co-échangistes, individuellement, d'une amende égale à deux fois les droits éludés. Les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus des droits supplémentaires exigibles sauf, s'il y a lieu, leur recours entre eux pour ces droits seulement.

Sans préjudice, en ce qui concerne les immeubles, des dispositions légales existantes relatives à l'expertise, l'existence de la dissimulation peut être établie, quelle qu'en soit l'importance, par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

Les droits supplémentaires qui auraient été payés ensuite d'une insuffisance immobilière constatée par une expertise ou par une soumission souscrite en vue d'éviter l'expertise, seront imputés sur le supplément de droit liquidé conformément au premier alinéa du présent article.

Les dispositions qui précèdent sont

der overtreding mochten ontdoken zijn, alsmede der interesten en der boeten.

Het Beheer is gemachtigd de in het vorig lid bedoelde overtredingen te doen blijken zooals gezegd in het voorgaande artikel 52.

TITEL II.

Rechten van registratie en van overschrijving.

ART. 55.

Alle bewimpeling van den prijs van eenen verkoop van roerende of onroerende goederen of van den toeslag op eene ruiling is strafbaar, in den persoon van den verkooper, van den aankoper en van ieder der mederuijlers persoonlijk, met eene boete gelijk aan tweemaal de ontdoken rechten. De overtreders zijn, bovendien, solidairlijk gehouden tot betaling der opvorderbare aanvullende rechten, behoudens, zoo daartoe gronden zijn, hun onderlingverhaal, voor deze rechten alleen.

Onverminderd, wat de onroerende goederen betreft, de bestaande wettelijke bepalingen betreffende de schatting, kan het bestaan der bewimpeling worden vastgesteld, welk ook het belang er van zij, door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed.

De aanvullende rechten die mochten betaald zijn ingevolge eener onroerende ontoereikendheid vastgesteld bij eene schatting, of bij eene verbintenis onderschreven ten einde de schatting te vermijden, worden bestreden uit het aanvullend recht verrekend overeenkomstig het 1^o lid van dit artikel.

De bovenstaande bepalingen zijn

également applicables en cas de dissimulation totale ou partielle des charges imposées à l'acquéreur ou à l'un des coéchangistes.

ART. 36.

L'Administration est autorisée à prouver par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment, que la convention actée dans un écrit présenté à la formalité de l'enregistrement n'est pas celle qui a été conclue entre parties. Si cette preuve est administrée, chacune des parties encourt, individuellement et sans recours, une amende égale à deux fois les droits fraudés et est, en outre, solidairement tenue de ces droits sauf, s'il y a lieu, son recours contre l'autre partie pour ces droits.

ART. 37.

Il ne peut en aucun cas être accordé remise de l'amende édictée par les articles 55 et 56.

ART. 38.

Sans préjudice des dispositions de la loi du 17 juin 1887 sur les échanges de biens ruraux non bâtis, sont assujettis aux droits d'enregistrement et de transcription établis pour les ventes immobilières les échanges de biens immeubles.

Les droits sont liquidés sur la valeur vénale d'une des prestations, en ayant égard à celle qui donnerait lieu au droit le plus élevé si toutes deux étaient consenties moyennant un prix en argent fixé d'après cette valeur vénale.

insgelijks van toepassing ingeval van geheele of gedeeltelijke bewimpeling der lasten, welke den aankoper of een der mederuilers opgelegd zijn.

ART. 36.

Het Beheer wordt gemachtigd te doen blijken, door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed, dat de overeenkomst opgenomen in een ter formaliteit der registratie aangeboden schrift, diegene niet is die onder partijen werd getroffen. Wordt dit bewijs verstrekt, dan verbeurt elk der partijen, persoonlijk en zonder verhaal, eene boete gelijk aan tweemaal de gesloken rechten en is zij, bovendien, solidairlijk tot betaling dier rechten gehouden, behoudens, indien daartoe gronden zijn, haar verhaal tegen de andere partij voor deze rechten.

ART. 37.

In geen geval mag van de bij artikelen 55 en 56 voorgeschreven boete kwijtschelding worden verleend.

ART. 38.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen der wet van 17 Juni 1887 op de ruilingen van ongebouwde landelijke goederen, zijn de ruilingen van onroerende goederen aan de voor onroerende verkoopen gestelde rechten van registratie en overschrijving onderworpen.

De rechten worden verrekend op de verkoopwaarde van eene der prestatien, met inachtneming dergene die tot het hoogste recht zou aanleiding geven indien beide gedaan waren tegen een volgens deze verkoopwaarde vastgestelden prijs in geld.

ART. 39.

Est rendu applicable au droit de transcription l'article 5 de la loi du 27 ventôse an IX, en tant qu'il édicté une amende égale au droit supplémentaire d'enregistrement, dans tous les cas où les frais de l'expertise tombent à la charge du redevable.

ART. 40.

Toute désignation inexacte dans un acte portant donation entre vifs, du degré de parenté entre le donateur et les donataires, est passible dans le chef du donateur et des donataires, individuellement, d'une amende égale au droit éludé. Les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus du droit supplémentaire exigible sauf, s'il y a lieu, leur recours entre eux pour ce droit seulement.

L'amende est portée au double si la contravention a été commise de mauvaise foi. Il ne peut dans ce cas être fait aucune remise de l'amende.

ART. 41.

Le troisième alinéa de l'article 5 de la loi du 15 mai 1903 est remplacé par ce qui suit :

Le tout, sauf application, en ce qui concerne les biens immeubles, des dispositions existantes relatives à l'expertise.

ART. 42.

Le quatrième alinéa de l'article 6 de la loi du 50 août 1913 est remplacé par ce qui suit :

ART. 39.

Op het recht van overschrijving wordt artikel 5 der wet van 27 ventôse jaar IX van toepassing gemaakt in zoover het met eene boete gelijk aan het aanvullend registratierecht bedreigt voor al de gevallen waarin de kosten der schatting ten laste van den schatplichtige komen.

ART. 40.

Elke onnauwkeurige aanduiding van den graad van verwantschap tusschen begiftiger en begiftigden, in eene akte houdende schenking onder de levenden is strafbaar in het hoofd van den begiftiger en van de begiftigden, persoonlijk, met eene boete gelijk aan het ontdoken recht. De overtreders zijn, daarenboven, solidairlijk gehouden tot het opvorderbaar aanvullende recht, behoudens, zoo daartoe aanleiding is, hun verhaal voor dit recht alleen.

De boete wordt op het dubbel gebracht indien de overtreding te kwader kouw werd begaan. In dit geval mag geene kwijtschelding van boete verleend worden.

ART. 41.

Het derde lid van artikel 5 van de wet van 15 Mei 1903 wordt vervangen door hetgeen volgt :

Het alles, behoudens toepassing, wat de onroerende goederen aangaat, der bestaande bepalingen betreffende de schatting.

ART. 42.

Het 4° lid van artikel 6 der wet van 50 Augustus 1913 wordt vervangen door hetgeen volgt :

Sont rendues applicables à la matière, pour la constatation de la valeur des biens immeubles, les dispositions existantes relatives à l'expertise.

TITRE III.

Dispositions communes.

ART. 43.

Tout fonctionnaire public, tout officier public ou ministériel et, généralement, toute personne chargée d'un service public qui s'est rendu coupable ou complice de manœuvres destinées à éluder l'impôt, soit en dressant ou en faisant dresser des actes ayant pour objet des conventions simulées ou entachées de dissimulation, soit en dressant des inventaires frauduleux, soit en rédigeant ou en faisant rédiger des déclarations de succession frauduleuses, soit de toute autre manière, est personnellement passible, indépendamment des sanctions disciplinaires, d'une amende de 1,000 à 10,000 fr. dont la remise ne peut en aucun cas être accordée. Il est, en outre, solidairement tenu avec les redevables au paiement des droits qui auraient été éludés par le fait de l'infraction et, le cas échéant, des intérêts et des amendes.

L'Administration est autorisée à établir l'infraction par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

Le contrevenant peut, en outre, sur la poursuite du Ministère public,

Worden ten deze toepasselijk gemaakt voor het vaststellen van de waarde der onroerende goederen, de bestaande bepalingen betreffende de schatting.

TITEL III.

Gemeenschappelijke bepalingen

ART. 43.

Elk openbare ambtenaar, elk openbare of ministerieele beambte en, over 't algemeen, elke met eene openbare bediening belaste persoon die zich schuldig of medeplichtig heeft gemaakt aan handelingen strekkende tot het onduiken van de belasting, hetzij door het opmaken of het doen opmaken van akten die overeenkomsten veinzen of die met bewimpeling besmet zijn, hetzij door het opmaken van bedrieglijke inventarissen, hetzij door het opstellen of het doen opstellen van bedrieglijke aangiften van nalatenschap, hetzij op eenige andere wijze, is, ongerekend de tuchtmaatregelen, persoonlijk strafbaar, met eene boete van 1,000 tot 10,000 frank, waarvan in geen geval kwijtschelding mag verleend worden. Hij is daarenboven met de schatplichtigen solidairlijk gehouden tot betaling der rechten die door het feit der overtreding mochten ontdoken zijn en, desvoorkomend, der interesten en der boeten.

Het Beheer is gemachtigd de overtreding vast te stellen door alle middelen van gemeen recht, den eed uitgezonderd.

De overtreder kan, daarenboven, op vervolging van het Openbaar Ministerie, worden veroordeeld tot

être condamné à un emprisonnement de 3 mois à 2 ans.

ART. 44.

L'action en recouvrement des amendes édictées par les articles 14, 17, 32, 34 et 43 se prescrit par dix ans.

TITRE IV.

Dispositions transitoires.

ART. 45.

I. Sont réduits de moitié les droits dus à raison d'une nue propriété recueillie dans la succession d'un habitant du royaume décédé avant la date de la mise en vigueur de la présente loi, si avant cette date il n'avait pas été fourni caution conformément à l'article 20, 1^{er} alinéa, de la loi du 27 décembre 1817.

Les droits ainsi réduits seront payés dans les trois mois de la date de la mise en vigueur de la présente loi ou dans les trois mois qui suivent l'échéance des délais fixés par l'article 53 de la loi du 30 août 1913, selon que ces délais expirent ou non avant le jour où la présente loi sera obligatoire.

Si les droits ne sont pas payés dans le délai ci-dessus fixé, l'intérêt légal, au taux fixé pour la matière civile, est exigible de plein droit, à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

II. Les dispositions des articles 10, 11, 12, 14 et 34 sont applicables aux

eene gevangenisstraf van 3 maand tot 2 jaar.

ART. 44.

De eisch tot invordering der bij artikelen 14, 17, 32, 34 en 43 bedreigde boeten, verjaart met tien jaar.

TITEL IV.

Overgangsbepalingen.

ART. 45.

I. Worden tot de helft verminderd de rechten verschuldigd wegens eenen blooten eigendom verkregen in de nalatenschap van eenen bewoner van het Rijk die vóór den datum van de inwerkingstelling dezer wet is overleden, indien overeenkomstig artikel 20, 1^e lid, der wet van 27 December 1817, vóór dien datum geene borgstelling werd gedaan.

De aldus verminderde rechten moeten betaald worden binnen de drie maanden na den datum der inwerkingstelling dezer wet, of binnen de drie maanden die volgen op den vervaldag van de bij artikel 53 der wet van 30 Augustus 1913 gestelde termijnen, naar gelang deze termijnen al dan niet vervallen vóór den dag waarop deze wet verplichtend zal wezen.

Worden de rechten binnen de hooger gestelde termijnen niet betaald, dan is de wettige interest, tegen den rentevoet bepaald voor de burgerlijke zaken, van rechtswege verschuldigd van den dag af waarop de betaling had moeten geschieden.

II. — De bepalingen van artikelen 10, 11, 12, 14 en 34 zijn toepasselijk

successions ouvertes avant la mise en vigueur de la présente loi.

III. Les dispositions des articles 16 et 17 sont applicables aux décès survenus avant la date de la mise en vigueur de la présente loi si avant cette date la déclaration de succession n'a pas été déposée.

IV. Les personnes physiques ou morales désignées au § 1, 1^{er} alinéa, de l'article 29 qui sont détentrices de choses ou débitrices de sommes qui, d'après des conventions antérieures à la mise en vigueur de la présente loi, peuvent être restituées ou payées à un coïntéressé à quelque titre que ce soit, sont tenues de donner connaissance des dites conventions au fonctionnaire compétent, dans les trois mois à compter du jour où la présente loi sera obligatoire.

TITRE V.

Dispositions abrogatoires.

ART. 46.

Sont abrogés l'article 24 de la loi du 27 décembre 1817, les articles 1, 2, 3, 13 et 17, 1^{er} alinéa, de la loi du 17 décembre 1851, les articles 3, 4 et 7 de la loi du 1^{er} juillet 1869, les articles 49, 52 et 53, 1^{er} et 2^e alinéas, de la loi du 30 août 1913 ainsi que toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1919.

op de erfenissen welke opengevallen zijn vóór het in werking treden dezer wet.

III. — De bepalingen van artikelen 16 en 17 zijn toepasselijk op de sterfgevallen die zich voorgedaan hebben vóór den datum der inwerkingstelling dezer wet, indien de aangifte van nalenschap vóór dezen datum niet werd ingediend.

IV. — De onder § 1, 1^e lid, van artikel 29 bedoelde natuurlijke of zedelijke personen, die houders zijn van zaken of schuldenaars van sommen, welke blijkens overeenkomsten aangegaan vóór de inwerkingstelling dezer wet, mogen worden teruggegeven of uitbetaald aan eenen medegerechtigde uit welken hoofde ook, zijn gehouden gemelde overeenkomsten aan den bevoegden ambtenaar kenbaar te maken, binnen de drie maanden na den dag waarop deze wet verplichtend zal wezen.

TITEL V.

Afschaffende bepalingen.

ART. 46.

Worden afgeschaft, artikel 24 der wet van 27 December 1817, artikelen 1, 2, 3, 13 en 17, 1^e lid, der wet van 17 December 1851, artikelen 3, 4 en 7 der wet van 1 Juli 1869, artikelen 49, 52 en 53, 1^e en 2^e leden, der wet van 30 Augustus 1913, alsmede alle met deze wet strijdige bepalingen.

Gegeven te Brussel, den 18 Maart 1919.

ALBERT :

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MAART 1949.

Ontwerp van wet

brengende wijzigingen in de wetten op de successie-, registratie- en overschrijvingsrechten.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ingevolge 's Konings bevelen, heb ik de eer aan uwe beraadslaging te onderwerpen een ontwerp van wet waarbij verscheidene wijzigingen in de wetten op de successie-, registratie- en overschrijvingsrechten worden gebracht.

Dit ontwerp beoogt, evenals de andere ontwerpen van fiscale hervorming, die ik bij de Kamer aanhangig maak, terzelfder tijd eene toeneming van de opbrengst der belastingen, een degelijkeren omslag dezer en de beteugeling van het bedrog.

Ziehier, in breede trekken, de voorgestelde hervormingen :

Wij hebben geacht het recht der overdrachten bij overlijden in de rechte linie vooreerst van toepassing te moeten stellen op al de erfelijke waarden, met inbegrip van de mobiele waarden. Dit is een maatregel die zich vóór alles opdringt.

Wij stellen u daarna voor het tarief van de successierechten te herzien : zooals thans zal het recht toenemen volgens den graad van verwantschap en geëvenredigd zijn aan de sommen en waarden ; bovendien, en dit is het hoofdkenmerk der hervorming, het zal bij schijven klimmen.

Anderdeels zijn wij van gevoelen, dat eenige verbeteringen in de bestaande wetgeving behoren gebracht te worden.

Ten slotte vragen wij U wapenen om de richtige toepassing der wetten op het successie-, registratie- en overschrijvingsrecht te verzekeren.

Het bedrog openbaart zich in de onderwerpelijke zaak op verschillende wijzen :

Betreffende registratie- en overschrijvingsrechten, is het de verdrinking van overeenkomsten, de bewimpeling van den prijs in de overgangen onder een bezwarenden titel, de valsche aangifte betreffende de verwantschap in de akten houdende schenking onder de levenden.

Wat zien wij in zake successie?

De afgestorvene heeft, wanneer hij bij den lijve was, zijne goederen doen overgaan op het hoofd zijner erfgenamen, 't zij door giften uit de hand *in extremis*, 't zij door verdrichte overeenkomsten; — de erfgenamen helen voor de schatkist de waarden aan toonder die tot de erfenis behooren —; de *de cuius* ontwijkt de bepalingen der wet door middel van zekere bewaaringen in banken, te zijnen naam en ten name van eenen derde gedaan; de vertegenwoordigers van den afgestorvene geven, van het erfelijk lichamelijk mobiliair, in de aangifte eene raming op die, dikwijls, voor bespottend kan worden gehouden en die, in elk geval, ver onder de verkoopwaarde blijft; — eindelijk, de erfgenamen verminderen den belastbaren grondslag, door in het passief verzoonen schulden op te nemen.

De bepalingen die u worden voorgesteld en die wij in bijzonderheden gaan onderzoeken, hebben ten doel deze verschillende misbruiken, die jaarlijks de schatkist van aanzienlijke ontvangsten versteken, te beteugelen.

TITEL EÉN.

Successierecht.

ART. 1 TOT 34.

Onder de bestaande wetgeving worden de in België gelegen onroerende goederen, alsmede de schuldvorderingen en de renten gehypothekeerd op in België gelegen onroerende goederen, slechts door het recht van overdracht bij overlijden getroffen wanneer de nalatenschap in de rechte linie vervalt, ofwel aan echtgenooten hebbende kinderen of afstammelingen gesproten uit hun gemeen huwelijk.

Artikel één van het ontwerp heeft ten doel aan hetzelfde fiscaal stelsel te onderwerpen al de nalatenschappen, zoowel die waartoe de verwanten in de rechte linie of de overlevende echtgenoot worden geroepen, als die welke worden toegekend aan zijverwanten of aan niet-verwante personen. Het beoogt inzonderheid door het successierecht te treffen, wanneer zij door erfgenamen in de rechte linie of door den overlevenden echtgenoot worden verworven, al de *roerende* waarden van welken aard ook, door den afgestorvene nagelaten.

Deze bepaling vindt hare verantwoording in haarzelve.

Gelijkstelling, wat de belastbare stof betreft, van de nalatenschappen vervallen in de rechte linie, en van de andere nalatenschappen, brengt afschaffing mede der bijzondere wijze van schatting der onroerende goederen, vastgesteld voor eerstbedoelde bij artikel 3 der wet van 17 december 1851,

te weten het tot kapitaal brengen van het kadastraal inkomen door den officiëlen vermenigvuldiger.

Het 2^e lid van artikel 2 geeft den tekst weer van artikel 7, 1^{ste} lid, der wet van 17 december 1851, onder vervanging van het woord « gebeurlijk », in dit laatste artikel gebezigd, door de uitdrukking « op voorwaarde van overleving ». Deze wijziging heeft ten doel door de wetgeving eene oplossing te doen bekrachtigen die door de rechtspraak werd aangenomen. De vraag werd opgeworpen of, opdat artikel 7, 1^e lid, der wet van 1851 toepasselijk weze, *ieder* der echtgenooten behoort geroepen te zijn, *ingeval van overleving*, meer dan de helft der gemeenschap te nemen, ofwel of het volstaat dat *één* der echtgenooten bij het huwelijkscontract geroepen zij, *indien hij overleeft*, de voordeelen te genieten van het beding waarbij van de gelijke verdeling wordt afgeweken. Twee arresten, het een van het Beroepshof te Gent, van 29 Maart 1874, het andere van het Beroepshof te Brussel, van 12 Februari 1887 (Algemeen Verzamelingsboek der Registratie, n^{os} 7404 en 10850) luiden in den tweeden zin. Deze rechtspraak wordt door den voorgestelden tekst bekrachtigd.

Het 5^e lid van artikel 2 wijzigt eene misgreep die voorkomt in het 2^e lid van voormeld artikel 7. Naar hare letterlijke voorzieningen zou deze laatste bepaling moeten toegepast worden zelfs ingeval de man komende te overlijden, de vrouw de gemeenschap verwerpt. Welnu, dergelijke toepassing is onmogelijk. De erfgenamen van den man, zegt de tekst, worden geacht begiftigden te zijn; maar begiftigden door wie? Men kan ze niet beschouwen als begiftigden door de vrouw, aangezien deze nog leeft. Beschouwt men ze als begiftigden door den man, dan zijn zij het successierecht verschuldigd, niet krachtens artikel 7, maar bij toepassing van de algemeene beginselen die de heffing beheerschen; inderdaad de goederen aan wier eigendom de vrouw verzaakt, vinden zij in de nalatenschap van den man en zij moeten, voor deze goederen evenals voor de andere waarden der erfenis, de rechten van overdracht bij overlijden betalen.

Ter verantwoording der bepaling in artikel 3 opgenomen, kan men niet beter doen dan den tekst weer te geven der memorie van toelichting van artikel 49 van het ontwerp dat werd ingediend ter zitting van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, op 11 Juni 1913.

« Deze maatregel is de eerste die geboden is indien men wil dat de heffing « van het recht van successie op de mobiele waarden een voldongen feit « worde. »

« Luidens artikel 895 van het Burgerlijk Wetboek mag men te kosteloozen « titel over zijne goederen niet beschikken dan bij schenking onder de « levenden of bij testament.

« De overwegingen die het vestigen van eene belasting op de testamentaire « schenkingen rechtvaardigen, zijn, in alle opzichten, toepasselijk op deschen- « kingen onder de levenden. Er bestaat, van weerszijden, eene overdracht

» van eigendom die geschiedt onder de bescherming der burgerlijke wetten ;
» van weerszijden voor den bevoordeelde eene verrijking, eene vermeerdering van fortuin, gratis, zonder arbeid bekomen.

» Onder de heerschappij der bestaande wetgeving, geeft de testamentaire schenking in feite opening tot eene belasting : het recht van successie. De schenkingen onder de levenden worden ook met een recht belast : het registratierecht ; maar dit is slechts opvorderbaar indien de schenking vastgesteld is door eene akte aan de formaliteit onderworpen,

» Dit registratierecht wordt geheven wanneer de schenking tot voorwerp heeft onroerende goederen of roerende onlichamelijke goederen, — bij voorbeeld hypothecaire schuldvorderingen, — omdat de burgerlijke wet alsdan de geldigheid der verrichting afhankelijk maakt van het opstellen eener authentieke akte en dat de authentieke akten onderworpen zijn aan de registratie binnen een stipt bepaalde termijn.

» Heeft echter de schenking mobiele lichamelijke goederen, geldspeciën, titels aan toonder, tot voorwerp, dan wordt zij doorgaans zonder akte gedaan ; ofwel, indien eene akte wordt opgemaakt, is het eene onderhandsche akte, dewelke de partijen zich onthouden ter registratie aan te bieden, formaliteit die, bij deze gelegenheid, niet verplichtend is.

» Daaruit volgt, dat feitelijk de schenkingen uit de hand aan de heffing van alle belasting ontsnappen. Een doorrijk persoon kan zijne geldswaardige papieren aan zijne vermoedelijke erfgenamen of aan vreemden geven, zonder dat eenig recht kunne opgevorderd worden, zelfs als ware de schenking *in extremis* gedaan geworden, met het doel de heffing van het recht van successie te vermijden.

» Die rijkard heeft wellicht weerszin om zich tijdens zijn leven te berooven. Dan doet hij zijne aktiën, zijne staatsrenten, zijne bankrekening voor het vruchtgebruik te zijnen name inschrijven en, voor den naakten eigendom, ten name van degenen welke hij begiftigen wil. Geen recht is opvorderbaar, noch zo lang hij bij den lijve is, noch na zijn overlijden. Vruchteloos voert het beheer aan, door akten en feiten welke stevige vermoedens vestigen, dat de afgestorvene, in de laatste jaren, ja zelfs in de laatste uren van zijn leven, in geldspeciën, in titels aan toonder, een min of meer aanzienlijk kapitaal bezat, waarvan geene enkele omstandigheid de verdwijning op den dag van het overlijden kan uitleggen ; meestal ziet het zijne aanvraag afgewezen om de reden dat de afgestorvene over zijne goederen heeft kunnen beschikken uit de hand en dat die eenvoudige mogelijkheid volstaat om de door den fiscus aangevoerde vermoedens van weglating te ontzenuwen (Brussel, Beroep van 24 Januari 1907 ; Luik, Beroep van 18 Juni 1912).

» Artikel 49 van het wetsontwerp heeft voor strekking de heimelijke verstandhouding onmogelijk te maken. Het zegt tot de burgers : Beschikt over uwe goederen door schenking onder de levenden, ontdoet u vóór uw overlijden ; het is uw recht, daaraan stel ik geen hinderpaal ; maar ik eisch dan ook dat de schenking blijke uit eene akte, en dat die akte aan de formaliteit der registratie onderworpen worde ; zooniet zullen de

» geschonken waarden geacht worden in uwen erfboedel te bestaan tot
 » heffing der successierechten.

» Zal men tegenwerpen, dat zulks de partijen onrechtstreeks plichten
 » is voor de schenkingen van hand tot hand de registratierechten te betalen ?
 » Dusdanig zal wel inderdaad de uitslag zijn ; doch, zooals wij zooeven
 » zeiden, bestaat er geene reden opdat de schenkingen van mobiliere waar-
 » den ontsnappen aan de belasting gesteld op de overdrachten tusschen de
 » levenden.

» De voorgestelde bepaling is dus uit alle oogpunten gewettigd ; gematigd-
 » heidshalve, wordt de toepassing ervan beperkt tot de milddadigheden
 » gedaan in de drie jaren die het overlijden voorafgaan, naar het voorbeeld
 » der Engelsche wet van 29 April 1910. »

Aan de voorgaande beschouwingen is weinig toe te voegen.

In den grond behoort de voorgestelde bepaling aldus te worden uitgelegd,
 dat indien de afgestorvene eene milddadigheid heeft gedaan tijdens de drie
 jaren voorafgaande aan zijn overlijden, de goederen die daarvan het voor-
 werp uitmaken, geacht zullen worden door den afgestorvene gegeven
 geweest te zijn aan zijne algemeene opvolgers.

Men zal opwerpen dat het vermoeden ongewettigd zijn kan, dat de mild-
 dadigheid zeer wel door den afgestorvene kan gedaan geweest zijn aan
 anderen dan aan zijne algemeene opvolgers en dat derhalve de opvordering
 onrechtvaardig zal zijn.

Deze opwerping is geenszins afdoende.

Vooreerst is het zeker dat zeer dijkwijls het vermoeden met de werkelijk-
 heid zal strooken ; het is een feit dat dikwijls giften uit de hand *in extremis*
 door den afgestorvene aan zijne erfgenamen worden gedaan, met het enkel
 doel hun de betaling der successierechten te sparen. Hoogergemeld arrest
 van het Beroepshof te Luik, van 18 Juni 1912, behelst te dien opzichte eene
 verklaring die behoort onderstreept te worden : « Aangezien, luidt gemeld
 » arrest, dat het met waarschijnlijkheid kan aangenomen worden dat de
 » afgestorvene, ministerieel oudambtenaar, zijne erfgerechtigden het betalen
 » van successierechten willende besparen, zich ontdaan heeft van al zijne
 » beschikbare geldspeciën of van de waarden die zij vertegenwoordigden. »

Er is meer. Zeggen dan het vermoeden, ingevoerd bij de voorgestelde
 bepaling, ongewettigd zijn kan, is uit het oog verliezen dat het eigenlijke
 van alle vermoeden — zooals het vermoeden van waarheid dat het gewijsde
 aankleeft — hierin bestaat op een gegeven oogenblik in strijd met de werke-
 lijkheid te zijn. De vraag, de geheele vraag is te weten of gronden van hooger
 belang al of niet vestiging daarvan vergen. Welnu, ter zake bestaan deze
 gronden in hoogste mate, indien meer gelijkheid, meer rechtvaardigheid bij
 het innen van de successiebelasting behooren te worden betracht en indien
 inzonderheid aan de belanghebbenden een gemakkelijk middel om de wet-
 geving op deze belasting tot doode letter te maken dient ontnomen, voor
 zooveel zij van toepassing is op de zaken die door gift uit de hand overdraag-

baar zijn, 't is te zeggen op een meer en meer aanzienlijk gedeelte van het openbaar vermogen.

Dit is niet alles. Ten stelligste betwisten wij dat eenige onrechtvaardigheid bestaat in het feit dat de erfgenamen op een gegeven oogenblik de belasting moeten dragen uit hoofde van milddadigheden aan derden gedaan; want, zoo het feit voorkomt, is dit omdat de afgestorvene — die geacht wordt de fiscale gevolgen van zijne schenking te kennen voor het geval van niet-betaling van het registratierecht — heeft goed gevonden zijne successie met zoo veel te bezwaren, ziedaar alles. Misschien gaf hij, dezen last in acht genomen, *minder* aan den begiftigten derde. Wat er ook van zij, zijne erfgenamen hebben jegens den Staat geene grieven. Zij hebben niet meer reden tot klagen dan wanneer de *de cuius* een kleinood had gekocht of eenig ander voorwerp van waarde dat hij daarna ten geschenke zou hebben gegeven aan een derde, en overleden ware zonder den koopprijs te betalen. Zij hebben niet meer reden tot klagen dan wanneer hun rechtgever in stede van eene gift uit de hand te doen aan den persoon dien hij wilde begiftigen, hem een bijzonder geschenk had vermaakt, vrij van alle successierecht. In het eerste geval zouden zij den prijs moeten bekostigen van een voorwerp dat in de erfenis niet voorkomt; in het tweede geval zouden zij een successierecht moeten kwijten voor waarden die zij niet verwerven.

Kortom, in den huidige stand onzer fiscale wetgeving, is het Beheer niet bij machte het bedrog te bestrijden bestaande in het feit, door den afgestorvene voltrokken, van zich min of meer lang vóór zijn overlijden van zijne mobiele waarden te ontdoen. Er bestaat slechts een middel om daaraan te verhelpen: het is de geschonken waarden als deel uitmakende van de nalatenschap te beschouwen bij een vermoeden *juris et de jure*, indien zij niet werden onderworpen aan het registratierecht voor schenkingen vastgesteld.

Het spreekt van zelf, dat artikel 5 van het ontwerp afschaffing medebrengt van artikel 49 der wet van 50 Augustus 1913, dat, feitelijk, geenen uitslag gaf of ook geven zal.

De tweede en derden leden van artikel 4 zijn de woordelijke overschrijving van artikel 50 der wet van 50 Augustus 1913.

4^e lid. — De toepassing van artikel 50 der voormelde wet deed de vraag rijzen of ingeval van verzekering aangegaan door een echtgenoot ten voordeele van zijn medeëchtgenoot gehuwd onder een stelsel van gemeenschap, de successiebelasting verschuldigd is op het verzekerde kapitaal in zijn geheel of slechts op de helft.

De oplossing der vraag hangt af van het punt of, burgerrechtelijk, de verzekering wordt geacht door den afgestorvene, die met den verzekeraar overeenkwam, of door de gemeenschap te zijn aangegaan. Welnu, volgens de jongste rechtspraak behoort het voordeel eener verzekering gesloten door een echtgenoot ten bate van zijn medeëchtgenoot aan laatstgemelde toe krachtens een recht dat rechtstreeks uit zijn eigen goed is geboren zonder door het goed des verzekerden te komen, waaruit volgt dat dit voordeel geen waarde uitmaakt die van de gemeenschap afhangt.

Het vierde lid van artikel 4 heeft ten doel deze rechtspraak te bekrachtigen.

5^o lid. — Een andere vraag werd opgeworpen : te weten van welken aard de bepaling is waarbij twee echtgenooten, gemeen in goederen, die eene verzekering aangaan, bedingen dat het verzekerde kapitaal aan den overlevende van hen zal toebehooren. Draagt deze bepaling het karakter van een vergeldende overeenkomst, of moet zij worden beschouwd als eene mildadigheidsovereenkomst te stellen onder de voorzieningen van artikel 50 der wet van 30 Augustus 1913?

« Tusschen echtgenooten, schrijft de Heer Planiol, vertoont zich de verzekering ten bate van anderen onder een bijzonderen vorm : dikwijls is zij *wederkeerig*; door beiden wordt in de akte bedongen, en de verzekering wordt gesloten ten voordeele van den *overlevende*. Ik geloof niet dat deze omstandigheid den aard wijzigt van de betrekkingen die tusschen hen ontstaan : er bestaat *tweevoudige milddadigheid* waarvan een enkele bestemd is om uitwerking te verkrijgen. » (*Traité élémentaire de droit civil*, t. II, n^o 2204).

Alhoewel deze stelling wordt voorgestaan door verscheidene schrijvers, en dat zij door het Verbrekingshof van Frankrijk werd bekrachtigd, stootte zij niettemin op eenigen tegenstand.

De voorgestelde tekst beslist onweerlegbaar de vraag en lost ze op in den over 't algemeen in rechtsleer en rechtspraak aangenomen zin.

De artikelen 5 tot 9, waarvan in de Hollandsche wetgeving de vingerwijzing wordt gegeven, zijn bepalingen tot voorkoming van bedrog. Zij hebben de strekking te beletten dat de overledene bij zijn leven niet over zijne goederen beschikke ten voordeele van personen, wien hij wenscht zijne nalatenschap over te maken en zulks vrij van alle belasting of door betaling van een registratierecht minder dan het erfenisrecht dat normaal opvorderbaar zou wezen.

Het in dezen gedachtengang begane bedrog wordt meestal gepleegd in de volgende gevallen :

Een vader belegt geld, in zijnen naam voor het vruchtgebruik en in naam van zijn kind voor den blooten eigendom, hetzij in inschrijvingen op naam, hetzij in hypothecaire of andere schuldvorderingen, hetzij in onroerende aankopen. Het geld wordt door den vader verschaft; en bij diens dood wordt het kind volle eigenaar zonder een centiem belasting te betalen.

Twee personen, Primus en Secundus — twee broeders bij voorbeeld — bezitten goederen in onverdeeldheid. Zij trachten deze goederen ten sterfdage van den vooroverledene op het hoofd van den overlevenden te doen overgaan zonder het erfenisrecht te betalen. Hoe leggen zij het aan boord? Zij veinzen eenen afstand ten bezwarenden titel van hunne onverdeelde rechten. Zij verlijden twee onderhandsche akten : door de eerste staat Primus aan Secundus zijn aandeel in de gemeene goederen af, mits eene lijfrente; door de andere akte, staat Secundus aan Primus het hem toebehoorende aandeel af, mits insgelijks eene lijfrente. Deze akten zijn bij leven der partijen niet aan registratie onderworpen. Primus overlijdt, Secundus legt aan de formaliteit van de registratie de onderhandsche akte voor waarbij Primus hem zijn aandeel in de onverdeelde goederen heeft afgestaan en hij

voldoet het recht van 0.25 t. h. op de waarde der goederen (W. 15 Mei 1905, art. 1). Sterft Secundus eerst, men doet de akte registreeren waarbij de overledene aan Primus afstand doet. Aldus wordt de langstlevende der twee de eigenaar van het aandeel van zijnen medebezitter zonder het erfenisrecht te betalen.

Eindelijk, ziet men vaak personen, in het vooruitzicht van hun overlijden, aan hunne wettige of aangestelde erfgenamen alle hunne goederen of een deel daarvan mits eene lijfrente afstaan. De akte wordt geboekt tegen het voor verkoopen bepaalde recht en de schatkist blijft verstoken van het verschil tusschen dit recht en het erfenisrecht.

Voorgestelde teksten maken voortaan deze verschillende wijzen van bedrog ondoenlijk.

De bepaling van het derde lid van artikel 7 steunt op het beginsel, dat een zelfde overgang geen aanleiding mag geven tot het heffen van twee rechten van overgang, *non bis in idem*.

Werden dus de rechten van overgang onder de levenden geheven, dan worden ze afgerekend van de erfenisrechten.

In het geval voorzien bij het tweede lid van gemeld artikel 7, zullen echter de af te rekenen rechten die niet wezen welke van de geheele overeenkomst werden geheven, doch slechts dezulke die slaan op de overdracht door den overledene toegestaan, voor zooveel ze door een levenslang recht, als tegenwaarde wordt opgewogen. Aldus is de beteekenis van het slotgedeelte van het derde lid van artikel 7.

Algemeen wordt aangenomen, dat de Staat de hoedanigheid van « derde » bezit ten opzichte der bewijsmiddelen die hem tegengeworpen worden ten einde de uitwerkselen te niet te doen der akten waarop artikelen 18 en 22 der wet van 17 December 1851 hem toelaten zich te beroepen om het bestaan vast te stellen van waarden die aan het erfenisrecht onderworpen zijn, en dat hij namelijk geen rekenschap moet houden met de geheime bedoelingen der partijen noch met de mondelinge overeenkomsten of de renversalen waardoor zij hunnen rechtstoestand, zooals hij uit bewuste akten blijkt, zouden gewijzigd hebben.

Daar deze leer tegengesproken geworden is, dient ze tegen alle betwisting te worden gevrijwaard. Dit beoogt artikel 10.

Artikel 11 ontleent aan artikel 18, eerste lid, der wet van 17 December 1851, het daarbij vastgesteld wettelijk vermoeden, doch strekt het uit tot allerhande roerende en onroerende goederen.

Bedoelde wetsbepaling luidt aldus :

« De eisch van het recht op de erfenis, van het recht van overgang en » van de boeten voor gebrek van aangifte of voor achterlating van goederen » zal, tot tegenstrijdig bewijs, genoegzaam gegrond zijn door de akten » welke bij den overledene, te zijnen behoefte of te zijnen aanzoeken gemaakt » zijn, en die zijnen eigendom vaststellen, en bij dien... »

Gesteld dat een persoon sterft nadat hij, bij akte kort voor zijn dood ver-

leden, onroerende goederen heeft verkocht tegen den prijs van 100,000 fr., prijs die, blijkens de akte, komptant betaald werd.

De erfgenamen vermelden onder het actief van de aangifte van nalatenschap noch geld, noch titels aan toonder, noch andere roerende of onroerende waarden welke verkregen werden door middel van het geld dat van voormelden verkoopprijs is voortgekomen.

Door het Beheer om opheldering aanzocht, beperken de erfgenamen zich er toe te bevestigen, dat zij in de nalatenschap van den overledene niet het minste spoor van bewuste som van 100,000 frank hebben gevonden.

Is de Staat onder de bestaande wetgeving gewapend, om de erfgenamen te dwingen tot herstelling van het verzuim, dat, naar alle waarschijnlijkheid, in de aangifte van nalatenschap bestaat?

Artikel 22 der wet van 17 December 1851 machtigt ongetwijfeld het Beheer tot het bewijs namelijk door ernstige, juiste en overeenstemmende vermoedens, dat bedoelde som nog in het erfvermogen van den overledene op zijnen sterfday bestond. Het zal zich daartoe beroepen op eene reeks omstandigheden die strekken om aan te toonen, dat de overledene de waarden waarvan sprake niet heeft verkwist : zijn ouderdom, zijn levenswijze, de afwezigheid van diefstal, enz.; het zal er aan toevoegen dat eene gifte door den overledene gedaan niet dient vermoed te worden, daar de mensch, zoolang hij bij den lijve is, niet gaarne zich zelve berooft; en het zal er uit besluiten dat het van beheerswege verschuldigde bewijs werd geleverd, behoudens het tegenbewijs door de erfgenamen.

Dergelijke omstandigheden hebben soms kunnen volstaan om in den geest der rechters eene voor het Beheer gunstige overtuiging te doen rijzen. Maar meestal heeft het Beheer zijnen eisch door de rechtbanken zien afwijzen op enkele inroeping door de erfgenamen van de zuivere mogelijkheid van eene door den overledene met de hand uitgereikte gifte. Twee kortelings gewezen arresten, het eene door het Hof van beroep te Brussel, op 24 Januari 1907, het andere door het Hof te Luik, op 18 Juni 1912, zijn te dien opzichte bijzonder beteekenisvol.

Het Beheer zou ongetwijfeld in een beteren toestand verkeerén mocht het, in plaats van zich op het bewogen terrein der menschelijke vermoedens te bevinden, zich wapenen met een wettelijk vermoeden dat, tot tegenbewijs, moet aangenomen worden. Van alle andere verplichting verschoond, zou het op den belastingplichtige den bewijslast verschuiven, die bestaat in het vaststellen dat de werkelijkheid met het wettelijk vermoeden in strijd is. Het zou den erfgenaam niet volstaan de mogelijkheid van eene door den overledene met de hand uitgereikte gifte te bevestigen : dit feit diende bewezen te worden overeenkomstig het op gebied der bewijzen gemeen geldende recht.

Stelt artikel 18 van de wet van 17 December 1851 dit wettelijk vermoeden niet vast?

Het Beheer heeft het beweerd en volkomen te recht, naar onze meening.

Het heeft volgehouden dat het woord « goederen » in dit artikel gebruikt, volgens zijne gewone en juridische beteekenis, allerhande waarden omvat :

onroerende goederen, lichamelijk roerende goederen, schuldvorderingen, titels aan toonder, gereed geld, enz.; dat diensvolgens, tot tegenbewijs, moet worden geacht door den overledene nagelaten geweest te zijn namelijk elke som in geld waarvan de eigendom op zijn eigen hoofd werd vastgesteld, op eenig oogenblik van zijn bestaan, door eene te zijnen bate of op zijn verzoek verleden akte.

Doch de rechtsleer heeft deze bewering niet eenvormig aangenomen. Erkenden sommige vonnissen en arresten de toepasselijkheid van artikel 18 op allerlei roerende goederen en, namelijk, op de goederen waarop de stelregel wordt toegepast « in zake roerende goederen geldt bezit eigendomsrecht », andere rechtskundige vonnissen verwierpen deze stelling.

Artikel 11 van het ontwerp beoogt een einde te stellen aan het geschil en, door een formeelen tekst, wettelijk te bekrachtigen de uitlegging welke, na de stemming, over de wet van 17 December 1851, door het Beheer ten opzichte van gemeld artikel 18 werd gegeven.

De bepaling van het eerste lid van artikel 12 wettigt zich zelf. Wat het tweede lid betreft, het heeft ten doel aan het Beheer toe te laten zich er van te verzekeren of tegen het aangegeven werkelijk passief geen niet aangegeven elementen van het actief opwegen.

Artikel 11, n^o 5, der wet van 17 December 1851, beschikt aldus :

« Worden niet in het passief aangenomen :

» 5^o — De schulden erkend door den afgestorvene ten voordeele van zijne
» erfgenamen, begiftigden of legatarissen, indien zij niet blijken uit akten
» ten minste drie maanden vóór zijn overlijden geregistreerd. »

Op grond van het door den wetgever beoogde doel, zooals dit blijkt uit de voorbereidende werkzaamheden, werd door het Beheer staande gehouden dat hoogerbedoelde bepaling een wettelijk vermoeden van het *niet-bestaan* der schuld heeft gevestigd, van het oogenblik af dat deze niet blijkt uit eene akte ten minste drie maanden vóór het overlijden geregistreerd.

De rechtspraak, daarentegen, besliste dat de tekst waarvan sprake niet bedoelde in beginsel al de gewone bewijswijzen uit te schakelen *maar enkel het schriftelijk bewijs wanneer* het overgelegd geschrift niet vrij is van alle verdenking van bedrog; dat artikel 11, n^o 5, eenvoudig beduidt dat akten houdende schuldbekentenis door den overledene ten voordeele van zijne erfgenamen, enz., tegen den fiscus alleen dan als bewijs gelden, wanneer zij ten minste drie maanden voor het overlijden werden geregistreerd.

Volgens deze laatste opvatting zou de schuld al dan niet aanneembaar zijn naar gelang de erfgenamen deze of gene bewijswijze verkiezen. Beroepen zij zich op het bewijs voorzien bij artikelen 1317 of 1522 van het Burgerlijk Wetboek? Dan wordt de schuld verworpen. Bewijst men anders dan door eene akte, bij voorbeeld door huiselijke papieren, of vermeldingen in een boek gedaan (B. W. 1331)? Zoo is de schuld aanneembaar.

Wij zullen niet uitweiden omtrent deze rechtspraak waarvan het ernstig gebrek is, dat zij de deur wijd opent voor bedrog.

Artikel 15 van het ontwerp bedoelt deze leer te huldigen, dat de schulden aangegaan door den overledene ten voordeele van zijne erfgenamen, begiftigden of legatarissen, slechts mogen bewezen worden door middel van geregistreerde bewijskrachtige geschriften.

Het tijdsbestek van drie maanden bepaald bij de wet van 1851 is klaarblijkelijk ontoereikend. Om binnen de perken eener billijke gematigdheid te blijven, wordt het door den voorgestelden tekst op drie jaren gebracht.

Om alle bedrog te voorkomen, beoogt de voorgestelde tekst inzonderheid het geval dat de afgestorvene van zijne erfenis heeft uitgesloten den erfgenaam te wiens voordeel hij eene schuld heeft aangegaan, alsmede de onderstelling dat de erfgenaam, begiftigde of legataris de erfenis of de te zijnen gunste gedane erfstelling verworpen heeft.

Anderdeels bestaat in artikel 11, n^o 5, der wet van 1851, eene leemte door dat het geen vermoeden vestigt van tusschenstelling van personen. Deze leemte wordt door het ontwerp aangevuld.

Eindelijk, geen vermoeden van bedrog kan gelden daar waar het stoffelijk onmogelijk is het bedrog te beseffen dat de wet heeft willen voorkomen. Ook bracht het Beheer eene tempering aan artikel 11, n^o 5, der wet van 1851, door in het passief aan te nemen, de schuld door den afgestorvene onderschreven ten voordeele van een zijner erfgenamen, enz., wanneer de tegenwaarde dezer schuld in het actief wordt teruggevonden. Het laatste lid van artikel 15 stelt deze tempering bij een bepaalden tekst vast.

Artikel 14 heeft ten doel het aangeven van fictieve schulden te voorkomen; gelijke bepaling wordt in de Fransche wet van 25 Februari 1901 aangetroffen.

Artikel 15 brengt twee hervormingen tot stand :

Vooreerst wijzigt het den bij artikel 11, littera E, der wet van 27 December 1817 voor het ramen der lijfrenten vastgestellten rooster, die, sedert lang, onvoldoende werd geacht. De voorgestelde rooster is vastgesteld geweest volgens de gegevens der wiskunst.

Vervolgens bepaalt het ontwerp een nieuwe wijze van raming van het vruchtgebruik en van den naakten eigendom.

Onder de heerschappij der bestaande wetgeving betaalt het vruchtgebruik het recht op de waarde van den vollen eigendom, maar dit recht is slechts de helft van dat verschuldigd op den vollen eigendom. Wat betreft het percent en de grondslag van het recht verschuldigd wegens den naakten eigendom, zij zijn dezelfde als voor den vollen eigendom; maar het recht verrekend op een naakten eigendom mag, mits borg, opgeschorst blijven tot na het overlijden van den vruchtgebruiker of tot na het verstrijken van den tijd waarvoor het vruchtgebruik werd gevestigd.

Volgens het ontwerp zal het voortaan aldus niet meer gesteld zijn :

De belastbare waarde van een naakten eigendom bij overlijden overge-

dragen, zal, zooals overigens de belastbare waarde van het vruchtgebruik, nooit iets anders dan een gedeelte zijn der waarde van den vollen eigendom.

Deze belastbare waarde zal wisselen naar den waarschijnlijksten duur van het vruchtgebruik, derwijze dat de waarde van het vruchtgebruik gevoegd bij die van den naakten eigendom, in den regel de waarde van den vollen eigendom zal uitmaken.

Anderdeels, zal het percent van het recht dat voor het vruchtgebruik te betalen is, hetzelfde zijn als voor den naakten eigendom en den vollen eigendom; wat betreft het recht verrekend uit hoofde van den naakten eigendom, het zal niet meer geschorst mogen worden, alle rechten moettende voortaan voldaan worden binnen een te voren bepaalden termijn, loopende van het overlijden af.

Het is, kortom, de toepassing ten onzent, van het stelsel dat thans in Frankrijk en in Holland van kracht is.

Ten einde, namelijk, de heffing te verzekeren van de belasting op de mobiliere waarden, vordert artikel 16 van het ontwerp dat de erfgenaam « in gemoed en geweten » de oprechtheid zijner aangifte bevestige.

Voor 't overige is gemeld artikel, behoudens enkele wijzigingen, eene herhaling van artikel 4 der wet van 27 December 1817 dat den vorm der aangifte van nalatenschap regelt.

Afgezien van eenige ondergeschikte punten, beoogen de in de wet van 1817 gebrachte wijzigingen het Beheer toe te laten de gegevens der aangifte na te gaan. Thans is dit nazien feitelijk schier onmogelijk, wat sommige categoriën van goederen betreft. Inderdaad, een arrest van ons Verbrekingshof, van 18 Maart 1886, heeft de in onderling verband gebrachte artikelen 4 en 11 der wet van 27 December 1817 uitgelegd in dezen zin, dat aangifte en raming, artikel per artikel, van de goederen die tot eene nalatenschap behooren, slechts verplichtend zijn voor de voorwerpen aangeduid onder litt. A, B, C, D en F van artikel 11; dat globaal mogen aangegeven en geraamd worden de voorwerpen aangeduid onder letters G en H van gemeld artikel, 't is te zeggen, eenerzijds al de schuldvorderingen, van welken aard ook, andere dan de ingeschreven hypothecaire schuldvorderingen, en, anderzijds, al de roerende goederen hoe ook genaamd, andere dan degene aangeduid onder de voorgaande litt., en de niet gehypothekeerde eeuwige renten. Aldus mogen de erfgenamen naar deze rechtspraak in een zelfde begroting samenvatten al de onbevoorrechte schuldvorderingen in 't bezit van den overledene; zij mogen in een globale raming vereenigen de mobiliere voorwerpen van meest uiteenlopenden aard, stoffeering, geldspeciën, koopwaren behorende tot eene handelszaak, verzamelingen van schilderijen, juweelen, voorwerpen van allen aard in eene landbouw-exploitatie gebezigd, enz.

Toegegeven moet worden, dat dit stelsel aan het Beheer het nagaan ontzegt, of ten minste bijna onmogelijk maakt, van de oprechtheid der aangiften en der ramingen van de partijen en dat het deswege in verrassende mate bedrog toelaat.

Daarom wordt bij het ontwerp aanduiding en raming, artikel per artikel, van al de goederen opgelegd, die het erfelijk actief uitmaken. Zoo keert het terug tot het stelsel der wet van 22 frimaire, jaar VII, dat overigens steeds in zwang is bij onze Zuiderburen, en waarvolgens de erfgenamen, begiftigden of legatarissen « tot staving hunner aangiften van roerende goederen een inventaris of ramende opgave, artikel per artikel, door hen echt verklaard, moeten verstrekken. » (Zie artikel 27 van gemelde wet). Nochtans is het bij het ontwerp ingevoerde stelsel veel minder streng dan dat der wet van frimaire, doordien het globale aangifte en raming toelaat voor verscheidene categoriën van goederen.

Wat de aanduidingen betreft die de aangifte aangaande het getal kinderen van den erfgenaam of van den legataris moet vermelden, zij worden gewettigd door de wijzigingen die omtrent het tarief worden voorgesteld en waarvan sprake hierachter.

De lichamelijke mobiliere voorwerpen maken eene categorie van goederen uit waarvan de waarde soms aanzienlijk is en die, in de huidige stand der wetgeving, door de successiebelasting slechts worden getroffen voor eene som die ver beneden hunne echte waarde blijft.

De tekst van artikel 17 geeft aan het Beheer een toezichtsmiddel waarvan de beste uitslagen te verwachten zijn.

De tijdsbestekken door de bestaande wetgeving vastgesteld tot het overleggen der aangifte van nalatenschap en tot het betalen der rechten zijn onbetwistbaar te lang. Het ontwerp vermindert deze tijdsbestekken in de mate van het redematige. (Zie voor de betaling der rechten, *infra*, art. 28).

Er dient opgemerkt, dat in Frankrijk de aangifte en de betaling, in beginsel, binnen de zes maanden na het overlijden geschieden. In Holland geschiedt aangifte, in beginsel, binnen de zes maanden en de betaling moet plaats grijpen in de maand die op het overleggen der aangifte volgt.

Anderdeels kwam het overdreven voor de Kroon te doen tusschenkomen om verlenging te verleen van het tot overlegging der aangifte vastgesteld tijdsbestek. Het ontwerp laat dit aan den Minister van Financiën over.

Naar luid van artikel 17 der wet van 17 December 1831 zijn de erfgenamen bevoegd, gedurende zes weken na de overlegging der aangifte, om deze te verbeteren, in meer of in minder, door bijkomende aangifte. Deze bepaling is geenszins gewettigd : men kan geene reden ontdekken waarom de erfgenamen niet ineens en voorgoed de aangifte zouden doen. Daarom schaft artikel 18 van het ontwerp den verbeteringstermijn af, de erfgenamen niettemin toelatende hunne aangifte te veranderen zoolang het voor de overlegging opgelegde tijdsbestek niet verstreken is.

Bij artikel 19 wordt de nieuwe bepaling der tarieven vastgesteld.

Hierin het voorbeeld van het meerendeel der Europeesche landen en, inzonderheid, dat onzer Noorder- en Zuiderburen volgende, wordt door het ontwerp eene belasting gevestigd, die bij schijven klimt te gelijkertijd als de

hoegrootheid van het aan elken erfgenaam of legataris opgekomen aandeel.

Indien er eene belasting is, die zich leent aan trapsgewijze verhooging volgens het vermogen van den belastingplichtige, zoo is dat onmiskenbaar wel het successierecht, omdat deze belasting volgens de bewoordingen van den Heer Raymond Poincaré « atteint le redevable au moment où il s'enrichit, sans effort, sans travail, souvent d'une manière inespérée ».

Het beginsel der klimming aangenomen zijnde, is het onmisbaar de toepassing daarvan met beleid, met billijkheid en met matigheid te doen. Het U voorgestelde tarief schenkt ten deze gansche voldoening.

Het zal de aandacht niet ontgaan, dat het beginpercent in de rechte lijn, en tusschen echtgenooten hebbende gemeene kinderen, slechts 4 t. h. is (thans 1.40 t. h.), en tusschen niet verwante personen 10 t. h. (thans 15 t. h.). Dit gematigd percentage zal het voordeel hebben niet overmatig te drukken op de geringe erfenissen, die, het is een vaststaand feit, de meest aanzienlijke erfelijke massa vertegenwoordigen. Het hoogste tarief zal in de rechte lijn 2.60 t. h. zijn, en tusschen niet verwante personen 26 t. h.; maar op te merken valt, dat gemelde percenten het aan eenen erfgenaam opgekomen aandeel slechts zullen treffen *in de mate waarin dat aandeel 1 miljoen te boven gaat*.

Bij de drie laatste leden van artikel 19 wordt een nieuwe regel gehuldigd, die, naar de verwachtingen der Regeering, een gunstig onthaal zal vinden. Hij strekt om, volgens het beginsel der klimming zelve, het successierecht aan de middelen van den belastingplichtige te evenredigen en, te dien einde, ontheft hij den erfgenaam naar verhouding van het getal zijner kinderen.

Dit is op gebied der belastingen een nieuw denkbeeld, een denkbeeld van rechtvaardigheid, welks belichaming in de wet, in zekere mate, voor de talrijke gezinnen, de bezwaren zal keeren, welke de verhooging der tarieven zouden kunnen aankleven.

Artikel 20 heeft ten doel aan het klimmend tarief te onttrekken, door te hunnen voordeele het verminderd evenredig recht te bestendigen dat thans van kracht is, de milddadigheden gedaan aan de openbare zedelijke lichamen aangeduid onder artikel 46 der wet van 30 Augustus 1915.

De nieuwe bepaling voegt bij de opsomming der zedelijke lichamen die geroepen zijn de voordeelen van het gunsttarief te genieten, de barmhartige vereenigingen van vrouwen, die rechtspersoonlijkheid hebben (zie decreet van 18 Februari 1809) en beschikt, de huidige bestuurlijke rechtspraak aldus bekrachtigende, dat gemeld tarief slechts van toepassing is op de *Belgische* gemeenschappen.

Artikel 21 onttrekt aan het tarief vastgesteld voor de overdrachten die tusschen echtgenooten plaats grijpen hetgeen door een uit den echt gescheiden echtgenoot wordt verkregen in de nalatenschap van zijn gewezen echtgenoot. Het toe te passen recht zal datgeen zijn hetwelk is vastgesteld voor hetgeen wordt verkregen of geërfd tusschen vreemdelingen, behoudens het geval dat de echtgenooten elkander in bloedverwantschap bestaan.

De tekst stelt met den uit den echt gescheiden echtgenoot gelijk den van tafel en bed gescheiden echtgenoot (vergelijk wet van 20 November 1896, Art. een, I en II. § 1).

Artikel 22 doelt op de onderstelling dat de overlevende echtgenoot bloedverwant van zijn medeëchtgenoot zijnde, tot dezes erfenis komt in de tweevoudige hoedanigheid van bloedverwant en echtgenoot. Voorbeeld : een man overlijdt *intestat*, achterlatende als enkele bloedverwante in den erflijken graad eene nicht die zijne vrouw is. Deze verwerft : het vruchtgebruik der nalatenschap in hoedanigheid van vrouw, overeenkomstig artikel een, II, § I, 2^o, der wet van 20 November 1896; en den blooten eigendom als wettige erfgenaam, krachtens artikelen 753 en 755 van het burgerlijk wetboek. Het recht wordt berekend tegen het percent bepaald voor hetgeen tusschen echtgenooten wordt verkregen. Zoo zou het ook gesteld zijn indien het vruchtgebruik ten voordeele der vrouw het voorwerp geweest ware van eene gift of een legaat.

Het eerste lid van artikel 24 is eene herhaling van artikel 15 der wet van 17 December 1851, behoudens tusschenvoeging in den tekst van de woorden « bij overeenkomst bedongen erfstelling »; deze wijziging beoogt niets anders, dan een punt buiten alle betwisting te stellen dat door twee vonnissen werd aangenomen, het een van de rechtbank te Brussel, van 17 Januari 1866 (Algemeen Verzamelingsboek der Registratie, n^o 6375), het ander van de rechtbank te Charleroi, van 17 Maart 1877 (*Ibid.* n^o 8810).

De nieuwe tekst verschilt bovendien van artikel 15 der wet van 1851 doordat hij de toeneming voorspruitende uit de verwerping « ten laste van dengene die daarvan het voordeel geniet » niet meer gelijk stelt met « hetgeen hij zou verkregen hebben krachtens uiterste wilsbeschikkingen boven zijn erfelijk aandeel ». De wijziging wordt gewettigd door het feit, dat het nieuw tarief der rechten van successie geen onderscheid meer maakt tusschen hetgeen door eenen erfgenaam binnen de palen van zijn wettelijk aandeel wordt verkregen en hetgeen hij daarboven verkrijgt.

Het tweede lid van artikel 21 strekt tot het voorkomen van een bedrog dat tamelijk dikwijls wordt vastgesteld, namelijk wanneer een der tot eene erfenis gekomen erfgenamen kort na den *de cuius* overlijdt. De volgende voorbeelden toonen aan welk belang voor de schatkist op 't spel staat :

I. — Primus sterft, en laat twee kinderen, Secundus en Tertius, en een vermogen van 100,000 frank na.

Secundus sterft vervolgens en laat Tertius als eenig erfgenaam achter. Deze verwerpt de nalatenschap van Primus uit hoofde van Secundus.

Bij gebreke van verwerping had de schatkist, naar aanleiding van het overlijden van Primus, het recht geheven der overdrachten in de rechte linie op grond van 100,000 frank, en naar aanleiding van het overlijden van Secundus, het recht der overdrachten tusschen broeders, op 50,000 frank.

Tengevolge van de verwerping, wordt de algeheelheid der nalatenschap van Primus geacht rechtstreeks verkregen te zijn door Tertius die, derhalve, wordt beschouwd als niets verkrijgende in de nalatenschap van zijnen broeder Secundus.

De voorgestelde bepaling heeft voor doel te beletten dat de verwerping van Tertius de schatkist kunne benadeelen.

II. — Primus sterft, en laat een kind, Secundus na, hetwelk een kind, Tertius, heeft.

Daarna sterft Secundus; Tertius verwerpt de nalatenschap van Primus, uit hoofde van Secundus.

III. — Primus sterft, twee kinderen nalatende, Secundus en Tertius. Secundus, die een kind, Quartus, heeft, overlijdt. Quartus verwerpt de nalatenschap van Primus, uit hoofde van Secundus.

IV. — Primus sterft, nalatende eenen *broeder*, Secundus, die een kind heeft, Tertius.

Secundus sterft. Tertius verwerpt de nalatenschap van Primus, uit hoofde van Secundus.

V. — Primus sterft *intestat*, nalatende als bloedverwanten, zijnen zoon, Secundus, en zijnen broeder, Tertius.

Secundus sterft na zijnen vader, na Quartus als algemeen legataris te hebben aangesteld. Deze verwerpt de nalatenschap van Primus uit hoofde van Secundus; de verwerping bevoordeelt Tertius.

Bekend is, dat bij de bestaande wetgeving, de in de zijlijn of tusschen niet verwante personen verkregen nalatenschappen, waarvan het zuiver overschot fr. 634.92 niet te boven gaat, van het successierecht worden ontheven, en dat, bij die wetgeving, van het recht van overgang in de rechte lijn wordt vrijgesteld, het aandeel van elken erfgenaam, en van den overlevenden echtgenoot, hetwelk, nadat daarvan de schulden zijn afgetrokken, de som van 1,000 fr. niet bereikt.

Bij artikel 26 van het ontwerp worden daaromtrent twee nieuwigheden van beteekenis gehuldigd.

Daarbij wordt vrijgesteld, eenerzijds, al hetgeen wordt geërfd in eene nalatenschap vervallen in de rechte lijn of tusschen echtgenooten hebbende gemeene kinderen of afstammelingen, indien het zuiver aandeel van den erfgenaam, of van den echtgenoot 2,000 fr. niet te boven gaat, en, anderzijds, al de nalatenschappen verkregen in de zijlijn of tusschen vreemdelingen, waarvan het zuiver overschot 2,000 frank niet overtreft.

Daarenboven zullen, luidens de nieuwe bepalingen, de nalatenschappen van geringe beteekenis, doch waarvan het zuiver actief het belastbaar minimum overtreft, in alle gevallen, tot beloop eener zekere som van de belasting worden vrijgesteld. De Regeering heeft geacht dat het een democratisch beleid is, de vestiging van een soort minimum erfdeel te bevorderen en derhalve dit van het successierecht vrij te stellen. Een voorbeeld zal dadelijk de strekking der voorgestelde hervorming doen vatten.

Gesteld dat eene nalatenschap, begrijpende een zuiver actief van 8,000 fr., vervalt aan twee kinderen, die aldus elk 4.000 fr. erven. De nalatenschap is niet vrij van alle recht, aangezien het door elk kind geërfde zuiver aandeel het belastbaar minimum, gesteld bij n^o 1, eerste lid, van artikel 26, overtreft. Doch, de belasting zal de eerste door elk der erfgenamen verkregen

schijf van 2,000 fr. niet treffen, zoodat het slechts op 2,000 fr. ten laste van elk nummer zal verrekend worden.

Men veronderstelt eene nalatenschap, begrijpende een zuiver actief van 18,000 frank, geërfd door twee kinderen, die aldus elk 9,000 frank verkrijgen. Dewijl het zuiver aandeel van elk kind 5,000 frank te boven gaat, zonder 10,000 frank te overtreffen, zal, voor de verrekening der belasting, ten laste van elk hunner, eene som van 1,000 frank worden afgetrokken, die vrijdom zal genieten; van het overige alleen, 't is te zeggen van 8,000 frank, zal het recht geheven worden.

Bijaldien, in dezelfde veronderstelling, het zuiver actief der nalatenschap bij voorbeeld 22,000 frank bedroeg, zou de belasting over het geheel zonder eenigen aftrek worden verrekend.

Naar strengheid van recht, telkenmale een vruchtgebruik aanvang neemt op een der wijzen van verkrijging die de fiskale wet met successiebelasting treft, is en blijft het uit dien hoofde opvorderbare recht aan de schatkist verworven, hoe kort ook, in feite, de duur van dit vruchtgebruik geweest zij en ongeacht de omstandigheid dat de daarmede bedeelde persoon zijn recht al dan niet heeft uitgeoefend.

Nochtans heeft het Beheer, door een billijkheidsgevoel gedreven, eene tempering gebracht in de strengheid van dit beginsel; zij neemt de ongeldigheid van het vruchtgebruik aan, wanneer de verkrijger kort na het openvallen der erfenis overlijdt, indien van zijnentwege noch verzoek om inbezitting, noch bepaalde inbezitting werd gedaan.

Deze tempering behoort natuurlijk behouden te blijven. Het komt zelfs voor, dat men moet verder gaan en besluiten dat, *in geen geval*, rekening dient gehouden te worden, tot het heffen der belasting, van hetgeen in vruchtgebruik wordt verkregen indien de verkrijger binnen de zes maanden na het afsterven van den *de cuius* overlijdt.

Artikel 27 is naar deze opvatting ontworpen. Het strekt het voordeel der bepaling uit tot de lijf- en periodieke renten : *ubi eadem est ratio, idem jus*.

Is het plicht voor de erfgenamen de successierechten te betalen binnen den bij de wet gestelden termijn, toch kunnen zich gevallen voordoen, namelijk op tijdstippen van nijverheids- of landbouwerisis, waarin het den schatplichtigen onmogelijk zijn zou de erfelijke goederen te gelde te maken om zich de noodige gelden te verschaffen, zonder zwaar verlies te lijden. In deze uitzonderlijke gevallen behooren de erfgenamen over ruime tijdsbestekken te beschikken om hunne schuld jegens de schatkist te voldoen. Dit is het doel van het laatste lid van artikel 28.

Het spreekt van zelf, dat in al de gevallen waarin de rechten niet binnen het bij lid I van artikel 28 bepaalde tijdsbestek zijn afbetaald, wettelijke interest van rechtswege vorderbaar is, overeenkomstig het 5^e lid van artikel 53 der wet van 30 Augustus 1913.

Artikel 29 vult artikel 57 der wet van 30 Augustus 1913 aan door toevoeging van bepalingen die ten doel hebben bedrog te voorkomen dat

gepleegd zou worden, namelijk dooraanwending van onverdeelde of gemeene rekeningen met solidariteit, meer algemeen bekend onder den naam van gezamenlijke rekeningen.

De bepalingen van artikel 30 rechtvaardigen zich zelf. Zij beoogen het heffen van het successierecht te verzekeren op de titels aan toonder die, over 't algemeen, in brandkasten ter bank zijn nedergelegd en schier nooit worden aangegeven. Van het oogenblik van den dood des overledenen af, stellen zijne vertrouwden zich in 't bezit van de titels, die zich in de brandkast bevinden; zij plaatsen ze in verzekerde bewaring en behouden ze of deelen ze ter sluik. Het Beheer behoort gewapend te zijn om een voor de schatkist zoo nadeelig bedrog te vrijdelen.

Artikel 31 herneemt het vermoeden van eigendom behelst in artikel 57, tweede lid, der wet van 30 Augustus 1915 en strekt dit vermoeden uit tot de waarden nedergelegd in de door den afgestorvene in huur gehouden brandkast.

Evenals voormeld artikel 57, verleent de voorgestelde tekst uitsluitend aan de belanghebbenden de bevoegdheid om aan te toonen dat de afgestorvene in de waarden waarvan sprake slechts een geringer aandeel bezat dan hetgeen door het ontwerp ondersteld wordt hem toe te behooren, of zelfs dat hij op die waarden geen recht had. Maar ten einde het ter zake steeds mogelijk bedrog te voorkomen, bepaalt het nieuw artikel dat het te verstrekken bewijs slechts mag voortvloeien uit geschriften die meer dan drie jaar vóór den dood van den *de cuius* bepaalden datum verwierven.

De bepaling die het voorwerp van artikel 34 uitmaakt, zal het Beheer namelijk toelaten zich, door de Belgische verzekeraars, en door de vertegenwoordigers in België der vreemde verzekeraars, de polissen en andere bescheiden te doen mededeelen waarvan overlegging noodig zou blijken 't zij om de uitvoering van artikel 17 na te gaan, 't zij tot het opzoeken der op het leven verzekerde kapitalen (zie art. 4 van het ontwerp), 't zij om eenig andere reden.

TITEL II.

Registratie- en overschrijvingsrechten.

Arr. 35 tot 42.

In den stand onzer fiscale wetgeving ontsnapt een aanzienlijk gedeelte der belastbare stof aan de belasting gevestigd op de overdrachten, onder een bezwarenden titel, van roerende en onroerende goederen.

Men weet dat alle verkoop van roerende of onroerende goederen onderworpen is aan een evenredig recht van overgang dat wordt berekend op den overeengekomen prijs onder bijvoeging der lasten. Ten einde het bedrag van het recht te verminderen, vermelden de overeenkomsten in de akte, in

stede van den werkelijken prijs, slechts een gedeelte daarvan, alleen dat gedeelte wordt door de belasting getroffen. Het overige maakt het voorwerp uit van een tegenbrief of wordt geregeld bij onmiddellijke betaling 't zij in geldspeciën, 't zij in enkele-of orderbriefjes door den aankoper onderschreven; maar alleszins ontsnapt dit overschot aan belasting.

De bewimpelingen van prijzen komen zeer dikwijls voor en zijn uit dien hoofde zeer nadeelig aan de openbare financiën.

Met welke middelen kan de Staat thans dit bedrog bestrijden?

De wetgeving die ons beheerscht, legt aan het Beheer de verplichting op te bewijzen dat een tegenbrief bestaat, 't is te zeggen een schrift waarbij de overeenkomende partijen den prijs bedongen in de geregistreerde akte, hebben verhoogd. Het Beheer kan, bovendien, wanneer het eene onroerende overdracht geldt, door schatters in de gerechtelijke vormen de waarde van het verkochte goed doen ramen, bij vergelijking met naburige eigendommen van zelfden aard (wet 22 Frimaire jaar VI, art. 17). Deze middelen zijn volstrekt ontoereikend.

Vooreerst, de schatting om met gunstig gevolg gedaan te worden, moet geschieden kort na de vervreemding, want het onroerend goed kan veranderingen ondergaan, die de schatters in de onmogelijkheid stellen met zekerheid de waarde vast te stellen, welke het op het oogenblik des verkoops had. Bovendien is het Beheer bij schatting steeds blootgesteld aan de wederwaardigheden eener dikwijls kiesche waardeering.

Wat de tegenbrieven betreft, slechts heel zelden komen zij ter kennis van het Beheer.

Men mag dus zeggen dat thans, ter onderwerpelijke zake, de rechten van de schatkist geenzins zijn gevrijwaard.

Het Beheer behoort te worden gemachtigd de bewimpelingen van prijzen of van ruilingtoeslagen te doen blijken door al de bewijsmiddelen aangenomen op gebied van het gemeen recht, met uitzondering nochtans van den eed, en zeer strenge straffen dienen voorzien te worden. Dit is het doel van artikel 55.

Een dikwijls gepleegd bedrog is datgene bestaande in het bewimpelen van eene aan evenredig recht onderworpen overeenkomst onder den schijn eener overeenkomst met een geringer recht belast. De voorbeelden van zulk bedrog zijn talrijk. Ziehier eenige daarvan: schenking bewimpeld onder den vorm van een afstand onder bezwarenden titel; verkoop aan eene vennootschap op aandeelen, bemanteld door den sluier van een door aandeelen vergolden inbreng in de vennootschap; schuldverbintenis tot betaling eener som aangegaan voor leening, dan wanneer de werkelijke redenverkoop van koopwaren of loutere milddadigheid is.

In den huidige stand onzer fiscale wetgeving kan het Beheer onbetwistbaar de bewimpeling bewijzen in zake overeenkomsten behelzende overdracht van eigendom of vruchtgebruik van onroerende goederen. Maar in de wetgeving is eene leemte: wanneer het Beheer eene te haren nadeele begane bewimpeling heeft doen blijken, wanneer het heeft bewezen dat de partijen, met voorbedachtheid, te kwader trouw de schatkist hebben benadeeld, dan

kan het de inning van de ontdoken rechten vervolgen, maar, ongehoord feit, geen tekst van wet laat toe eene straf toe te passen. Dergelijke toestand, die de deur wijd openzet voor 't bedrog, mag niet langer behouden blijven.

Anderdeels heeft de Belgische rechtspraak in strijd met de Fransche rechtsleer en rechtspraak tot heden toe aan den Staat het recht niet verleend de bewimpeling te bewijzen in zake mobiliëren overgang. Zonder na te gaan of de rechtspraak onzer hoven en rechtbanken al dan niet gewettigd is, is het een feit dat zij van aard is de belangen der Schatkist zwaar te benadeelen. Het bedrog maakt uitzondering op alle regels : derhalve behoort de fiscus toegelaten te worden om door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed, de bewimpeling te bewijzen die werd aangewend tot ontduiking der belasting.

Door deze beschouwingen ingegeven hebben wij den tekst van artikel 36 opgesteld.

De bedriegers hebben een behendig middel gevonden tot ontduiking van het recht gevestigd op de verkooping van onroerende goederen. Dit middel bestaat in het verbergen van een dubbelen verkoop onder den schijn van eenen verkoop en van eene ruiling.

Stellen wij 't volgende geval : C heeft voor 100,000 frank een onroerend goed aangekocht toebehoorende aan B ; anderdeels heeft D tegen denzelfden prijs een aan C toebehoorend onroerend goed aangekocht.

In stede van in de akten de rechtsverrichtingen te doen blijken zooals zij werden voltrokken, wat doet men? Men verlijdt eene akte waarbij B aan D het onroerend goed verkoopt dat de eerste, in werkelijkheid, aan C heeft verkocht ; daarna staat D bij eene andere akte aan C het onroerend goed af dat hij naar beweren van B heeft aangekocht en, *in ruil*, staat C aan D het onroerend goed af dat de eerste in werkelijkheid aan de tweede heeft verkocht.

Ziedaar een wel gekenmerkte bewimpeling. Welk is de uitslag op fiscaal gebied? Indien de partijen in de akten de werkelijk getroffen overeenkomsten hadden aangestipt, dan zou van den verkoopprijs van elk onroerend goed, 't zij van 200,000 frank, 5.50 % geheven worden zijn voor registratierecht en 1.25 % voor overschrijvingsrecht, te zamen 6.75 %. De overeenkomsten voorgesteld wordend onder den schijn van eenen verkoop en van eene ruiling, zal de afstand door B aan D tot het recht van 6.75 % op 100,000 frank opening geven en de ruiling tusschen D en C tot het recht van 1 % (0.63 % ten titel van registratierecht en 0.33 % ten titel van overschrijvingsrecht) op denzelfden grondslag ; vandaar een nadeel voor de schatkist van 5 % op de som van 100,000 frank.

Het Beheer is volstrekt ontwapend tegenover dit bedrog. Om in eene rechtsvordering wegens bewimpeling te gelukken, zou het — om de vorenbedoelde onderstelling te hernemen — moeten bewijzen dat in werkelijkheid D niet zou gehandeld hebben met B of met hem slechts voor rekening van C zou hebben verhandeld. Zulks is een schier onmogelijk te verstrekken bewijs.

Artikel 38 van het ontwerp smoort het euvel in de kiem door de ruilingen

van onroerende goederen aan hetzelfde tarief te onderwerpen, als de onroerende verkooping. Het zal voorzeker niet overdreven voorkomen de ruilingen van onroerende goederen met hetzelfde recht te treffen als den verkoop, aangezien de *ruiling* twee onroerende overdrachten bewerkstelligt. Er dient overigens opgemerkt, dat onder de heerschappij der huidige wetgeving de ruiling van onroerende goederen met roerende goederen in fiscaal recht het kenmerk aanneemt van een *onroerenden verkoop* en dienovereenkomstig wordt belast.

Zooals behoort, blijft het gunsttarief, gevestigd bij de wet van 17 Juni 1887, wat betreft de ruilingen van ongebouwde landelijke goederen, door het ontwerp bestendigd.

Onder de heerschappij der bestaande wetgeving, als het Beheer tot de schatting doet overgaan van onroerende goederen onder bezwarenden titel overgedragen, komen de kosten van het geding ten laste van den aankoper indien de raming der schatters ten minste met een achtste den in de overeenkomst bedongen prijs overtreft; en in dit geval is de nieuwe eigenaar gehouden ongerekend het registratie- en overschrijvingsrecht op de aanvullende raming, eene boete te betalen gelijk aan het aanvullend *registratie-recht alleen*.

Hier is eene leemte : men ontwaart geen goede reden om niet insgelijks het recht van *overschrijving* te verdubbelen ten titel van boete.

Artikel 59 heeft ten doel deze leemte aan te vullen.

Bedriegers nemen elke gelegenheid waar om de belastingswetten te ontduiken.

Sedert de wet van 30 Augustus 1913 werd aangenomen, die de rechten op de overgangen ten kosteloozen titel heeft verhoogd door ze te evenredigen aan den tusschen begiftiger en begiftigde bestaanden graad van verwantschap, is meermaals vastgesteld dat de akten houdende schenking den waren graad van verwantschap niet vermeldten ; gene begiftigde, die 's begiftigers neef is, wordt als zijn broeder bestempeld ; een ander die met den begiftiger niet verwant is, wordt als zijn neef vermeld ; dit alles tot schade van de Schatkist.

Het euvel spruit hieruit voort dat de bestaande wetgeving voor het bewuste geval geene straf uitsvaardigt.

Artikel 40 vult deze leemte aan. Het legt eene boete op gelijk aan het opvorderbaar aanvullende recht, net als wanneer de graad van verwantschap in eene aangifte van nalatenschap onnauwkeurig wordt aangeduid.

Het 3^e lid van artikel 3 der wet van 15 Mei 1903, dat artikel 41 van het ontwerp vervangt, luidt aldus :

« Dat alles, behoudens toepassing, wat de onroerende goederen betreft, » van de bestaande bepalingen rakende de waardeering, *ingeval de belast-* » *bare grondslag, bepaald zooals hooger is gezegd, niet zou komen tot de* » *waarde berekend overeenkomstig artikel 3 der wet van 17 December 1851.* »

Het wegvallen in den voorgestelden tekst van de hooger in cursief aangehaalde woorden is het gevolg der afschaffing van de bij artikel 3 der wet van 17 December 1851 ingevoerde bijzondere wijze van schatting van in de rechte lijn overgedragen onroerende goederen, namelijk de omzetting in kapitaal van het kadastraal inkomen door den officieelen vermenigvuldiger.

Het 4^o lid van artikel 6 der wet van 30 Augustus 1913, dat door artikel 42 van het ontwerp dient vervangen te worden, bepaalt aldus :

« Worden in deze toepasselijk gemaakt tot het vaststellen van de waarde » der onroerende goederen, de bestaande bepalingen betreffende het des- » kundig onderzoek, *ingeval de belastbare grondslag, vastgesteld zooals » hierboven vermeld is, niet zou bereiken de waarde, volgens het kadastraal » inkomen berekend met behulp van den officieelen vermenigvuldiger, over- » eenkomstig artikel 3 der wet van 17 December 1851.* »

Het wegvallen in den voorgestelden tekst van de hooger in cursief aangehaalde woorden is een gevolg der afschaffing van de bij artikel 3 der wet van 17 December 1851 ingevoerde bijzondere wijze van schatting der in de rechte lijn overgedragen onroerende goederen.

TITEL III.

Gemeene bepalingen.

ART. 43.

Het staat vast dat het aantal personen welken de Regeering haar vertrouwen heeft geschonken door ze met eene openbare bediening te bekleeden, dit vertrouwen verraden door alles in het werk te stellen om de belastingswetten afbreuk te doen.

Dergelijke handelingen, die bij hunne daders eene volstrekte miskenning van hunne eerste plichten verraden, en die de openbare financiën ernstig kunnen bedreigen, mogen niet langer gedoogd worden. De wetgever is het zichzelven verschuldigd ze streng te keer te gaan.

Dit beoogt artikel 43, dat door artikel 243 van het strafwetboek is ingegeven.

Het spreekt van zelf dat, naar den regel, het Beheer de inbreuk zal moeten bewijzen.

Overgangsbepalingen.

ART. 43.

Paragraaf één van artikel 43 bedoelt het geval van rechten verschuldigd uit hoofde van een blooten eigendom verkregen in eene nalatenschap thans opgevallen of die zal openvallen vóór den datum waarop de ontworpen wet van kracht zal wezen. Het ware niet begrijpelijk dat indien, overeenkomstig artikel 20 der wet van 27 December 1817, op voormelden datum, voor die rechten geen borg werd gesteld, naderhand daarvoor zekerheid

zou gesteld worden, aangezien het ontwerp juist beoogt uitstel mits borgstelling voor de betaling der rechten niet meer toe te laten. Die rechten zullen dus dadelijk moeten voldaan worden. Daar de belanghebbenden echter zullen verstoken wezen van het voordeel van den termijn die hun verleend werd door de wet welke van kracht was ten dage dat de erfenis is opengevallen, zoo worden de rechten tot de helft verminderd. Deze vermindering is geenszins overdreven. Zij is in overeenstemming met het stelsel dat onze wetten op de erfenisrechten hebben aangenomen om het bedrag, den grondslag en den termijn van opvorderbaarheid te regelen van de belasting voor hetgeen in vruchtgebruik of in blooten eigendom wordt verkregen. In dit stelsel verbeelden vruchtgebruik en bloote eigendom elk de helft van den vollen eigendom. Het halve recht waarmee de wet het vruchtgebruik belast, door dit vruchtgebruik de waarde van den vollen eigendom tot grondslag te geven, is gelijk aan het volle recht op de helft van deze waarde; en het volle recht op dezelfde waarde, wanneer de bloote eigenaar, zooals hij er toe gerechtigd is, het slechts na het te niet gaan van het vruchtgebruik betaalt, staat voor hem en de Schatkist gelijk met het halve recht waarmee het vruchtgebruik is belast. alsook met de helft van het volle recht die verondersteld is bij den aanvang van het vruchtgebruik te zijn voldaan geworden.

Wat betreft de erfenisrechten welker betaling is uitgesteld vóór dat de ontworpen wet van kracht is geworden, zij zullen slechts eischbaar worden, zooals onder de huidige wetgeving, door het overlijden van den vruchtgebruiker of door het verstrijken van den tijd waarvoor het vruchtgebruik werd gevestigd (zie financiënwet van 24 December 1906, art. 15).

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.



PROJET DE LOI

apportant des modifications aux lois
sur les droits de succession, d'enre-
gistrement et de transcription.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Mi-
nistre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

TITRE I.

Droits de succession.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions des lois du 27 dé-
cembre 1817, du 17 décembre 1851
et du 30 août 1913 relatives à la per-
ception du *droit de succession* sont
applicables aux successions d'habi-
tants du royaume dévolues en ligne
directe ou entre époux.

ART. 2.

L'article 7 de la loi du 17 décem-
bre 1851 est modifié ainsi qu'il suit :

L'époux survivant, auquel une
convention de mariage non sujette
aux règles relatives aux donations
attribue sous condition de survie

ONTWERP VAN WET

brengende wijzigingen in de wetten op
de successie-, registratie- en over-
schrijvingsrechten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op de voordracht van Onzen Mi-
nister van Financiën,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

TITEL I.

Successierechten.

ARTIKEL ÉÉN.

De bepalingen der wetten van
27 December 1817, van 17 Decem-
ber 1851 en van 30 Augustus 1913
betreffende de heffing van het *suc-
cessierecht* zijn van toepassing op de
nalatenschappen van inwoners des
Rijks, in de rechte linie of tusschen
echtgenooten vervallen.

ART. 2.

Artikel 7 der wet van 17 Decem-
ber 1851 wordt gewijzigd als volgt :

De overlevende echtgenoot aan
wien eene huwelijksvereenkomst,
die niet aan de regels betreffende de
schenkingen onderworpen is, op

plus que la moitié de la communauté, est assimilé, pour la perception du droit de succession et du droit de mutation par décès, à l'époux survivant qui, en l'absence d'une dérogation au partage égal de la communauté, recueille, en tout ou en partie, la portion de l'autre époux en vertu d'une donation ou d'une disposition testamentaire.

De même, le mari survivant est réputé donataire de la portion des biens existant à la dissolution de la communauté, dont il profite par la renonciation des héritiers de sa femme.

ART. 5.

Les biens dont le défunt a disposé à titre gratuit dans les trois années précédant le décès sont considérés comme faisant partie de sa succession, si la libéralité n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

ART. 4.

L'article 50 de la loi du 30 août 1913 est remplacé par la disposition suivante :

Dans le cas d'un contrat renfermant une stipulation au profit d'un tiers nommément désigné, les sommes ou valeurs que le tiers est appelé à recevoir à titre gratuit au décès du stipulant sont considérées comme recueillies à titre de legs par le bénéficiaire dans la succession du sti-

voorwaarde van overleving meer dan de helft van de gemeenschap toekent, wordt, voor de heffing van het successierecht en van het recht van overgang bij overlijden, gelijkgesteld met den overlevenden echtgenoot die, bij ontstentenis eener afwijking ten aanzien der gelijke verdeling van de gemeenschap, geheel of ten deele het aandeel van den anderen echtgenoot krachtens eene schenking, of eene uiterste wilsbeschikking verkrijgt.

Eveneens wordt de overlevende man geacht begiftigd te zijn met het gedeelte der goederen, bestaande bij de ontbinding der gemeenschap, dat hem ten goede komt ten gevolge van verwerping door de erfgenamen zijner vrouw.

ART. 5.

De goederen waarover de afgestorvene ten kosteloozen titel heeft beschikt gedurende de drie jaren welke aan het overlijden voorafgaan, worden beschouwd als deel uitmakende van zijne nalatenschap indien de milddadigheid aan het voor de schenkingen gevestigde registratierecht werd onderworpen.

ART. 4.

Artikel 50 der wet van 30 Augustus 1913 wordt vervangen door de volgende bepaling :

Ingeval van overeenkomst houdende een beding ten voordeele van een met name aangeduiden derde, worden de sommen of waarden, welke de derde geroepen is bij het overlijden van dengene die bedingt te kosteloozen titel te ontvangen, beschouwd als door den verkrijger

pulant, si la stipulation n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

Le tiers est présumé recevoir à titre gratuit, sauf preuve contraire.

Si la stipulation est faite par un époux au profit de son conjoint dans les conditions prévues au deuxième alinéa ci-dessus, les sommes ou valeurs qui adviennent au bénéficiaire sont considérées comme recueillies à titre de legs à concurrence de leur montant intégral.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa précédent, la circonstance que la stipulation est réciproque n'enlève pas à celle-ci le caractère de libéralité.

ART. 5.

Les biens meubles ou immeubles qui ont été acquis à titre onéreux par le défunt pour l'usufruit et par un tiers pour la nue propriété, ainsi que les titres au porteur ou nominatifs qui ont été immatriculés au nom du défunt pour l'usufruit et au nom d'un tiers pour la nue propriété sont considérés, pour la perception du droit de succession ou du droit de mutation par décès exigible du chef de l'hérédité du défunt, comme se trouvant en pleine propriété dans la succession de celui-ci et comme recueillis à titre de legs par le tiers, à moins qu'il ne soit établi que l'acquisition ou l'immatriculation a eu lieu plus de trois ans avant la mort du *de cuius*.

ten titel van legaat geërfd in de nalatenschap van dengene die bedingt, indien het beding niet aan het voor de schenkingen gevestigde registratierecht werd onderworpen.

De derde wordt verondersteld te kosteloozen titel te ontvangen, behoudens bewijs van het tegendeel.

Wordt het beding gedaan door een echtgenoot ten voordeele van zijn medeëchtgenoot in de voorwaarden voorzien in het 2^e lid hierboven, dan worden de sommen of waarden die den verkrijger toevallen beschouwd als geërfd ten titel van legaat tot beloop van hun algeheel bedrag.

In de bij het vorig lid beoogde vooronderstelling wordt door de omstandigheid dat het beding wederkeerig is daaraan de aard van milddadigheid niet ontnomen.

ART. 5.

De roerende of onroerende goederen die ten bezwarenden titel werden verkregen voor 't vruchtgebruik door den overledene en voor den blooten eigendom door eenen derde, alsmede de titels aan toonder of op naam, die werden ingeschreven voor 't vruchtgebruik op naam van den overledene, en voor den blooten eigendom op naam van eenen derde, worden beschouwd, voor de heffing van het erfenisrecht of van het recht van overgang bij overlijden op vorderbaar uit hoofde van de nalatenschap van den overledene, als zich in vollen eigendom in dezen nalatenschap te bevinden, en als ten titel van legaat door den derde verkregen te zijn, ten ware bewezen zij dat de verkrijging of de

La disposition n'est pas applicable s'il est établi que l'acquisition ou l'immatriculation a eu lieu à titre de placement ou en emploi de sommes ou valeurs qui ont été recueillies dans une succession, pour l'usufruit par le défunt et pour la nue propriété par le tiers.

ART. 6.

La part du défunt dans une indivision qui a pris fin par un partage ou par un acte équipollent à partage, dans lequel il n'a été attribué au *de cujus* qu'un usufruit, une rente ou tout autre autre droit devant cesser à sa mort, est considérée pour la perception du droit de succession ou du droit de mutation par décès exigible du chef de l'hérédité du défunt, comme se trouvant dans sa succession et comme recueillie à titre de legs par celui à qui les biens ont été attribués en nue propriété ou sous la charge du droit viager, à moins qu'il ne soit établi que le partage ou la cession équipollente à partage a eu lieu plus de trois ans avant la mort du *de cujus*.

Si aux termes du partage ou de l'acte équipollent, il a été attribué au défunt, indépendamment d'un usufruit ou d'un droit viager, des biens en propriété, la valeur de ces biens au jour du partage ou de la cession est déduite de la valeur de

inschrijving meer dan drie jaar voor den dood van den overledene heeft plaats gehad.

De bepaling is niet toepasselijk indien bewezen wordt, dat de verkrijging of de inschrijving geschied is als belegging of wederbelegging van sommen of waarden die in eene nalatenschap geërfd werden voor het vruchtgebruik door den overledene en voor den blooten eigendom door den derde.

ART. 6.

Het aandeel van den overledene in eene onverdeeldheid die opgehouden heeft te bestaan door eene verdeeling of door eene aan verdeling gelijkwaardige akte, waarin den overledene slechts een vruchtgebruik, eene rente of elk ander recht moetende met zijnen dood ophouden, werd toebedeeld, wordt beschouwd, voor de heffing van het erfenisrecht of het recht van overgang bij overlijden opvorderbaar uit hoofde van de erfenis van den overledene, als zich in zijne nalatenschap te bevinden en als verkregen ten titel van legaat door den gene aan wien de goederen werden toebedeeld in blooten eigendom of op last van een levenslangrecht, tenzij bewezen werd dat de verdeling of de aan verdeling gelijkwaardige afstand meer dan drie jaar voor den dood van den overledene heeft plaats gehad.

Indien, naar luid van de verdeling of van de gelijkwaardige akte, aan den overledene, onafgezien van een vruchtgebruik of een levenslangrecht, goederen in eigendom werden toebedeeld, wordt de waarde van deze goederen, ten dage van

de la part indivise à porter à l'actif de la succession du défunt en exécution de l'alinéa précédent.

ART. 7.

Les biens meubles ou immeubles qui ont été vendus ou cédés à titre onéreux par le défunt à l'un de ses parents au degré successible ou à une personne interposée sont considérés, pour la perception du droit de succession ou du droit de mutation par décès exigible du chef de l'hérédité du défunt, comme faisant partie de sa succession et recueillis à titre de legs par l'acquéreur ou par le cessionnaire, si le *de cuius*, aux termes de la convention, s'est réservé un usufruit ou a stipulé l'abandon à son profit de l'usufruit d'un autre bien ou de tout autre droit viager, à moins qu'il ne soit établi que la vente ou la cession a eu lieu plus de trois ans avant la mort du *de cuius*.

Si, aux termes de la convention, le défunt a stipulé, en outre, l'abandon à son profit d'un bien en propriété, la valeur, au jour de la vente ou de la cession, de ce qui est compris dans cet abandon est déduite des sommes ou valeurs à porter à l'actif de la succession du défunt en exécution de l'alinéa précédent.

de verdeling of van den afstand, afgetrokken van de waarde van het onverdeeld aandeel dat in uitvoering van het voorgaande lid bij de baten van de nalatenschap van den overledene moet gevoegd worden.

ART. 7.

De roerende of onroerende goederen welke door den overledene aan een zijner verwanten in den erfelijken graad of aan een tusschenpersoon ten bezwarenden titel verkocht of afgestaan zijn geworden, worden, voor de heffing van het erfenisrecht of van het recht van overgang bij overlijden opvorderbaar hoofdelus de nalatenschap van den overledene, beschouwd als deel van zijne nalatenschap uit te maken en als door den aankoper of den afstandhouder ten titel van legaat verkregen, indien de overledene, naar luid van de overeenkomst, zich een vruchtgebruik heeft voorbehouden of de overlating te zijnen voordeele van het vruchtgebruik van een ander goed of van elk ander levenslang recht heeft bedongen tenzij bewezen werd, dat de verkoop of de afstand meer dan driejaar vóór den dood van den overledene heeft plaats gehad.

Indien, naar luid van de overeenkomst, de overledene daarenboven de overlating van een goed in eigendom te zijnen voordeele heeft bedongen, wordt de waarde, ten dage van den verkoop of van den afstand van hetgeen in deze overlating begrepen is, afgetrokken van de sommen of waarden die in uitvoering van het voorgaande lid bij de baten van de nalatenschap van den overledene moeten gevoegd worden.

Le droit de mutation qui a été perçu lors de l'enregistrement de l'acte de vente ou de cession et, le cas échéant, le droit de transcription sont déduits du droit de succession ou du droit de mutation par décès, dans la mesure où ces derniers droits sont exigibles en vertu du présent article.

Les dispositions du présent article sont également applicables si, à défaut de parenté au degré successible entre le *de cuius* et le cessionnaire ou l'acquéreur, ceux-ci ou une personne interposée viennent à la succession du défunt à quelque titre que ce soit.

Sont réputées personnes interposées, les personnes désignées dans les articles 911, 2^e alinéa, et 1100 du Code civil.

ART. 8.

La preuve à administrer en vertu du 1^{er} alinéa des articles 5, 6 et 7 ne peut être fournie qu'au moyen d'écrits ayant acquis date certaine plus de trois ans avant le décès du *de cuius*.

ART. 9.

Les dispositions des articles 5 à 8 restent sans application si le *de cuius* a survécu : au tiers, dans le cas de l'article 5 ; au coïndivisaire attributaire de la nue propriété ou chargé du droit viager, dans le cas de l'article 6 ; à l'acquéreur ou au cessionnaire, dans le cas prévu par l'article 7.

Het recht van overgang, hetwelk werd geheven ter gelegenheid van de registreering van de akte van verkoop of van afstand, en, in 't voorkomend geval, het overschrijvingsrecht worden afgetrokken van het erfenisrecht of van het recht van overgang bij overlijden, in de mate waarin laatstgemelde rechten, krachtens dit artikel opvorderbaar zijn.

De bepalingen van dit artikel zijn insgelijks toepasselijk indien bij gebreke van verwantschap in den erfelijken graad tussehen den overledene en den overnemer of den kooper, laatstgemelden of een tussehenpersoon te eenigerlei titel tot de erfenis van den overledene geroepen zijn.

Worden geacht tussehenpersonen te zijn, de personen aangeduid in artikelen 911, tweede lid, en 1100 van het Burgerlijk wetboek.

ART. 8.

Het bewijs dat krachtens het eerste lid van artikelen 5, 6 en 7 te verstrekken valt, mag slechts worden geleverd door middel van geschriften die meer dan drie jaar vóór den dood van den overledene bepaalde dagteekening hebben verkregen.

ART. 9.

De bepalingen van artikelen 5 tot 8 blijven buiten toepassing als de overledene heeft overleefd : aan den derde, in het geval van artikel 5 ; aan den mede in onverdeeldheid verblijvenden persoon, wien den blooten eigendom is toebedeeld of die met het levenslange recht belast is, in het geval van artikel 6 ; aan

ART. 10.

Les contre-lettres ne sont pas opposables à l'État, en tant qu'elles auraient pour effet de diminuer l'actif imposable.

ART. 11.

L'article 18, 1^{er} alinéa, de la loi du 17 décembre 1851 est modifié ainsi qu'il suit :

La demande du droit de succession, du droit de mutation et des amendes pour défaut de déclaration ou pour omission de biens quelconques, meubles et immeubles, est, jusqu'à preuve contraire, suffisamment établie par les actes passés par le défunt à son profit ou à sa requête, et constatant sa propriété, et en outre :

.

ART. 12.

Si les dettes portées au passif d'une déclaration de succession sont commerciales, l'Administration peut exiger pour leur admission, et ce sous peine de rejet, la production, sans déplacement, des livres de commerce du défunt.

Elle a le droit de puiser dans les livres ainsi communiqués tous renseignements utiles au point de vue de la détermination de l'actif imposable, et en cas d'instance la production en justice des dits livres ne peut être refusée.

den kooper of aan den overnemer in het geval voorzien bij artikel 7.

ART. 10.

Reversalen kunnen den Staat niet tegengeworpen worden voor zoover zij vermindering van het belastbaar actief ten gevolge mochten hebben.

ART. 11.

Artikel 18, 1^e lid, van de wet van 17 December 1851 wordt gewijzigd als volgt :

De eisch tot betaling van het erfenisrecht, van het recht van overgang en van de boeten wegens gebrek aan aangifte of wegens verzuim van eenigerhande roerend of onroerend goed, is, tot tegenbewijs, voldoende vastgesteld bij de akten door den afgestorvene te zijnen bate of op zijn verzoek verleden, en waaruit zijn eigendom blijkt, en daarenboven :

.

ART. 12.

Indien de schulden gebracht op het passief eener aangifte van nalatenschap handels-schulden zijn, kan het Beheer tot aanneming daarvan, en zulks op straf van verwerping, vorderen dat, zonder verplaatsing, de handelsboeken van den afgestorvene vertoond worden.

Het is gerechtigd in de aldus medegedeelde boeken alle inlichtingen te putten die nuttig zijn op het standpunt der vaststelling van het belastbaar actief, en in geval van rechtsgeding kan de overlegging in rechte van gemelde boeken niet worden geweigerd.

ART. 13.

Pour la liquidation du droit de succession ne sont pas admises en déduction de l'actif imposable, les dettes contractées par le défunt au profit d'un de ses héritiers, légataires ou donataires, ou de personnes interposées.

Cette disposition est également applicable aux dettes contractées par le défunt : a) au profit d'héritiers qu'il a exclus de sa succession par une disposition testamentaire ou contractuelle; b) au profit d'héritiers, donataires ou légataires qui ont renoncé à la succession ou à la disposition testamentaire ou contractuelle faite en leur faveur.

Sont réputées personnes interposées, les personnes désignées dans les articles 911, dernier alinéa, et 1100 du Code civil.

Toutefois, les dettes susvisées sont admises au passif :

1^o Si elles sont constatées par des écrits probatoires enregistrés plus de trois ans avant le décès;

2^o Si elles ont pour cause immédiate et directe l'acquisition, l'amélioration, la conservation ou le recouvrement d'un bien qui se trouvait dans le patrimoine du *de cujus* au jour de son décès.

ART. 14.

L'Administration a, dans tous les cas, la faculté d'exiger des déclarants la production d'une attestation du créancier certifiant qu'une dette

ART. 15.

Tot het verrekenen van het successierecht worden niet in mindering van het belastbaar actief aangenomen, de schulden door den overledene aangegaan ten voordeele van één zijner erfgenamen, legatarissen of begiftigden, of van tussenpersonen.

Deze bepaling is insgelijks van toepassing op de schulden door den overledene aangegaan : a) ten voordeele van erfgenamen die hij bij eene uiterste wilsbeschikking, of bij eene schikking uit overeenkomst, van zijne erfenis heeft uitgesloten; b) ten voordeele van erfgenamen, begiftigden, of legatarissen, die de erfenis, of de schikking bij uitersten wil, of bij overeenkomst, te hunnen voordeele gemaakt, verwerpen.

Worden als tussenpersonen beschouwd, de personen aangeduid in de artikelen 911, laatste lid, en 1100 van het burgerlijk wetboek.

Evenwel, worden hoogerbedoelde schulden in het passief aangenomen :

1^o Indien zij blijken uit bewijskrachtige geschriften, meer dan drie jaar vóór het overlijden geregistreerd;

2^o Indien zij tot onmiddellijk en rechtstreeksche oorzaak hebben aankoop, waardevermeerdering, behoud of terugbekoming van een goed dat zich in den erfboedel van den overledene bevond op den dag van zijn overlijden.

ART. 14.

Het Beheer is in al de gevallen bevoegd om van de aangevers het overleggen te vorderen eener verklaring van den schuldeischer be-

portée au passif de la déclaration de succession existait à la charge du *de cuius* au jour de son décès. L'attestation doit être signée par le créancier personnellement, par son représentant légal ou par un mandataire spécialement constitué à cet effet.

L'Administration peut également exiger, dans tous les cas, que la signature du créancier et, le cas échéant, de celui qui agit en son nom, soit légalisée par le bourgmestre de la commune où réside le signataire.

L'attestation reste annexée à la déclaration de succession; elle est exempte du droit de timbre et elle ne peut être refusée par le créancier, sous peine de dommages-intérêts, lorsqu'elle est légitimement réclamée.

Toute personne qui a faussement attesté l'existence d'une dette ou qui a affirmé l'existence d'une dette supérieure à celle qui était réellement due par le défunt encourt, individuellement et sans recours, une amende de 500 à 5,000 francs; elle est en outre solidairement tenue avec les héritiers ou légataires au paiement des droits qui auraient été éludés par le fait de la contravention, des intérêts et des amendes.

Les dispositions de l'alinéa qui précède sont, le cas échéant, applicables tant au créancier qu'au mandataire qui a signé l'attestation.

L'Administration est autorisée à établir les contraventions visées au 4° alinéa du présent article par tous

vestigende dat eene op het passief der aangifte van nalatenschap gebrachte schuld ten laste van den *de cuius* op den dag van zijn overlijden bestond. De verklaring moet worden ondertekend door den schuldeischer in persoon, door zijn wettigen vertegenwoordiger of door een te dien einde bijzonder aangestelden gemachtigde.

Het Beheer kan ook, in al de gevallen, vorderen dat de handteekening van den schuldeischer en, desvoorkomend, van dengene die in zijnen naam handelt, worde gewaarmerkt door den burgemeester der gemeente waar de ondertekenaar verblijft.

De verklaring blijft aan de aangifte van nalatenschap gehecht; zij is vrij van zegelrecht en zij mag door den schuldeischer niet worden geweigerd, op straf van schadevergoeding, wanneer daarom wettig wordt gevraagd.

Hij, die valschelijk het bestaan eener schuld heeft betuigd, of die het bestaan heeft bevestigd eener hoogere schuld dan de werkelijk door den afgestorvene verschuldigde, belooft persoonlijk en zonder verhaal, een boete van 500 tot 5,000 frank; bovendien is hij solidaire met de erfgenamen, of legatarissen, gehouden tot betaling der rechten die door het feit der overtreding mochten ontdoken zijn, der interesten en der boeten.

De bepalingen van het voorgaande lid zijn des voorkomend van toepassing zoowel op den schuldeischer, als op den gemachtigde die de verklaring heeft ondertekend.

Het Beheer wordt gemachtigd de in het 4° lid van dit artikel bedoelde overtredingen vast te stellen door

moyens de droit commun, à l'exception du serment.

ART. 15.

Sont évalués pour la perception du droit de succession, savoir :

1^o Les rentes et autres prestations viagères — à un capital formé en multipliant le montant de la prestation annuelle par les nombres indiqués ci-après, savoir :

18, si celui sur la tête de qui la rente est créée

		a 20 ans ou moins.
17,	—	a plus de 20 ans jusque 30 ans.
16,	—	a plus de 30 ans jusque 40 ans.
14,	—	a plus de 40 ans jusque 50 ans.
13,	—	a plus de 50 ans jusque 55 ans.
11,	—	a plus de 55 ans jusque 60 ans.
9.5,	—	a plus de 60 ans jusque 65 ans.
8,	—	a plus de 65 ans jusque 70 ans.
6,	—	a plus de 70 ans jusque 75 ans.
4,	—	a plus de 75 ans jusque 80 ans.
2,	—	a plus de 80 ans.

La prestation constituée pour un temps indéterminé en faveur de corps moraux, est évaluée à un capital formé de vingt fois le montant de la rétribution annuelle.

Si la prestation est constituée pour un temps limité, le montant annuel est multiplié par le nombre d'années pendant lequel elle doit être payée. Toutefois, le capital ne peut, en aucun cas, si la prestation est constituée en faveur de personnes physiques, être supérieur à celui qui serait obtenu si elle était créée à vie, et au cas où elle est payable à des corps moraux, excéder vingt fois le montant annuel.

Le montant annuel des rentes et autres prestations viagères ou pé-

alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed.

ART. 15.

Voor de heffing van het successierecht worden geraamd, te weten :

1^o De renten en andere lijfprestatien — op een kapitaal gevormd door vermenigvuldiging van het bedrag der jaarlijksche prestatie door de hierna aangeduide getallen, te weten :

18, indien degene op wiens hoofd de rente is gevestigd

		20 jaar of minder heeft.
17,	—	meer dan 20 jaar tot 30 jaar heeft.
16,	—	meer dan 30 jaar tot 40 jaar heeft.
14,	—	meer dan 40 jaar tot 50 jaar heeft.
13,	—	meer dan 50 jaar tot 55 jaar heeft.
11,	—	meer dan 55 jaar tot 60 jaar heeft.
9.5	—	meer dan 60 jaar tot 65 jaar heeft.
8,	—	meer dan 65 jaar tot 70 jaar heeft.
6,	—	meer dan 70 jaar tot 75 jaar heeft.
4,	—	meer dan 75 jaar tot 80 jaar heeft.
2,	—	meer dan 80 jaar heeft.

De voor onbepaalden tijd ten gunste van zedelijke lichamen gevestigde prestatie wordt geraamd op een kapitaal gevormd uit 20 maal het bedrag van de jaarlijksche bijdrage.

Is de prestatie voor bepaalden tijd gevestigd, dan wordt het jaarlijksch bedrag vermenigvuldigd door het getal jaren gedurende hetwelk zij moet betaald worden. Nochtans mag het kapitaal, in geen geval, indien de prestatie gevestigd is ten gunste van natuurlijke personen, datgene overtreffen hetwelk bekomen zou worden indien zij levenslang gevestigd ware, noch ingeval zij betaalbaar is aan zedelijke lichamen, 20 maal het jaarlijksch bedrag te boven gaan.

Het jaarlijksch bedrag der renten en andere lijf- of periodieke presta-

riodiques payables en nature est déterminé de la manière indiquée à l'article 11, litt. C, 2^e alinéa, de la loi du 27 décembre 1817;

2° L'usufruit des biens meubles et immeubles — au montant capitalisé, conformément à ce qui est dit ci-avant sous le n° 1, du revenu annuel des biens compté à raison de 4 p. c. de la valeur de la pleine propriété.

L'usufruit établi pour un temps indéterminé au profit de corps moraux est évalué à un capital formé de vingt fois le montant du dit revenu.

Si l'usufruit est constitué pour un temps limité, le montant annuel du revenu des biens, compté comme il est dit ci-avant, est multiplié par le nombre d'années pour lequel l'usufruit est établi. Toutefois, le capital ne peut, au cas où l'usufruit est créé au profit d'une personne physique, être supérieur à celui qui serait obtenu si l'usufruit n'était pas établi à terme, et au cas où il est créé au profit de corps moraux, excéder vingt fois le revenu annuel.

Sont assimilés à l'usufruit les droits d'usage et d'habitation et le droit aux fruits, revenus ou produits d'un bien;

3° La nue propriété des biens meubles et immeubles — à la valeur de la pleine propriété sous déduction de la valeur de l'usufruit cal-

tiën betaalbaar in natuur wordt vastgesteld op de wijze aangeduid onder artikel 11, litt. C, 2^e lid, der wet van 27 December 1817;

2° Het vruchtgebruik der roerende en onroerende goederen op het, overeenkomstig hetgeen hierboven onder n° 1 wordt gezegd, gekapitaliseerd bedrag, van de jaarlijksche opbrengst der goederen berekend op voet van 4 t. h. der waarde van den vollen eigendom.

Het voor onbepaalden tijd ten voordeele van zedelijke lichamen gevestigde vruchtgebruik wordt geraamd op een kapitaal gevormd uit twintig maal het bedrag van gemelde opbrengst.

Is het vruchtgebruik voor bepaalden tijd gevestigd, dan zal het jaarlijksch bedrag van de opbrengst der goederen, gerekend zooals hierboven uiteengezet, worden vermenigvuldigd met het getal jaren waarvoor het vruchtgebruik is gevestigd. Nochtans mag het kapitaal, in geval het vruchtgebruik ten voordeele van een natuurlijken persoon is gevestigd, datgene niet overtreffen hetwelk zou bekomen worden, indien het vruchtgebruik niet op termijn gevestigd ware, noch in geval het ten voordeele van zedelijke lichamen is gevestigd, twintig maal de jaarlijksche opbrengst te boven gaan.

Worden met het vruchtgebruik gelijkgesteld de rechten van gebruik en bewoning en het recht op de vruchten, inkomsten of opbrengsten van een goed;

3° De naakte eigendom der roerende en onroerende goederen, op de waarde van den vollen eigendom, onder aftrek der waarde van het

culée conformément au numéro précédent.

Si l'usufruit est établi conjointement au profit de plusieurs personnes avec réversion ou au profit de plusieurs personnes successivement, la valeur à déduire est fixée en égard à l'âge de la personne la plus jeune.

Aucune déduction n'est opérée si l'usufruit est exempt du droit de succession par application de l'article 27 ci-après.

Les biens grevés d'un droit d'usage ou d'habitation et ceux dont un tiers a le droit de percevoir les fruits, revenus ou produits, sont assimilés à des biens en nue propriété.

Les dispositions des n^{os} 2 et 3 ci-avant, en tant qu'elles concernent les immeubles situés en Belgique, sont applicables au droit de mutation par décès.

ART. 16.

L'article 4 de la loi du 27 décembre 1817 est remplacé par la disposition suivante :

A. Les héritiers et les légataires universels dans la succession d'un habitant du royaume sont tenus d'en faire la déclaration, par écrit, au bureau du droit de succession dans le ressort duquel le défunt a eu son dernier domicile.

Cette déclaration porte :

I. — Les nom, prénoms, profession et domicile du déclarant; le lieu et la date de sa naissance;

vruchtgebruik berekend overeenkomstig het vorig nummer.

Is het vruchtgebruik gevestigd gezamenlijk ten voordeele van verscheidene personen met reversie, of ten voordeele van verscheidene personen in opvolgende orde, dan wordt de af te trekken waarde bepaald met inachtneming van den ouderdom van den jongsten persoon.

Geene aftrekking wordt gedaan indien, bij toepassing van navolgend artikel 27, het vruchtgebruik vrij is van het successierecht.

De goederen bezwaard met een recht van gebruik of bewoning en die waarvan een derde gerechtigd is de vruchten, inkomsten of opbrengsten te ontvangen, worden gelijkgesteld met goederen in naakten eigendom.

De bepalingen der naastvoorgaande n^{os} 2 en 3, zijn voor zooveel zij in België gelegen onroerende goederen betreffen, van toepassing op het recht van overgang bij overlijden.

ART. 16.

Artikel 4 der wet van 27 December 1817 wordt vervangen door de volgende bepaling :

A. De erfgenamen en de algemeene legatarissen in de nalatenschap van een inwoner des Rijks zijn gehouden daarvan schriftelijk aangifte te doen ten kantore van het erfenisrecht in welks amtskring de overledene voor 't laatst metterwoon gevestigd was.

Deze aangifte vermeldt :

I. Naam, voornamen, beroep en woonplaats vanden aangever; plaats en datum zijne geboorte.

II. — Les nom, prénoms, profession et le dernier domicile de la personne décédée; le lieu et la date de sa naissance et de son décès;

III. — Les nom, prénoms, profession et domicile des héritiers, légataires et donataires, le lieu et la date de leur naissance; le degré de parenté entre eux et le défunt; ce qui est recueilli ou acquis par chacun d'eux; le titre en vertu duquel ils viennent à la succession; le nombre d'enfants légitimes qu'ils avaient au jour de l'ouverture de la succession, ainsi que le nombre d'enfants légitimes qui étaient prédécédés en laissant eux-mêmes des enfants légitimes en vie au jour du décès du *de cujus*;

IV. — Le cas échéant, l'indication des héritiers exclus en vertu de dispositions testamentaires ou contractuelles;

V. — La désignation précise et l'estimation article par article de tous les biens composant l'actif imposable, avec indication quant aux immeubles, notamment de la section et du numéro du cadastre.

Peuvent toutefois faire l'objet d'une déclaration et d'une estimation globales, chacune des catégories de biens mentionnées ci-après, savoir :

1^o Les immeubles — autres que les immeubles par destination désignés ci-dessous — qui forment une exploitation unique ou un seul corps de domaine;

2^o Parmi les objets servant à une exploitation agricole : a) chaque

II. Naam, voornamen, beroep en laatste woonplaats van den overleden persoon; plaats en datum van zijne geboorte, en van zijn overlijden.

III. Naam, voornamen, beroep en woonplaats van de erfgenamen, legatarissen en begiftigden, plaats en datum hunner geboorte; graad van verwantschap tusschen hen en den overledene; wat door elk van hen wordt geërfd of verkregen; krachtens welken titel zij tot de nalatenschap komen; getal wettige kinderen die zij hadden op den dag van het openvallen der erfenis, alsmede getal wettige kinderen die vooroverleden waren en op den dag van het overlijden van den *de cujus* zelf wettige kinderen in leven achterlieten.

IV. — Desgevallende, aanduiding der erfgenamen uitgesloten krachtens uiterste wilsbeschikkingen of schikkingen uit overeenkomst;

V. — Nauwkeurige aanduiding, en raming artikel per artikel van al de goederen, die het belastbaar actief uitmaken, met aanwijzing, wat de onroerende goederen betreft, namelijk van de sectie en het nummer van het kadaster.

Mogen evenwel het voorwerp uitmaken van globale aangifte en globale raming, elk der categoriën van goederen hierachter vermeld, te weten :

1^o De onroerende goederen — andere dan de onroerende goederen door bestemming hieronder aangeduid — die een cenige exploitatie, of een enkel domeingeheel uitmaken;

2^o Onder de voorwerpen die tot eene landbouwexploitatie dienen :

espèce d'animaux; b) les ustensiles aratoires; c) les emblaves et autres récoltes sur pied; d) les semences, denrées, pailles et engrais;

3° Quant aux objets servant à une exploitation industrielle: a) l'outillage; b) les marchandises fabriquées ou préparées et les matières premières;

4° Quant aux objets servant à une exploitation commerciale: a) le matériel et les ustensiles d'exploitation; b) les marchandises;

5° Les effets d'habillement, les bijoux, les livres et tous autres objets à l'usage personnel du défunt;

6° Les meubles meublants, la vaisselle, la batterie de cuisine et autres objets de même nature;

7° Les collections de tableaux, de porcelaines, d'armes et d'autres objets;

8° Les vins et autres denrées;

VI. — La désignation de chacune des dettes admissibles en déduction de l'actif imposable, avec indication des nom, prénoms et domicile du créancier, de la cause de la dette et de la date de l'acte, s'il en existe un.

La déclaration énonce, en outre, si le défunt a eu l'usufruit de quelques biens et, dans l'affirmative, en quoi ils consistent, avec indication des personnes qui sont parvenues à la jouissance de la pleine propriété.

B) S'il s'agit de la succession d'une personne qui n'a pas la qualité d'habitant du royaume, la déclaration, rédigée dans la forme indiquée ci-avant pour la déclaration de

a) elke soort van dieren; b) de landbouwgereedschappen; c) de bezaaiingen en andere vruchten te velde; d) de zaden, de waren, het stroo en de meststoffen;

3° Wat betreft de voorwerpen dienende tot eene nijverheidsexploitation: a) de werktuigen; b) de vervaardigde of voorbereide koopwaren, en de grondstoffen;

4° Wat betreft de voorwerpen dienende tot eene handelsexploitation: a) het materieel en het exploitatiegereedschap; b) de koopwaren;

5° De kleedingstukken, de juweelen, de boeken en alle andere voorwerpen tot persoonlijk gebruik van den overledene;

6° De stoffeering, het vaatwerk, het keukengereedschap en andere voorwerpen van zelfden aard;

7° De verzamelingen van schilderijen, porcelein, wapens en andere voorwerpen;

8° De wijn en andere waren.

VI. — Aanduiding van elk der schulden die in mindering van het belastbaar actief kunnen toegelaten worden, met opgave van naam, voornamen en woonplaats van den schuldeischer, van de oorzaak der schuld en van den datum der akte zoo er eene bestaat.

De aangifte vermeldt, bovendien, of de overledene het vruchtgebruik van eenige goederen gehad heeft en, zoo ja, waarin zij bestaan, met aanduiding van de personen die tot het genot van den vollen eigendom zijn gekomen.

B. Geldt het de nalatenschap van eenen persoon die niet de hoedanigheid van inwoner van het Rijk heeft, dan wordt de aangifte, opgesteld in den hiervooren voor de aan-

la succession d'un habitant du royaume, est faite par les héritiers, donataires ou légataires des immeubles situés en Belgique, au bureau du droit de succession dans le ressort duquel ces biens sont situés.

C) La déclaration de succession ou de mutation par décès doit être appuyée d'un certificat de l'autorité communale du domicile de l'héritier, donataire ou légataire, attestant le nombre d'enfants légitimes qu'il avait au jour de l'ouverture de la succession ainsi que le nombre d'enfants légitimes qui étaient prédécédés en laissant eux-mêmes des enfants légitimes en vie au jour du décès du *de cuius*. Ce certificat est exempt du timbre et de l'enregistrement.

Il est encouru une amende égale à deux fois le droit éludé, par l'héritier donataire ou légataire qui a fait, relativement au nombre d'enfants légitimes des successeurs du défunt, une déclaration reconnue inexacte. La pénalité est portée au double, sans qu'il puisse en être accordé remise, si la contravention a été commise de mauvaise foi. Dans tous les cas, la contravention peut être prouvée par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

D) Lorsqu'il s'agit de la succession d'un habitant du royaume, la déclaration est terminée par une mention ainsi conçue, qui précède la signature et qui est écrite en entier de la main du déclarant : « J'affirme en âme et conscience que la

gite der nalatenschap van een inwoner des Rijks aangeduiden vorm, gedaan door de erfgenamen, begiftigden of legatarissen der in België gelegen onroerende goederen, ten kantore van het erfenisrecht in welks ambtskring deze goederen gelegen zijn.

C. De aangifte van nalatenschap of van overgang bij overlijden, moet worden gestaafd door een getuigschrift van de gemeenteoverheid der woonplaats van den erfgenaam, begiftigde of legataris, bevestigende het getal wettige kinderen die hij had op den dag van het openvallen der erfenis, alsmede het getal wettige kinderen die vooroverleden waren, en op den dag van het overlijden van den *de cuius* zelf wettige kinderen in leven achterlieten. Dit getuigschrift is vrij van zegel en registratie.

Eene boete gelijk aan tweemaal het ontdoken recht wordt verbeurd door den erfgenaam, begiftigde of legataris die betreffende het getal wettige kinderen van de opvolgers des overledenen, eene onjuist bevonden aangifte heeft gedaan. De straf wordt op het dubbel gebracht, zonder dat kwijtschelding daarvan kan worden verleend, indien de overtreding te kwader trouw begaan werd. In al de gevallen kan de overtreding worden bewezen door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed.

D. Geldt het de nalatenschap van eenen inwoner des Rijks, dan sluit de aangifte bij eene de handteekening voorafgaande, en door den aangever voluit eigenhandig geschreven vermelding, luidende als volgt : « Ik bevestig in gemoede en

déclaration qui précède est sincère. »

Si le déclarant ne sait ou ne peut écrire, l'affirmation, dans les termes indiqués ci-avant, est faite par lui, verbalement, devant le receveur au bureau du droit de succession où la déclaration doit être déposée. Le receveur constate l'affirmation ainsi faite, par une mention qu'il écrit et qu'il signe au pied de la déclaration.

Si la déclaration de succession est faite par un mandataire, celui-ci termine la déclaration par l'affirmation indiquée ci-avant. En outre, le mandant est tenu, dans les deux mois du dépôt de la déclaration, de se présenter, en personne, au bureau où celle-ci a été déposée et d'y affirmer verbalement, en âme et conscience, que la déclaration qui a été souscrite en son nom est sincère. Le receveur dresse acte de l'affirmation et la fait signer par l'intéressé. Si celui-ci ne sait ou ne peut signer, le receveur constate dans l'acte ses dires à cet égard par une mention qu'il signe.

L'acte est exempt du timbre et de l'enregistrement.

Le Directeur général de l'Enregistrement et des Domaines peut, dans des circonstances exceptionnelles, proroger le délai fixé pour l'affirmation verbale ou permettre de faire cette affirmation devant un fonctionnaire ou officier public spécialement désigné à cette fin.

» geweten dat de bovenstaande aangifte oprecht is ».

Indien de aangever niet kan of niet bij machte is te schrijven, dan wordt de bevestiging, in de hierboven aangeduide bewoordingen door hem mondeling gedaan, ten overstaan van den Ontvanger ten kantore van het successierecht, waar de aangifte moet overgelegd worden, van de aldus gedane bevestiging doet de Ontvanger blijken bij eene door hem onderteekende vermelding, die hij onderaan de aangifte schrijft.

Wordt de aangifte van nalatenschap door eenen lasthebber gedaan, dan sluit deze de aangifte met de hiervoren aangeduide bevestiging. Bovendien is de lastgever gehouden, binnen de twee maanden na het overleggen der aangifte, zich ten kantore waar deze werd overgelegd in persoon aan te bieden en er mondeling, in gemoed en geweten te bevestigen, dat de in zijnen naam onderschreven aangifte oprecht is. De Ontvanger maakt akte op van de bevestiging en doet ze door den belanghebbende onderteekenen. Indien deze niet kan of niet bij machte is te teekenen, dan stelt de Ontvanger in de akte zijne gezegden daaromtrent vast door eene vermelding die hij onderteekent.

De akte is vrij van zegel en registratie.

De Algemeene Bestuurder der Registratie en Domeinen kan, in buitengewone omstandigheden, het ter mondelinge bevestiging gestelde tijdsbestek verlengen, of toelaten deze bevestiging te doen ten overstaan van een bijzonder te dien einde aangewezen openbaar ambtenaar of beambte.

Si l'affirmation verbale n'est pas faite dans le délai fixé par la loi ou prorogé par le Directeur général, la déclaration de succession peut être tenue pour non avenue.

ART. 17.

Si les biens meubles corporels délaissés par le défunt étaient l'objet d'un contrat d'assurance contre l'incendie ou contre le vol, en cours au jour du décès, les déclarants sont tenus de joindre à la déclaration une copie de la police certifiée exacte par l'assureur ou, le cas échéant, par son représentant en Belgique, agréé conformément à l'article 34 de la loi du 30 août 1913.

Si les dits biens meubles n'étaient pas assurés, les déclarants doivent l'affirmer expressément dans la déclaration.

Est réputée non avenue en ce qui concerne les objets mobiliers corporels, la déclaration à laquelle n'est pas jointe la copie désignée à l'alinéa 1^{er} du présent article ou qui, le cas échéant, ne contient pas l'affirmation prescrite par l'alinéa 2.

Il est encouru individuellement et sans recours une amende de 500 à 5,000 francs : 1^o par chacun des déclarants qui ont joint à la déclaration une copie inexacte ou incomplète de la police d'assurance ou qui ont faussement affirmé l'inexistence d'un contrat d'assurance en cours au jour du décès du *de cuius*; 2^o par l'assureur ou, le cas échéant, par son représentant agréé en Belgique, qui

Wordt de mondelingen bevestiging niet gedaan binnen het tijdsbestek bij de wet bepaald, of door den Algemeenen Bestuurder verlengd, dan kan de aangifte als ongedaan beschouwd worden.

ART. 17.

Indien de lichamelijke roerende goederen, door den overledene achtergelaten, het voorwerp waren van eene overeenkomst van verzekering tegen brand of tegen diefstal, loopende op den dag van het overlijden, dat zijn de aangevers gehouden bij de aangifte een door den verzekeraar, of, desvoorkomend, door zijnen in België aangenomen vertegenwoordiger gewaarmerkt afschrift van de polis te voegen overeenkomstig artikel 34 der wet van 30 Augustus 1913.

Waren gemelde roerende goederen niet verzekerd, dan moeten de aangevers zulks uitdrukkelijk in de aangifte bevestigen.

Wordt als ongedaan beschouwd wat betreft de lichamelijke mobilière voorwerpen, de aangifte waarbij het in 't eerste lid van dit artikel vermeld afschrift niet is gevoegd, of, die, desvoorkomend, de bij het 2^o lid voorgeschreven bevestiging niet behelst.

Eene boete van 500 tot 5,000 frank wordt persoonlijk en zonder verhaal verbeurd :

1^o) door ieder der aangevers die bij de aangifte een onecht of onvolledig afschrift van de verzekeringspolis hebben gevoegd of die valsche-lijk het niet-bestaan van eene verzekeringsovereenkomst loopende op den dag van het overlijden van den *de cuius* hebben bevestigd;

a délivré une copie inexacte ou incomplète de la police d'assurance.

L'assureur ou, le cas échéant, son représentant agréé en Belgique, qui refuse de délivrer aux déclarants la copie visée à l'alinéa 1^{er} du présent article ou qui délivre une copie inexacte ou incomplète peut, sur la poursuite des déclarants, être condamné à des dommages-intérêts.

Les copies visées au présent article sont exemptes du timbre. Elles portent, en tête du texte, l'énonciation de leur destination; elles ne peuvent servir à d'autres fins.

L'Administration est autorisée à établir les contraventions visées au 4^e alinéa du présent article par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

ART. 18.

La déclaration de succession ou de mutation par décès est déposée dans les cinq mois à compter du jour du décès, si celui-ci est survenu dans le royaume. Le délai est de six mois si le décès est survenu dans un autre pays d'Europe; il est de sept mois si le décès est survenu hors d'Europe.

Ces délais peuvent être prolongés par le Ministre des Finances suivant qu'il est jugé nécessaire.

La déclaration déposée au cours du délai fixé par la loi ou prolongé

2^o) door den verzekeraar, of, desvoorkomend, door zijnen in België aangenomen vertegenwoordiger, die een onecht of onvolledig afschrift van de verzekeringspolis heeft verstrekt.

De verzekeraar of, desvoorkomend, zijn in België aangenomen vertegenwoordiger, die weigert aan de aangevers het afschrift te verstrekken bedoeld in het 1^e lid van dit artikel of die een onecht of onvolledig afschrift verstrekt, kan, op vervolging der aangevers, tot schadevergoeding worden veroordeeld.

De in dit artikel bedoelde afschriften zijn vrij van zegel, zij dragen in hoofd van den tekst, de vermelding van hunne bestemming; zij mogen tot geen ander doeleinde worden aangewend.

Het Beheer wordt gemachtigd de overtredingen bedoeld in het 4^e lid van dit artikel te doen blijken door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed.

ART. 18.

De aangifte van nalatenschap of van overgang bij overlijden wordt overgelegd binnen de vijf maanden te rekenen van den dag van het overlijden, indien dit in het Rijk is overkomen. Het tijdsbestek bedraagt zes maanden wanneer het overlijden is overkomen in een ander land van Europa; het bedraagt zeven maanden indien het overlijden buiten Europa is overkomen.

Deze tijdsbestekken kunnen door den Minister van Financiën verlengd worden naar gelang zulks noodig wordt geoordeeld.

De aangifte overgelegd in den loop van het tijdsbestek bij de wet

par le Ministre des Finances peut être rectifiée aussi longtemps que ce délai n'est pas expiré.

ART. 19.

Le droit de succession et le droit de mutation par décès sont fixés ainsi qu'il suit, savoir :

1° En ligne directe et entre époux ayant des enfants ou descendants communs fr. 4 p. c.;

2° Entre époux sans enfants ni descendants communs fr. 2 p. c.;

3° Entre frères ou sœurs fr. 5 p. c.;

4° Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces et entre l'adoptant et l'adopté fr. 6 p. c.;

5° Entre grands oncles ou grand'tantes et petits neveux ou petites nièces, et entre l'adoptant et les descendants de l'adopté fr. 7 p. c.;

6° Entre tous autres parents ou personnes non parentes fr. 10 p. c.

Ces droits sont augmentés savoir :

D'un cinquième, pour ce qui est recueilli par l'héritier, le légataire ou le donataire au delà de 5,000 fr. jusque 10,000 francs;

De deux cinquièmes, pour ce qui est recueilli au delà de 10,000 francs jusque 20,000 francs;

De trois cinquièmes, pour ce qui est recueilli au delà de 20,000 francs jusque 50,000 francs;

De quatre cinquièmes, pour ce

bepaald, of door den Minister van Financiën verlengt, kan worden verbeterd zoolang dit tijdsbestek niet verstreken is.

ART. 19.

Het erfenisrecht en het recht van overgang bij overlijden worden bepaald als volgt, te weten :

1° In de rechte linie en tusschenechtgenooten welke gemeene kinderen of afstammelingen hebben fr. 4 t. h.;

2° Tusschen echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen fr. 2 t. h.;

3° Tusschen broeders en zusters fr. 5 t. h.;

4° Tusschen ooms of moeien en neven of nichten en tusschen den aannemende en het aangenomen kind fr. 6 t. h.;

5° Tusschen oudooms of oudmoeien en nanieven of nanichten en tusschen den aannemende en de afstammelingen van het aangenomen kind fr. 7 t. h.;

6° Tusschen alle andere verwanten of niet verwante personen fr. 10 t. h.

Deze rechten worden vermeerderd te weten : met één vijfde, voor hetgeen wordt verkregen door den erfgenaam, legataris of begiftigde boven 5,000 frank tot 10,000 frank;

Met twee vijfden, voor hetgeen wordt verkregen boven 10,000 fr. tot 20,000 frank;

Met drie vijfden, voor hetgeen wordt verkregen boven 20,000 fr. tot 50,000 frank;

Met vier vijfden, voor hetgeen

qui est recueilli au delà de 50,000 fr. jusque 100,000 francs ;

De cinq cinquièmes, pour ce qui est recueilli au delà de 100,000 fr. jusque 200,000 francs ;

De six cinquièmes, pour ce qui est recueilli au delà de 200,000 francs jusque 400,000 francs ;

De sept cinquièmes, pour ce qui est recueilli au delà de 400,000 fr. jusque 1,000,000 ;

De huit cinquièmes, pour ce qui est recueilli au delà de 1,000,000.

Le montant du droit liquidé d'après le tarif qui précède à charge de l'héritier, donataire ou légataire, est réduit de 2 p. c. par chaque enfant légitime que l'héritier, donataire ou légataire a au moment de l'ouverture de la succession.

Lorsque la succession est dévolue en tout ou en partie au conjoint survivant, en vertu de la loi, d'un testament ou d'une institution contractuelle, le montant du droit liquidé à sa charge est réduit, savoir : de 4 p. c., si au jour de l'ouverture de la succession il existe un enfant issu du mariage ; de 8 p. c., s'il existe deux enfants et, ainsi de suite, à raison de 4 p. c. par enfant.

Pour l'application des deux alinéas qui précèdent, l'enfant qui est conçu est assimilé à l'enfant qui est né ; — les petits enfants ne sont comptés que pour l'enfant dont ils sont issus ; — il n'est pas tenu compte des enfants adoptifs.

wordt verkregen boven 50,000 fr. tot 100,000 frank ;

Met vijf vijfden, voor hetgeen wordt verkregen boven 100,000 fr. tot 200,000 frank ;

Met zes vijfden, voor hetgeen wordt verkregen boven 200,000 fr. tot 400,000 frank ;

Met zeven vijfden, voor hetgeen wordt verkregen boven 400,000 fr. tot 1,000,000 frank ;

Met acht vijfden voor hetgeen wordt verkregen boven 1.000.000 frank.

Het bedrag van het recht volgens het bovenstaande tarief ten laste van den erfgenaam, begiftigde of legataris verrekend, wordt verminderd met 2 t. h. voor elk wettig kind, dat de erfgenaam, begiftigde of legataris heeft op het oogenblik van het openvallen der erfenis.

Wanneer de nalatenschap geheel of voor een gedeelte is vervallen aan den overlevenden echtgenoot, krachtens de wet, een uiterste wilsbeschikking of eene bij overeenkomst bedongen erfstelling, dan wordt het bedrag van het te zijnen laste verrekend recht verminderd, te weten : met fr. 4 t. h. indien, op den dag van het openvallen der nalatenschap, een uit het huwelijk verwekt kind bestaat ; met 8 t. h. indien twee kinderen bestaan, en zoo voort, op voet van fr. 4 t. h. per kind.

Voor de toepassing van de twee voorgaande leden wordt het ontvangen kind gelijkgesteld met het geboren kind ; — de kleinkinderen worden enkel geteld voor het kind waaruit zij gesproten zijn ; — van de aangenomen kinderen wordt geen rekening gehouden.

ART. 20.

Le droit est fixé à 5 francs par 100 francs pour ce qui est recueilli ou acquis par les provinces et les communes avec affectation expresse à l'enseignement ou à des œuvres d'assistance et pour ce qui est recueilli ou acquis par les hospices, les congrégations hospitalières de femmes jouissant de la personnification civile, les bureaux de bienfaisance, les monts de piété, les commissions de bourses d'études, les universités jouissant de la personnification civile, les séminaires, les fabriques d'église, les consistoires et les synagogues.

La disposition qui précède est applicable exclusivement aux administrations, établissements et institutions belges.

ART. 21.

Le droit au taux fixé pour ce qui est recueilli entre époux n'est pas applicable, lorsque le conjoint divorcé ou séparé de corps vient à la succession de l'autre époux à quelque titre que ce soit.

ART. 22.

Lorsque l'époux survivant vient à la succession de son conjoint en qualité d'héritier légal et, en outre, à tout autre titre, le droit est liquidé sur l'intégralité de ce qui lui est dévolu au taux fixé pour ce qui est recueilli entre époux.

ART. 23.

Lorsqu'une personne parente du

ART. 20.

Het recht wordt gesteld op 5 frank per 100 frank voor hetgeen verkregen of geërfd wordt door de provinciën en gemeenten met uitdrukkelijke bestemming tot het onderwijs of tot werken van onderstand en voor hetgeen wordt verkregen of geërfd door de godshuizen, de barmhartige vereenigingen van vrouwen die rechtspersoonlijkheid genieten, de weldadigheidsbureelen, de bergen van barmhartigheid, de commissiën voor studiebeurzen, de hoogeschoolen die rechtspersoonlijkheid genieten, de seminariën, de kerkfabrieken, de consistoriën en de synagogen.

Bovenstaande bepaling is uitsluitend van toepassing op de Belgische besturen, inrichtingen en instellingen.

ART. 21.

Het recht tegen het percent bepaald voor wat tusschen echtgenooten wordt verworven, is niet van toepassing wanneer de uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot te eenigerlei titel tot de erfenis van den anderen echtgenoot komt.

ART. 22.

Wanneer de overlevende echtgenoot tot de erfenis van zijnen mede-echtgenoot komt in hoedanigheid van wettigen erfgenaam en, daarenboven, te eenig anderen titel, dan wordt het recht verrekend op de algeheelheid van hetgeen hem opkomt, tegen het percent bepaald voor hetgeen tusschen echtgenooten wordt verworven.

ART. 23.

Wanneer een persoon, die den

défunt à des degrés différents dans les lignes paternelle et maternelle, vient à la succession comme donataire ou légataire, le droit est liquidé sur l'intégralité de ce qu'elle recueille au taux le plus favorable au Trésor.

ART. 24.

En cas de répudiation d'une part ab-intestat, d'une institution contractuelle ou d'une disposition testamentaire, le droit dû par les personnes qui en profitent ne peut être inférieur à celui qu'aurait dû acquitter le renonçant.

Si la répudiation est faite par les représentants et du chef de celui au profit duquel s'est effectuée la transmission par décès, l'émolument dévolu à celui-ci est considéré comme recueilli par lui et comme acquis, ensuite, dans sa succession par les personnes à qui le dit émolument est échu par suite de la répudiation, sans que le droit puisse être inférieur à celui qu'auraient dû acquitter les renonçants.

ART. 25.

Dans le cas de renonciation à la communauté par les héritiers de la femme, le droit dû par l'époux survivant ne peut être inférieur à celui que les héritiers auraient dû acquitter.

ART. 26.

Sans préjudice de l'exemption établie par l'article 48 de la loi du 30 août

overledene in verschillende graden, in de vaderlijke en moederlijke lijnen, in verwantschap bestaat, tot de erfenis komt als begiftigde of legataris, dan wordt het recht, op de algeheelheid van hetgeen hem opkomt, tegen het voor de Schatkist gunstigste percent verrekend.

ART. 24.

Ingeval van verwerping van een aandeel *ab intestat*, van eene bij overeenkomst bedongen erfstelling of van eene uiterste wilsbeschikking, mag het recht verschuldigd door de personen die daarvan het voordeel genieten niet beneden datgene zijn hetwelk de verwerpende had moeten betalen.

Wordt de verwerping gedaan door de vertegenwoordigers en uit hoofde van dengene te wiens voordeel de overdracht bij overlijden plaats greep, dan wordt het door dezen te genieten aandeel beschouwd als door hem verkregen en als geërfd, vervolgens, in zijne nalatenschap, door de personen aan wie gemeld aandeel vervallen is ten gevolge der verwerping, zonder dat het recht beneden datgene mag zijn hetwelk de verwerpenden hadden moeten betalen.

ART. 25.

Ingeval van verwerping der gemeenschap door de erfgenamen der vrouw mag het door den overlevenden echtgenoot verschuldigde recht niet beneden datgene zijn hetwelk de erfgenamen hadden moeten betalen.

ART. 26.

Onverminderd de vrijstelling bepaald bij artikel 48 der wet van 30 Augustus

1913, est affranchi du droit de succession :

1° Ce qui est recueilli ou acquis par un héritier en ligne directe ou entre époux ayant des enfants ou descendants communs, si la part nette de l'héritier ou de l'époux n'excède pas 2,000 francs.

Si la part nette de l'héritier ou de l'époux survivant excède 2,000 francs sans dépasser 5,000 francs, il est déduit de cette part, pour la liquidation du droit, une somme de 2,000 francs qui demeure, dans tous les cas, exempte de l'impôt; si la dite part nette excède 5,000 francs sans dépasser 10,000 francs, il est déduit de cette part une somme de 4,000 francs.

2° Ce qui est recueilli ou acquis par tous autres héritiers, donataires ou légataires dans les successions dont le montant net ne dépasse pas 2,000 francs.

Si le montant net de la succession dépasse 2,000 francs sans excéder 5,000 francs, il est déduit de ce montant net, pour la liquidation de l'impôt, une somme de 2,000 francs qui demeure, dans tous les cas, affranchie du droit; si le montant net dépasse 5,000 francs sans excéder 10,000 francs, il est déduit de ce montant une somme de 4,000 francs.

ART. 27.

Il n'est pas tenu compte pour la liquidation du droit de succession de ce qui est recueilli ou acquis en usu-

1913, wordt van het successierecht ontheven :

1° Hetgeen wordt verkregen of geërfd door eenen erfgenaam in de rechte lijn, of tusschen echtgenooten hebbende gemeenekinderen of afstammeligen, indien het zuiver aandeel van den erfgenaam, of van den echtgenoot, 2,000 frank niet te boven gaat.

Bijaldien het zuiver aandeel van den erfgenaam, of van den echtgenoot 2,000 frank te boven gaat, zonder 5,000 frank te overtreffen, dan wordt, voor de verrekening van het recht, van dat aandeel eene som afgetrokken van 2,000 frank, dewelke, in alle gevallen, van de belasting vrijgesteld blijft; indien gemeld zuiver aandeel 5,000 frank te boven gaat, zonder 10,000 frank te overtreffen, wordt van dat aandeel eene som van 4,000 frank afgetrokken.

2° Hetgeen wordt verkregen of geërfd door alle andere erfgenamen, begiftigden of legatarissen in de nalatenschappen waarvan het zuiver bedrag 2,000 frank niet te boven gaat.

Bijaldien het zuiver bedrag der nalatenschap 2,000 frank te boven gaat zonder 5,000 frank te overtreffen, dan wordt, voor de verrekening van het recht, van dat zuiver bedrag eene som afgetrokken van 2,000 frank, dewelke, in alle gevallen, van de belasting vrijgesteld blijft; indien het zuiver bedrag 5,000 frank te boven gaat, zonder 10,000 frank te overtreffen, wordt van dat bedrag eene som van 4,000 frank afgetrokken.

ART. 27.

Voor het verrekenen van het successierecht blijft buiten aanmerking hetgeen wordt verkregen of geërfd in

fruit ou à titre de rente ou pension viagère ou périodique, si le bénéficiaire meurt dans les six mois du décès du *de cuius*.

La disposition qui précède, en tant qu'elle concerne les immeubles situés en Belgique, est applicable au droit de mutation par décès.

ART. 28.

Les droits de succession ou de mutation par décès ainsi que les amendes éventuellement dues sont payés dans les deux mois à compter du jour de l'expiration du délai fixé par le premier alinéa de l'article 18 pour le dépôt de la déclaration de succession ou de mutation par décès.

Le Directeur général de l'Euregistrement et des Domaines peut, en cas de nécessité, prolonger le délai de paiement.

Il peut, notamment, si les biens successoraux ne peuvent être réalisés immédiatement sans un préjudice sensible pour les débiteurs de l'impôt, autoriser ceux-ci, moyennant caution, à se libérer par paiements partiels dans un délai qui ne peut dépasser trois ans à partir du décès.

ART. 29.

L'article 57 de la loi du 30 août 1913 est remplacé par ce qui suit :

I. — Les administrations et les établissements publics, toutes associations, compagnies ou sociétés ayant en Belgique leur principal établisse-

vruchtgebruik of ten titel van lijf- of periodieke rente of pensioen, indien de verkrijger binnen de zes maanden na het afsterven van den *de cuius* overlijdt.

De voorgaande bepaling is, voor zooveel zij in België gelegen onroerende goederen betreft, van toepassing op het recht van overgang bij overlijden.

ART. 28.

De rechten van successie of van overgang bij overlijden, alsmede de desgevallende verschuldigde boeten, worden betaald binnen de twee maanden, te rekenen van den dag van het verstrijken van den termijn bepaald bij het eerste lid van artikel 18 tot het overleggen der aangifte van successie of van overgang bij overlijden.

De Algemeene Bestuurder der Registratie en Domeinen kan, zoo noodig, den termijn van betaling verlengen.

Hij kan, namelijk, indien de erfgoederen niet onmiddellijk kunnen worden te gelde gemaakt zonder aan de belastingsschuldigen een gevoelig nadeel te berokkenen, dezen, mits borgstelling, toelaten hunne schuld bij gedeeltelijke betalingen te voldoen, binnen een tijdsbestek dat drie jaar, te rekenen van het overlijden, niet mag overtreffen.

ART. 29.

Artikel 57 der wet van 30 Augustus 1913 wordt vervangen door hetgeen volgt :

I. — De openbare beheeren en inrichtingen, alle vereenigingen, maatschappijen of vennootschappen, welke in België hunne hoofdinrichting, een

ment, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, les banquiers, les agents de change, les agents d'affaires et les officiers publics ou ministériels qui sont détenteurs ou débiteurs, de quelque chef que ce soit, de titres, sommes ou valeurs revenant à un héritier, légataire ou autre ayant droit par suite du décès d'un habitant du royaume, ne peuvent en opérer la restitution, le paiement ou le transfert qu'après avoir remis au fonctionnaire de l'Administration de l'Enregistrement, désigné à cette fin, la liste certifiée sincère et véritable des titres, sommes ou valeurs.

Si le déposant ou le créancier demande, après le décès de son conjoint, la restitution ou le paiement des titres, sommes ou valeurs, il doit, au préalable, porter le décès à la connaissance du détenteur ou du débiteur; et celui-ci ne peut satisfaire à la demande qu'après avoir remis au fonctionnaire compétent la liste des titres, sommes ou valeurs dont il était détenteur ou débiteur au jour du décès du conjoint.

Si le détenteur ou le débiteur a effectué une restitution ou un paiement en mains du déposant ou du créancier après la mort et dans l'ignorance de la mort du conjoint de celui-ci, il est tenu, dès qu'il a connaissance du décès, de remettre au fonctionnaire compétent la liste des titres, sommes ou valeurs dont il était détenteur ou débiteur au jour du décès du conjoint.

Cette disposition est également applicable, si une restitution ou un paie-

hulphuis of eenigerlei zetel van verriichtingen hebben, de bankiers, de wisselaars, de zaakwaarnemers en de openbare of ministerieele ambtenaars, welke houders of schuldenaars zijn, uit welken hoofde ook, van titels, sommen of waarden toekomende aan een erfgenaam, legataris of anderen reechthebbende ten gevolge van het overlijden van eenen inwoner van het Rijk, mogen daarvan de teruggave, de betaling of de overdracht niet doen dan na aan den daartoe aangewezen ambtenaar van het Beheer der Registratie de echt en waar verklaarde lijst van de titels, sommen of waarden te hebben afgegeven.

Indien de bewaargever of de schuldenaar, na het overlijden van zijn medeëchtgenoot, de teruggave of de betaling vraagt van de titels, sommen of waarden, moet hij te voren aan den houder of aan den schuldenaar kennis geven van het overlijden; en laatstgemelde mag de vraag slechts inwilligen na aan den bevoegden ambtenaar de lijst te hebben afgegeven van de titels, sommen of waarden waarvan hij, op den dag des overlijdens van den medeëchtgenoot, de houder of schuldenaar was.

Heeft de houder of de schuldenaar eene teruggave of eene betaling gedaan in handen van den bewaargever of van den schuldeischer, na den dood en in de onwetendheid van den dood van dezès medeëchtgenoots, dan is hij gehouden, zoodra het overlijden hem bekend is, aan den bevoegden ambtenaar de lijst af te geven der titels, sommen of waarden waarvan hij, op den dag des overlijdens van den medeëchtgenoot, de houder of schuldenaar was.

Deze bepaling is insgelijks van toepassing indien eene teruggave of eene

ment a été effectué par le détenteur ou le débiteur et reçu par le mandataire ou par le représentant légal du déposant ou créancier, après la mort et dans l'ignorance de la mort du mandant ou de l'incapable. Dans ces hypothèses, le mandataire ou le représentant légal de l'incapable est tenu, dès qu'il a connaissance du décès du mandant ou de l'incapable, d'en informer le détenteur ou le débiteur, qui est tenu, dès lors, de remettre au fonctionnaire compétent la liste visée à l'alinéa précédent.

II. — S'il s'agit de choses confiées au détenteur dans un coffre fermé ou sous un pli cacheté, le coffre ou le pli ne peuvent être restitués aux ayants droit après le décès du déposant ou de son conjoint qu'après avoir été ouverts en présence du détenteur, afin de permettre à celui-ci de dresser la liste prescrite par les dispositions qui précèdent.

Est applicable à l'hypothèse la disposition qui fait l'objet du 2^e alinéa du § 1 ci-devant.

Si le mandataire du déposant ou le représentant légal d'un incapable a retiré, après la mort et dans l'ignorance de la mort du mandant ou de l'incapable, des choses qui avaient été confiées au détenteur dans un coffre fermé ou sous un pli cacheté, le mandataire ou le représentant légal est tenu, dès qu'il a connaissance du décès du mandant ou de l'incapable, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au

betaling door den houder of den schuldenaar gedaan en door den lasthebber of door den wettigen vertegenwoordiger van den bewaargever of schuld-eischer werd ontvangen, na den dood en in de onwetendheid van den dood des lastgevers of des onbekwamen. In deze onderstellingen is de lasthebber of de wettige vertegenwoordiger van den onbekwame gehouden, zoodra het overlijden van den lastgever of van den onbekwame hem bekend is, daarvan kondschap te doen aan den houder of aan den schuldenaar, die van dat oogenblik af verplicht is de in het vorig lid bedoelde lijst aan den bevoegden ambtenaar te verstrekken.

II. Betreft het voorwerpen aan den houder toevertrouwd in een gesloten koffer of onder een verzegelden omslag, dan mogen na het overlijden van den bewaargever of van dezès medeëchtgenoots het koffer of de omslag aan de rechthebbenden niet worden wedergegeven dan na in tegenwoordigheid van den houder te zijn geopend ten einde hem toe te laten de bij de voorgaande bepalingen voorgescreven lijst op te stellen.

Is op de onderstelling van toepassing, de bepaling die het voorwerp van het 2^e lid van naastvoorgaande § 1 uitmaakt.

Indien de lasthebber van den bewaargever of de wettige vertegenwoordiger van eenen onbekwame na den dood en in de onwetendheid van den dood van den lastgever of van den onbekwame, voorwerpen heeft teruggenomen, die aan den houder in een gesloten koffer of onder een verzegelden omslag werden toevertrouwd, dan is de lasthebber of de wettige vertegenwoordiger gehouden, zoodra het over-

1^{er} alinéa du § 1, des choses contenues dans le coffre ou sous le pli.

III. — Si les choses détenues ou les sommes dues peuvent, d'après la convention, être restituées ou payées à un coïntéressé, à quelque titre que ce soit, le détenteur ou le débiteur est tenu :

1^o Dans le mois de la formation de cette convention, d'en donner connaissance au fonctionnaire compétent, et si elle est constatée par écrit de lui transmettre une copie certifiée exacte de cet écrit ;

2^o De retenir une preuve écrite des restitutions ou paiements opérés en mains de l'un des coïntéressés et, le cas échéant, de la date de chaque restitution ou paiement ;

3^o Dès qu'il a connaissance du décès de l'un des coïntéressés ou du conjoint de l'un d'eux : a) de remettre au fonctionnaire compétent la liste des sommes, titres ou valeurs dus ou détenus au jour du décès ; b) de se refuser à la restitution des coffres fermés ou des plis cachetés qu'il détient, avant d'avoir remis au fonctionnaire compétent la liste des choses qu'ils renferment.

Tout coïntéressé qui, après le décès de son conjoint, après le décès de l'un de ses coïntéressés ou du conjoint de celui-ci, demande la restitution des choses détenues ou le paiement des

lijden van den lastgever of van den onbekwame hem bekend is, aan den bevoegden ambtenaar eene lijst af te geven, opgemaakt overeenkomstig het 1^{ste} lid van § 1, van de voorwerpen vervat in het koffer of onder den omslag.

III. — Mogen, volgens de overeenkomst, de bewaarde voorwerpen of de verschuldigde sommen, te welken titel het ook zij, aan eenen medebelanghebbende worden teruggegeven of betaald, dan is de houder of de schuldenaar verplicht :

1^o Binnen de maand van het opmaken dezer overeenkomst daarvan aan den bevoegden ambtenaar kennis te geven, en, indien zij schriftelijk werd vastgesteld, hem een echt verklaarde kopie van dat geschrift over te maken ;

2^o Een schriftelijk bewijs te bewaren van de teruggaven of betalingen gedaan in handen van een der medebelanghebbenden en, desgevallende, van den datum van elke teruggave of betaling ;

3^o Zoodra het overlijden van een der medebelanghebbenden of van den medeëchtgenoot van een hunner hem bekend is : a) aan den bevoegden ambtenaar de lijst af te geven van de sommen, titels of waarden verschuldigd of bewaard op den dag van het overlijden ; b) de teruggave der gesloten koffers of der verzegelde omslagen, die hij onder zich heeft te weigeren vooraleer aan den bevoegden ambtenaar de lijst van de daarin vervatte voorwerpen te hebben afgegeven.

Alle medebelanghebbende die, na het overlijden van zijnen medeëchtgenoot, na het overlijden van een zijner medebelanghebbenden of van dezes medeëchtgenoot, teruggave van de be-

sommes dues doit, au préalable, porter le décès à la connaissance du détenteur ou du débiteur.

Si l'un des coïntéressés a opéré un retrait ou reçu un paiement postérieurement au décès de l'un des coïntéressés ou de son conjoint dans l'ignorance de ce décès, il doit, dès qu'il a connaissance du décès : a) en informer le détenteur ou le débiteur qui est tenu, dès lors, de se conformer aux dispositions du 1^{er} alinéa, litt. a, du n° 5 du présent paragraphe; b) remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au 1^{er} alinéa du § 1, des choses contenues dans le coffre fermé ou sous le pli cacheté qui étaient détenus.

ART. 50.

1. — Aucun coffre-fort tenu en location chez une personne ou dans une association, collectivité ou société se livrant habituellement à la location de coffres-forts, ne peut être ouvert après le décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des colocataires ou de son conjoint, qu'en présence du loueur, qui est tenu de dresser et de remettre au fonctionnaire de l'enregistrement désigné à cette fin, avant la prise de possession par les ayants droit, la liste certifiée sincère et véritable de tous les titres, sommes, valeurs et objets quelconques contenus dans le coffre. Cette liste doit comprendre, dans tous les cas, les titres, sommes, valeurs et objets quelconques qui seraient renfermés sous des plis cachetés ou dans des boîtes et cof-

waarde voorwerpen of betaling van de verschuldigde sommen vraagt, moet, te voren, het overlijden ter kennis van den bewaarder of van den schuldenaar brengen.

Indien, na het overlijden van een der medebelanghebbenden of van dezes medeëchtgenoot, een der medebelanghebbenden eene terugneming heeft gedaan of eene betaling heeft ontvangen in de onwetendheid van dat overlijden, moet hij zoodra hij kennis heeft van het afsterven : a) daarvan bericht geven aan den houder of aan den schuldenaar die van dat oogenblik af verplicht is de bepalingen van het 1^e lid, littera a, van n° 3 dezer paragraaf op te volgen; b) aan den bevoegden ambtenaar eene lijst af te geven, opgemaakt overeenkomstig het 1^e lid van § 1, van de voorwerpen vervat in het gesloten koffer of onder den verzegelden omslag die bewaard werden.

ART. 50.

1. — Geene brandkast in huur gehouden ter woonplaats van eenen persoon of in eene vereeniging, gemeenschap of vennootschap die gewoonlijk brandkasten verhuren, mag worden geopend na het overlijden van den huurder of van zijn medeëchtgenoot, van een der medehuurlers of van zijn medeëchtgenoot, dan in tegenwoordigheid van den verhuurder, die gehouden is te verstrekken, vóór de inbezitneming door de rechthebbenden, de echt en waar verklaarde lijst van alle in de kast berustende sommen, waarden en voorwerpen, hoe ook genaamd op te maken en af te geven aan den daartoe aangewezen ambtenaar der registratie. Deze lijst moet in al de gevallen de titels, sommen, waarden en voorwerpen hoe ook genaamd ver-

frets fermés se trouvant dans le coffre-fort.

La liste à dresser par le loueur, conformément au premier alinéa, peut être remplacée par un inventaire fidèle et exact fait par un notaire dans les formes réglées par les articles 941 et suivans du Code de procédure civile ; dans ce cas, le loueur ne doit pas assister aux opérations de l'inventaire.

II. — Toute personne, quelle qu'elle soit, qui veut procéder ou faire procéder à l'ouverture du coffre-fort après le décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des colocataires ou de son conjoint doit, au préalable, porter le décès à la connaissance du loueur.

Toute personne, quelle qu'elle soit, qui a retiré postérieurement au décès, dans l'ignorance de celui-ci, des choses contenues dans le coffre-fort, est tenue, dès qu'elle a connaissance du décès, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au 1^{er} alinéa du présent article, des choses contenues dans le coffre au jour du retrait.

III. — Toute personne, association, collectivité ou société qui se livre habituellement à la location de coffres-forts est tenue :

1^o Avant de commencer ses opérations, de déposer une déclaration de profession au bureau des successions désigné à cette fin ;

2^o De tenir un registre sur lequel sont portés les nom, prénoms, profession et domicile de chacun des loca-

meler, die zouden geborgen zijn onder verzegelde omslagen of in gesloten doozen en koffertjes, welke zich in de kast bevinden.

De lijst door den verhuurder op te stellen overeenkomstig het eerste lid, mag worden vervangen door een trouwen en juiste inventaris opgemaakt door eenen notaris in de vormen geregeld bij artikelen 941 en volgende van het wetboek van burgerlijke rechtspleging; in dit geval moet de verhuurder de inventarisverrichtingen niet bijwonen.

II. — Elke persoon, wie het ook weze, die na het overlijden van den huurder of van zijnen medeëchtgenoot, van een der medehuurdens of van zijnen medeëchtgenoot, tot het openen van de brandkast wil doen overgaan, moet, te voren, het overlijden ter kennis van den huurder brengen.

Elke persoon, wie het ook weze, die na het overlijden, in de onwetendheid daarvan, voorwerpen heeft teruggenomen die in de brandkast berusteden, is gehouden, zoodra het overlijden hem bekend is, aan den bevoegden ambtenaar eene overeenkomstig het 1^e lid van dit artikel opgestelde lijst af te geven van de op den dag der terugneming in de kast berustende voorwerpen.

III. — Elke persoon, vereeniging, gemeenschap of vennootschap die gewoonlijk brandkasten verhuurt, is gehouden :

1^o Alvorens zijne verrichtingen te beginnen, eene beroepsaangifte over te leggen ten daartoe aangewezen kantore der erfenissen ;

2^o Een register aan te houden waarin worden vermeld namen, voornamen, beroep en woonplaats van elk

taires et, le cas échéant, de leur conjoint :

3° D'exiger que toute personne, quelle qu'elle soit, qui demande à ouvrir le coffre-fort loué, établisse, au préalable, son identité et appose sa signature sur un registre à ce destiné, avec l'indication du jour et de l'heure de l'apposition de la signature ;

4° De communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'enregistrement les registres désignés sous les n°s 2 et 3 du présent paragraphe, ainsi que tous les contrats de location en cours ou expirés depuis moins de cinq ans ;

5° De se refuser, dès qu'elle a connaissance du décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des colocataires ou de son conjoint, à l'enlèvement des choses y contenues avant qu'elle ait dressé et remis au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au 1^{er} alinéa du présent article, de tous les titres, sommes, valeurs et objets quelconques contenus dans le coffre, ou, le cas échéant, avant qu'il ait été dressé inventaire conformément au 2^e alinéa du § 1 ci-avant.

IV. — Un fonctionnaire de l'Enregistrement et des Domaines-peut, en tous cas, assister soit à la confection de la liste à dresser par le loueur, soit à l'inventaire notarié. A cet effet, le loueur qui doit confectionner la liste ou, selon le cas, le notaire chargé de faire l'inventaire est tenu d'informer le fonctionnaire désigné à cette fin des lieu, jour et heure où l'opération sera effectuée. L'information doit être donnée par lettre recommandée à la poste ;

der huurders en, desgevallende, van hun medeëchtgenoot ;

3° Te eischen dat hoegenaamd welke persoon, die vraagt om de verhuurde brandkast te openen, te voren zijne eenzelveigheid bewijze en zijne handteekening stelde op een daartoe bestemd register met aanduiding van dag en uur van het stellen der handteekening ;

4° Zonder verplaatsing aan de ambtenaars der registratie inzage te geven van de onder n°s 2 en 3 dezer paragraaf aangeduide boeken, alsmede van alle loopende, of sedert minder dan vijf jaren vervallen verhuurcontracten ;

5° Zoodra hij kennis heeft van het overlijden van den huurder of van zijn medeëchtgenoot, van een der medehuurlers of van dezes medeëchtgenoot, het wegnemen te weigeren der daarin geborgen voorwerpen vooraleer door hem opgesteld en aan den bevoegden ambtenaar overhandigd zij, eene overeenkomstig het 1^o lid van dit artikel opgemaakte lijst, van alle titels, sommen, waarden en voorwerpen hoe ook genaamd, in de kast geborgen, of, desvoorkomend, vooraleer, overeenkomstig het 2^o lid van voorgaande § 1, een inventaris opgemaakt geworden zij.

IV. — Een ambtenaar der registratie en domeinen mag, in alle geval, hetzij het opmaken der door den verhuurder op te stellen lijst, hetzij de notarieele inventarisatie bijwonen. Te dien einde is de verhuurder die de lijst moet opstellen, of, naar het geval, de notaris belast met het opmaken van den inventaris, gehouden den daartoe aangewezen ambtenaar kennis te geven van plaats, dag en uur der verrichting. De kennisgeving moet ge-

et les opérations de confection de la liste ou de l'inventaire ne peuvent être commencées avant le quatrième jour qui suit celui où la lettre d'information a été remise à la poste.

ART. 51.

Sont considérés, pour la perception du droit de succession, comme appartenant au défunt pour une part virile, sauf preuve contraire réservée tant à l'Administration qu'aux redevables, les titres, sommes, valeurs ou objets quelconques déposés dans un coffre-fort tenu en location conjointement ou solidairement par le défunt et par une ou plusieurs autres personnes, ainsi que les choses détenues et les sommes dues visées sous le § III de l'article 29.

La preuve fournie par les redevables contre cette présomption de propriété ne peut être admise que si elle résulte d'écrits ayant acquis date certaine plus de trois ans avant la mort du *de cuius*. Il en est de même de la preuve contre la présomption de propriété qui s'attache au fait qu'un coffre-fort était tenu en location par le défunt seul ou au fait que celui-ci avait confié à un détenteur dans un coffre fermé ou sous un pli cacheté des titres, sommes, valeurs ou objets quelconques.

ART. 52.

Toute contravention aux dispositions des articles 29 et 50, est punie

schieden bij ter post aangeteekenden brief; en de verriehlingen van opmaking van de lijst of van den inventaris mogen geenen aanvang nemen vóór den vierden dag volgende aan dengene waarop de brief voor kennisgeving ter post werd afgegeven.

ART. 51.

Worden, voor de heffing van het successierecht beschouwd, als aan den afgestorvene voor een hoofdelijk aandeel toe te behooren, behoudens tegenbewijs voorbehouden aan 't Beheer, zoowel als aan de schatplichtigen, de titels, sommen, waarden of voorwerpen hoe ook genaamd, nedergelegd in eene door den afgestorvene en door één of meer andere personen gezamenlijk of solidairlijk in huur gehouden brandkast, alsmede de in bewaring gehouden voorwerpen en de verschuldigde sommen, bedoeld onder § 3 van artikel 29.

Het door de schatplichtigen tegen dit vermoeden van eigendom geleverde bewijs kan niet worden aangenomen tenzij het voortvloede uit geschriften die, meer dan drie jaar vóór den dood van den *de cuius*, bepaalde dagteekening verwierven. Dit geldt eveneens ten aanzien van het bewijs tegen het vermoeden van eigendom in verband met het feit, dat eene brandkast door den afgestorvene alleen in huur werd gehouden, of met het feit, dat laatstgemelde sommen, waarden of voorwerpen hoe ook genaamd in een gesloten koffer of onder een verzegelden omslag, aan eenen bewaarnemer had toevertrouwd.

ART. 52.

Alle overtreding der bepalingen van de artikelen 29 en 50, wordt gestraft

d'une amende de 500 à 5,000 francs.

L'administration est autorisée à établir la contravention par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

Les contrevenants sont solidairement tenus avec les héritiers ou légataires au paiement des droits qui auraient été éludés par le fait de la contravention, ainsi que des intérêts et des amendes.

ART. 33.

Les déclarations, listes et copies visées dans les articles 29 et 30 sont exemptes du timbre et de l'enregistrement.

ART. 34.

Les personnes physiques et morales désignées à l'article 29 sont tenues de fournir aux fonctionnaires de l'Enregistrement et des Domaines tous les renseignements jugés par eux nécessaires à l'effet d'assurer la juste perception des droits de succession.

Les renseignements ne peuvent être demandés qu'en vertu d'une autorisation spéciale du Directeur général de l'Enregistrement et des Domaines. Cette autorisation doit, en toute hypothèse, contenir la désignation précise de la personne décédée.

Quiconque contrevient au 1^{er} alinéa du présent article soit en refusant de fournir les renseignements demandés, soit en délivrant des renseignements inexacts ou incomplets est passible d'une amende de 500 à 5,000 francs. Le contrevenant est, en outre, solidairement tenu avec les héritiers ou légataires, au paiement des droits qui auraient été éludés par le fait de la con-

met eene boete van 500 tot 5,000 frank.

Het Beheer wordt gemachtigd de overtreding te bewijzen bij alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed.

De overtreders zijn met de erfgenamen of legatarissen solidaairlijk gehouden tot betaling der rechten die, uit hoofde van de overtreding, ontdoken mochten zijn, alsmede der interesten en der boeten.

ART. 33.

De aangiften, lijsten en afschriften bedoeld in artikelen 29 en 30, zijn vrij van zegel en registratie.

ART. 34.

De in artikel 29 aangeduide natuurlijke en zedelijke personen zijn gehouden aan de ambtenaars der registratie en domeinen al de inlichtingen te verstrekken door hen noodig geoordeeld te vinden om de rechtmatige heffing van het successierecht te verzekeren.

De inlichtingen kunnen slechts worden gevraagd krachtens bijzondere toelating van den Algemeenen Bestuurder der Registratie en Domeinen. Deze toelating moet, in alle onderstelling, de juiste aanduiding van den afgestorven persoon behelzen.

Alwie het eerste lid van dit artikel overtreedt, hetzij door de gevraagde inlichtingen weigeren te verstrekken, hetzij door onnauwkeurige of onvolledige inlichtingen te verstrekken, is strafbaar met eene boete van 500 tot 5,000 frank. De overtreder is, bovendien, met de erfgenamen of legatarissen solidaairlijk gehouden tot betaling der rechten die uit hoofde

travention, ainsi que des intérêts et des amendes.

L'Administration est autorisée à établir les contraventions visées à l'alinéa précédent ainsi qu'il est dit à l'article 52 ci-avant.

TITRE II.

Droits d'enregistrement et de transcription.

Art. 55.

Toute dissimulation dans le prix d'une vente de meubles ou d'immeubles ou dans la soulte d'un échange est passible dans le chef du vendeur, de l'acquéreur et de chacun des co-échangistes, individuellement, d'une amende égale à deux fois les droits éludés. Les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus des droits supplémentaires exigibles sauf, s'il y a lieu, leur recours entre eux pour ces droits seulement.

Sans préjudice, en ce qui concerne les immeubles, des dispositions légales existantes relatives à l'expertise, l'existence de la dissimulation peut être établie, quelle qu'en soit l'importance, par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

Les droits supplémentaires qui auraient été payés ensuite d'une insuffisance immobilière constatée par une expertise ou par une soumission souscrite en vue d'éviter l'expertise, seront imputés sur le supplément de droit liquidé conformément au premier alinéa du présent article.

Les dispositions qui précèdent sont

der overtreding mochten ontdoken zijn, alsmede der interesten en der boeten.

Het Beheer is gemachtigd de in het vorig lid bedoelde overtredingen te doen blijken zooals gezegd in het voorgaande artikel 52.

TITEL II.

Rechten van registratie en van overschrijving.

Art. 55.

Alle bewimpeling van den prijs van eenen verkoop van roerende of onroerende goederen of van den toeslag op eene ruiling is strafbaar, in den persoon van den verkooper, van den aankoper en van ieder der mederui- lers persoonlijk, met eene boete gelijk aan tweemaal de ontdoken rechten. De overtreders zijn, bovendien, solidair- lijk gehouden tot betaling der opvor- derbare aanvullende rechten, behou- dens, zoo daartoe gronden zijn, hun onderlingverhaal, voor deze rechten alleen.

Onverminderd, wat de onroerende goederen betreft, de bestaande wette- lijke bepalingen betreffende de schat- ting, kan het bestaan der bewimpeling worden vastgesteld, welk ook het belang er van zij, door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed.

De aanvullende rechten die moch- ten betaald zijn ingevolge eener on- roerende ontoereikendheid vastgesteld bij eene schatting, of bij eene verbin- tenis onderschreven ten einde de schat- ting te vermijden, worden bestreden uit het aanvullend recht verrekend overeenkomstig het 1^e lid van dit artikel.

De bovenstaande bepalingen zijn

également applicables en cas de dissimulation totale ou partielle des charges imposées à l'acquéreur ou à l'un des coéchangistes.

ART. 56.

L'Administration est autorisée à prouver par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment, que la convention actée dans un écrit présenté à la formalité de l'enregistrement n'est pas celle qui a été conclue entre parties. Si cette preuve est administrée, chacune des parties encourt, individuellement et sans recours, une amende égale à deux fois les droits fraudés et est, en outre, solidairement tenue de ces droits sauf, s'il y a lieu, son recours contre l'autre partie pour ces droits.

ART. 57.

Il ne peut en aucun cas être accordé remise de l'amende édictée par les articles 55 et 56.

ART. 58.

Sans préjudice des dispositions de la loi du 17 juin 1887 sur les échanges de biens ruraux non bâtis, sont assujettis aux droits d'enregistrement et de transcription établis pour les ventes immobilières les échanges de biens immeubles.

Les droits sont liquidés sur la valeur vénale d'une des prestations, en ayant égard à celle qui donnerait lieu au droit le plus élevé si toutes deux étaient consenties moyennant un prix en argent fixé d'après cette valeur vénale.

insgelijks van toepassing ingeval van geheele of gedeeltelijke bewimpeling der lasten, welke den aankoper of een der mederuilers opgelegd zijn.

ART. 56.

Het Beheer wordt gemachtigd te doen blijken, door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed, dat de overeenkomst opgenomen in een ter formaliteit der registratie aangeboden schrift, diegene niet is die onder partijen werd getroffen. Wordt dit bewijs verstrekt, dan verbeurt elk der partijen, persoonlijk en zonder verhaal, eene boete gelijk aan tweemaal de gesloken rechten en is zij, bovendien, solidaairlijk tot betaling dier rechten gehouden, behoudens, indien daartoe gronden zijn, haar verhaal tegen de andere partij voor deze rechten.

ART. 57.

In geen geval mag van de bij artikelen 55 en 56 voorgeschreven boete kwijtschelding worden verleend.

ART. 58.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen der wet van 17 Juni 1887 op de ruilingen van ongebouwde landelijke goederen, zijn de ruilingen van onroerende goederen aan de voor onroerende verkoopen gestelde rechten van registratie en overschrijving onderworpen.

De rechten worden verrekend op de verkoopwaarde van eene der prestatien, met inachtneming dergene die tot het hoogste recht zou aanleiding geven indien beide gedaan waren tegen een volgens deze verkoopwaarde vastgestelden prijs in geld.

ART. 39.

Est rendu applicable au droit de transcription l'article 5 de la loi du 27 ventôse an IX, en tant qu'il édicte une amende égale au droit supplémentaire d'enregistrement, dans tous les cas où les frais de l'expertise tombent à la charge du redevable.

ART. 40.

Toute désignation inexacte dans un acte portant donation entre vifs, du degré de parenté entre le donateur et les donataires, est passible dans le chef du donateur et des donataires, individuellement, d'une amende égale au droit éludé. Les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus du droit supplémentaire exigible sauf, s'il y a lieu, leur recours entre eux pour ce droit seulement.

L'amende est portée au double si la contravention a été commise de mauvaise foi. Il ne peut dans ce cas être fait aucune remise de l'amende.

ART. 41.

Le troisième alinéa de l'article 3 de la loi du 15 mai 1905 est remplacé par ce qui suit :

Le tout, sauf application, en ce qui concerne les biens immeubles, des dispositions existantes relatives à l'expertise.

ART. 42.

Le quatrième alinéa de l'article 6 de la loi du 30 août 1913 est remplacé par ce qui suit :

ART. 39.

Op het recht van overschrijving wordt artikel 5 der wet van 27 ventôse jaar IX van toepassing gemaakt in zoover het met eene boete gelijk aan het aanvullend registratierecht bedreigt voor al de gevallen waarin de kosten der schatting ten laste van den schatplichtige komen.

ART. 40.

Elke onnauwkeurige aanduiding van den graad van verwantschap tusschen begiftiger en begiftigden, in eene akte houdende schenking onder de levenden is strafbaar in het hoofd van den begiftiger en van de begiftigden, persoonlijk, met eene boete gelijk aan het ontdoken recht. De overtreders zijn, daarenboven, solidairlijk gehouden tot het opvorderbaar aanvullende recht, behoudens, zoo daartoe aanleiding is, hun verhaal voor dit recht alleen.

De boete wordt op het dubbel gebracht indien de overtreding te kwader kouw werd begaan. In dit geval mag geene kwijtschelding van boete verleend worden.

ART. 41.

Het derde lid van artikel 3 van de wet van 15 Mei 1905 wordt vervangen door hetgeen volgt :

Het alles, behoudens toepassing, wat de onroerende goederen aangaat, der bestaande bepalingen betreffende de schatting.

ART. 42.

Het 4° lid van artikel 6 der wet van 30 Augustus 1913 wordt vervangen door hetgeen volgt :

Sont rendues applicables à la matière, pour la constatation de la valeur des biens immeubles, les dispositions existantes relatives à l'expertise.

TITRE III.

Dispositions communes.

ART. 43.

Tout fonctionnaire public, tout officier public ou ministériel et, généralement, toute personne chargée d'un service public qui s'est rendu coupable ou complice de manœuvres destinées à éluder l'impôt, soit en dressant ou en faisant dresser des actes ayant pour objet des conventions simulées ou entachées de dissimulation, soit en dressant des inventaires frauduleux, soit en rédigeant ou en faisant rédiger des déclarations de succession frauduleuses, soit de toute autre manière, est personnellement passible, indépendamment des sanctions disciplinaires, d'une amende de 1,000 à 10,000 fr. dont la remise ne peut en aucun cas être accordée. Il est, en outre, solidairement tenu avec les redevables au paiement des droits qui auraient été éludés par le fait de l'infraction et, le cas échéant, des intérêts et des amendes.

L'Administration est autorisée à établir l'infraction par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

Le contrevenant peut, en outre, sur la poursuite du Ministère public,

Worden ten deze toepasselijk gemaakt voor het vaststellen van de waarde der onroerende goederen, de bestaande bepalingen betreffende de schatting.

TITEL III.

Gemeenschappelijke bepalingen

ART. 43.

Elk openbare ambtenaar, elk openbare of ministerieele beambte en, over 't algemeen, elke met eene openbare bediening belaste persoon die zich schuldig of medeplichtig heeft gemaakt aan handelingen strekkende tot het onduiken van de belasting, hetzij door het opmaken of het doen opmaken van akten die overeenkomsten veinzen of die met bewimpeling besmet zijn, hetzij door het opmaken van bedrieglijke inventarissen, hetzij door het opstellen of het doen opstellen van bedrieglijke aangiften van nalatenschap, hetzij op eenige andere wijze, is, ongerekend de tuchtmaatregelen, persoonlijk strafbaar, met eene boete van 1,000 tot 10,000 frank, waarvan in geen geval kwijtschelding mag verleend worden. Hij is daarenboven met de schatplichtigen solidairlijk gehouden tot betaling der rechten die door het feit der overtreding mochten ontdoken zijn en, desvoorkomend, der interesten en der boeten.

Het Beheer is gemachtigd de overtreding vast te stellen door alle middelen van gemeen recht, den eed uitgezonderd.

De overtreder kan, daarenboven, op vervolging van het Openbaar Ministerie, worden veroordeeld tot

être condamné à un emprisonnement de 3 mois à 2 ans.

ART. 44.

L'action en recouvrement des amendes édictées par les articles 14, 17, 52, 54 et 43 se prescrit par dix ans.

TITRE IV.

Dispositions transitoires.

ART. 45.

I. Sont réduits de moitié les droits dus à raison d'une nue propriété recueillie dans la succession d'un habitant du royaume décédé avant la date de la mise en vigueur de la présente loi, si avant cette date il n'avait pas été fourni caution conformément à l'article 20, 1^{er} alinéa, de la loi du 27 décembre 1817.

Les droits ainsi réduits seront payés dans les trois mois de la date de la mise en vigueur de la présente loi ou dans les trois mois qui suivent l'échéance des délais fixés par l'article 53 de la loi du 30 août 1913, selon que ces délais expirent ou non avant le jour où la présente loi sera obligatoire.

Si les droits ne sont pas payés dans le délai ci-dessus fixé, l'intérêt légal, au taux fixé pour la matière civile, est exigible de plein droit, à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

II. Les dispositions des articles 10, 11, 12, 14 et 34 sont applicables aux

eene gevangenisstraf van 3 maand tot 2 jaar.

ART. 44.

De eisch tot invordering der bij artikelen 14, 17, 52, 54 en 43 bedreigde boeten, verjaart met tien jaar.

TITEL IV.

Overgangsbepalingen.

ART. 45.

I. Worden tot de helft verminderd de rechten verschuldigd wegens eenen blooten eigendom verkregen in de nalatenschap van eenen bewoner van het Rijk die vóór den datum van de inwerkingstelling dezer wet is overleden, indien overeenkomstig artikel 20, 1^e lid, der wet van 27 December 1817, vóór dien datum geene borgstelling werd gedaan.

De aldus verminderde rechten moeten betaald worden binnen de drie maanden na den datum der inwerkingstelling dezer wet, of binnen de drie maanden die volgen op den vervalldag van de bij artikel 53 der wet van 30 Augustus 1913 gestelde termijnen, naar gelang deze termijnen al dan niet vervallen vóór den dag waarop deze wet verplichtend zal wezen.

Worden de rechten binnen de hooger gestelde termijnen niet betaald, dan is de wettige interest, tegen den rentevoet bepaald voor de burgerlijke zaken, van rechtswege verschuldigd van den dag af waarop de betaling had moeten geschieden.

II. — De bepalingen van artikelen 10, 11, 12, 14 en 34 zijn toepasselijk

successions ouvertes avant la mise en vigueur de la présente loi.

III. Les dispositions des articles 16 et 17 sont applicables aux décès survenus avant la date de la mise en vigueur de la présente loi si avant cette date la déclaration de succession n'a pas été déposée.

IV. Les personnes physiques ou morales désignées au § 1, 1^{er} alinéa, de l'article 29 qui sont détentrices de choses ou débitrices de sommes qui, d'après des conventions antérieures à la mise en vigueur de la présente loi, peuvent être restituées ou payées à un coïntéressé à quelque titre que ce soit, sont tenues de donner connaissance des dites conventions au fonctionnaire compétent, dans les trois mois à compter du jour où la présente loi sera obligatoire.

TITRE V.

Dispositions abrogatoires.

ART. 46.

Sont abrogés l'article 24 de la loi du 27 décembre 1817, les articles 1, 2, 3, 13 et 17, 1^{er} alinéa, de la loi du 17 décembre 1851, les articles 3, 4 et 7 de la loi du 1^{er} juillet 1869, les articles 49, 52 et 53, 1^{er} et 2^e alinéas, de la loi du 30 août 1913 ainsi que toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1919.

op de erfenissen welke opengevallen zijn vóór het in werking treden dezer wet.

III. — De bepalingen van artikelen 16 en 17 zijn toepasselijk op de sterfgevallen die zich voorgedaan hebben vóór den datum der inwerkingstelling dezer wet, indien de aangifte van nalenschap vóór dezen datum niet werd ingediend.

IV. — De onder § 1, 1^e lid, van artikel 29 bedoelde natuurlijke of zedelijke personen, die houders zijn van zaken of schuldenaars van sommen, welke blijkens overeenkomsten aangegaan vóór de inwerkingstelling dezer wet, mogen worden teruggegeven of uitbetaald aan eenen medegerechtigde uit welken hoofde ook, zijn gehouden gemelde overeenkomsten aan den bevoegden ambtenaar kenbaar te maken, binnen de drie maanden na den dag waarop deze wet verplichtend zal wezen.

TITEL V.

Afschaffende bepalingen.

ART. 46.

Worden afgeschaft, artikel 24 der wet van 27 December 1817, artikelen 1, 2, 3, 13 en 17, 1^e lid, der wet van 17 December 1851, artikelen 3, 4 en 7 der wet van 1 Juli 1869, artikelen 49, 52 en 53, 1^e en 2^e leden, der wet van 30 Augustus 1913, alsmede alle met deze wet strijdige bepalingen.

Gegeven te Brussel, den 18 Maart 1919.

ALBERT :

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.